This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

~~HS. 109 b. 1~~

TAYLOR INSTITUTION

DOMI NUS ILLU MINA TIO MEA

Vet. Fr. III B. 257

MS. 109 E. 1

Vet. Fr. III B. 257

MS. 109 E. 1

TAYLOR INSTITUTION

DOMINUS ILLUMINATIO MEA

Vet. Fr. III B. 257

Rio 10 Février 177
Etienne de Tourtalès.

LE

CONSEILLER

DU PEUPLE

CORBEIL. — TYP. ET STÉR DE CRÉTE.

LE

CONSEILLER

DU PEUPLE

PAR

A. DE LAMARTINE

PREMIÈRE SÉRIE

PARIS

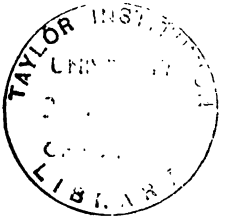
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS

RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1865

Tous droits réservés


TAYLOR
LIBRARY

LE

CONSEILLER DU PEUPLE

LIVRE PREMIER

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

I

Avril 1849.

Disons d'abord pourquoi nous prenons la parole, et pourquoi un simple citoyen a la pensée de conseiller son pays. La France a proclamé la République ; la République a proclamé le suffrage universel, la souveraineté du peuple mise à la place de la souveraineté d'un homme qu'on appelait roi.

Le peuple est donc souverain.

A titre de souverain, le peuple règne par ses votes et par les lois qu'il se fait à lui-même.

Le peuple est homme. Il peut se tromper, s'égarer,

se perdre, abuser de sa puissance, se précipiter dans l'anarchie, devenir tyran, absurde ou cruel, comme tout autre souverain. Il a besoin d'être éclairé, modéré, instruit, conseillé. Il a des flatteurs et des courtisans comme toute autre puissance. Il lui faut des amis désintéressés et courageux qui écartent les mauvais conseils de ses oreilles, et qui lui en donnent de bons.

Le peuple est novice à la souveraineté. Le peuple aujourd'hui est comme un enfant élevé pour le trône, auprès de qui on place, pour l'instruire, un corrupteur ou un sage, un *Dubois* ou un *Fénelon*. Selon que le peuple enfant-roi écoutera l'un ou l'autre de ses maîtres, il sera un *Néron* ou un *Germanicus;* la honte de la souveraineté du peuple ou les délices du genre humain!

Que Dieu suscite des Fénelons pour l'éducation du jeune souverain, le peuple français.

II

Déjà, avant la République, nous nous préoccupions de la nécessité de faire des leçons écrites ou

parlées de philosophie, d'histoire, de politique à l'usage de l'immense partie du peuple qui a besoin de savoir et qui ne peut pas apprendre, des paysans surtout. Voici ce que nous disions alors :

« Je me suis dit souvent à moi-même : Après avoir nivelé les droits, il faut niveler, autant que possible, les intelligences. L'œuvre de ce temps-ci, c'est de faire monter les masses jusqu'à des conditions de civilisation, de loisir relatif et d'aisance, qui leur permettent de s'instruire. C'est de faire descendre l'instruction, en la vulgarisant, jusqu'à la portée des masses. Une encyclopédie populaire serait une révolution pacifique accomplie.

« Un tel ouvrage me paraîtrait répondre au premier besoin du pays. Inspiré par un sentiment de religieuse solidarité entre toutes les classes de la nation, écrit avec la persuasive autorité de la bienveillance, il irait au cœur du peuple autant qu'à son esprit. Le peuple n'écoute que ceux qui l'aiment. N'est-ce pas par la charité bien plus que par le dogme, que la religion s'est emparée du genre humain ? Mais dans quel esprit doit-on l'écrire ?

« Jusqu'à présent, on a beaucoup flatté le peuple. C'était montrer qu'on ne l'estimait pas encore assez.

Car on ne flatte que ce qu'on veut séduire. Pourquoi l'a-t-on flatté ? C'est qu'on faisait du peuple un instrument et non un but. On se disait : « La force est là; « nous en avons besoin pour soulever des gouverne- « ments qui nous gênent. Appelons le peuple à nous, « enivrons-le de lui-même ; disons-lui que le droit est « dans le nombre ; que sa volonté tient lieu de jus- « tice ; que Dieu est avec les gros bataillons ; que la « gloire est l'amnistie de l'histoire ; que tous les « moyens sont bons pour faire triompher les causes « populaires, et que les crimes mêmes s'effacent de- « vant la grandeur et la sainteté des résultats. Il nous « croira, il nous suivra, il nous prêtera sa force maté- « rielle ; et quand, à l'aide de ses bras, de son sang et « même de ses crimes, nous aurons déplacé la tyran- « nie et bouleversé l'Europe, nous licencierons le peu- « ple et nous lui dirons à notre tour : *Tais-toi, tra- « vaille et obéis!* » Voilà comment jusqu'à présent on lui a parlé ; voilà comment on a transporté dans la rue les vices des cours, et donné au peuple un tel goût d'adulation et un tel besoin de complaisance et de caresses, qu'à l'exemple de certaines souverainetés du Bas-Empire, il n'a plus voulu qu'on lui parlât qu'à genoux. Ce n'est pas cela. Il faut lui parler en face.

Il ne vaut ni plus ni moins que les autres éléments de la nation. Le nombre n'y fait rien. Prenez un à un chacun des individus qui composent une foule ; que trouvez-vous? mêmes ignorances, mêmes erreurs, mêmes passions, souvent mêmes vices qu'ailleurs. Y a-t-il là de quoi s'agenouiller? Non. Multipliez tant que vous voudrez toutes ces ignorances, tous ces vices, toutes ces passions, toutes ces misères par millions d'hommes, vous n'aurez pas changé leur nature, vous n'aurez jamais qu'une multitude. Laissons donc le nombre, et ne respectons que la vérité.

« C'est devant la vérité seule qu'il faut se placer en écrivant à l'usage du peuple. Et ne croyez pas que vous serez moins écouté et moins populaire pour cela. Le peuple a deux goûts dépravés : l'adulation et le mensonge. Mais il a deux goûts naturels : la vérité et le courage. Il respecte ceux qui osent le braver. Ceux qui le craignent, il les méprise. Il y a des animaux féroces qui ne dévorent que ceux qui fuient ou qui tombent devant eux. Le peuple est comme le lion, qu'il ne faut pas aborder de côté, mais en face, les yeux dans ses yeux, avec cette familiarité ferme et confiante qui prouve qu'on se livre, mais qu'on s'estime, et qui dit aux multitudes :

« Comptez-vous tant que vous voudrez ; moi, je me sens. »

« Quel beau commentaire de la Providence qu'un livre quotidien ainsi écrit à l'usage des masses ! et j'ajoute : Quel bienfait pour le peuple et quel gage de sa future puissance mise ainsi dans sa main avec un pareil livre !

« Apprendre au peuple, par les faits, par les dénoûments, par le sens caché de ces grands drames historiques, où les hommes ne voient que les décorations et les acteurs, mais dont une main invisible combine le plan ; lui apprendre, dis-je, à se connaître, à se juger, à se modérer lui-même ; le rendre capable de discerner ceux qui le servent, lui apprendre à juger les choses et les hommes ; lui dire : « Pèse-les toi-même, non pas au faux poids « de tes passions du jour, de tes préjugés, de tes co- « lères, de ta vanité nationale, de ton étroit patrio- « tisme, mais au poids juste et vrai de la conscience « universelle du genre humain et de l'utilité de l'acte « qu'on te conseille pour la civilisation ; » le convaincre que l'histoire n'est pas un hasard, une mêlée confuse d'hommes et de choses, mais une marche en avant à travers les siècles, où chaque natio-

nalité a son poste, son rôle, son action divine assignés ; où chaque classe sociale elle-même a son importance relative aux yeux de Dieu ; enseigner par là au peuple à se respecter lui-même et à participer, pour ainsi dire, religieusement, avec conscience de ce qu'il fait, à l'accomplissement progressif des grands desseins de la Providence : en un mot, lui créer un sens moral, et exercer ce sens moral sur tous ses règnes, sur tous ses grands hommes et sur lui-même, j'ose dire que c'est là donner au peuple bien plus que l'empire, bien plus que le pouvoir, bien plus que le gouvernement : c'est lui donner la conscience, le jugement et la souveraineté de lui-même ; c'est le mettre au-dessus de tous les gouvernements. Le jour où il sera digne, en effet, de régner, il régnera, et peu importe alors sous quelle forme et sous quel nom. Les gouvernements ne sont, après tout, que le moule où se jette la statue d'un peuple et où elle prend la forme que comporte sa nature plus ou moins perfectionnée. A quoi bon vingt fois changer le moule, si vous ne changez pas l'argile ? Ce sera toujours de l'argile. C'est le peuple qu'il faut modifier. Les gouvernements se modifieront à son image, car tel peuple, tel gouvernement, soyez-en

sûr. Et quand un peuple se plaint du sien, c'est qu'il n'est pas digne d'en avoir un autre. Voilà l'arrêt que Tacite portait déjà de son temps. Il est encore vrai de nos jours.

« Je me suis dit : Notre liberté de la presse, notre gouvernement de discussion et de publicité, notre mouvement industriel, notre enseignement primaire, donnent la faculté, l'habitude et le besoin de lire à des masses considérables ; mais après leur avoir créé ce besoin, que leur donne-t-on pour le satisfaire ? qu'écrit-on pour elles? Rien. Notre éducation, à nous, fils du riche, privilégiés du loisir, se continue sans lacune toute notre jeunesse et même toute notre vie. Après l'enseignement élémentaire que nous suçons sur les genoux de notre mère, les colléges nous reçoivent ; nous passons de là aux grands cours des universités ; nous entendons les maîtres célèbres que l'État salarie pour nous dans les capitales. Sciences, philosophie, lettres humaines, politique, tout nous est versé à pleine coupe ; et si ce n'est pas assez, des bibliothèques intarissables s'ouvrent pour nous. Des revues, des journaux sans nombre, auxquels notre aisance nous permet de nous abonner, travaillent pour nous toute la semaine ou toute la nuit, pour

venir nourrir notre intelligence chaque matin de la fleur de toutes les connaissances humaines et provoquer notre esprit à un travail insensible et à une perpétuelle réflexion. A un pareil régime, il ne meurt que ce qui ne peut pas vivre : l'incapable ou l'indifférent. La vie est une étude jusqu'à la mort.

« Pour les enfants du peuple, au contraire, rien de tout cela. Cependant ils ont leur part de loisir aussi, les jours de fête et de repos, les veillées d'hiver, les temps de maladie, les heures perdues ; il n'y a pas de profession où une part quelconque de la journée ou de la vie ne puisse être consacrée à la lecture. Combien d'heures oisives pour vos cinq cent mille soldats dans leurs garnisons, pour vos soixante mille marins sur le pont de leurs navires, quand la mer est belle, le vent régulier ! Combien pour vos innombrables ouvriers qui se reposent ou se fatiguent d'oisiveté habituellement quarante-huit heures par semaine ! Combien pour les femmes, les vieillards, les enfants à la maison, les gardiens des troupeaux, dans les champs ! Et où est la nourriture intellectuelle de toute cette foule ? Où est ce pain moral et quotidien des masses ? Nulle part. Un catéchisme ou des chansons : voilà leur régime. Quel-

ques crimes sinistres, racontés en vers atroces, représentés en traits hideux et affichés avec un clou sur les murs de la chaumière ou de la mansarde : voilà leur bibliothèque, leur art, leur musée, à eux ! Et pour les plus éclairés, quelques journaux exclusivement politiques, qui se glissent de temps en temps dans l'atelier ou dans le cabaret du village, et qui leur portent le contre-coup de nos combats parlementaires, quelques noms d'hommes à haïr et quelques popularités à dépecer comme on jette aux chiens des lambeaux à déchirer : voilà leur éducation civique ! Quel peuple voulez-vous qu'il sorte de là? »

Voilà ce que nous pensions en 1843. Cela n'est-il pas mille fois plus vrai en 1849?

III

Disons maintenant au peuple comment il est arrivé à sa souveraineté, et pourquoi il est en république. Il faut qu'il connaisse bien les événements pour les bien apprécier. Nous lui dirons ensuite

ce que c'est que la république, et quelle conduite il a à tenir pour la maintenir et la perfectionner.

IV

RÉCIT.

Le 24 février de l'année dernière, le peuple de Paris se souleva contre les ministres. Les ministres refusaient d'accorder à la nation le droit de concourir plus largement à la nomination des représentants.

Le roi pouvait calmer aisément ce soulèvement en changeant ses ministres et en accordant au peuple ce qui était juste, le droit de faire représenter une plus grande part de droits et d'intérêts dans le gouvernement.

Le roi s'obstina à refuser cette justice au peuple. Il lui était plus commode de régner au moyen de quelques députés nommés par deux cent mille électeurs choisis dans une seule classe du peuple français. Les ministres du roi pouvaient corrompre facilement les députés par des honneurs, des faveurs,

des emplois publics. Les députés, influencés ainsi par les ministres, pouvaient facilement aussi séduire, acheter, corrompre dans leur département, le petit nombre d'électeurs de qui dépendait leur élection. C'était un commerce au lieu d'une élection.

Il s'ensuivait qu'au lieu d'être représenté dans son universalité, dans toutes ses professions, dans tous ses droits, dans tous ses intérêts, par lui-même, le peuple français n'était représenté que par une seule classe de la population, et que la royauté, au lieu d'être une institution populaire, au droit et au profit de la nation tout entière, n'était qu'une institution étroite, partielle, ce qu'on appelle une oligarchie, au droit et au profit de quelques-uns.

En dehors de ces deux cent mille électeurs, exerçant seuls leur droit de souveraineté représentative, tout le reste du peuple était privé du droit de se faire représenter. Par conséquent, une faible partie du peuple français régnait avec le roi et gouvernait avec les ministres. Tout le reste ne comptait pas dans le gouvernement ou ne comptait que pour payer l'impôt et verser son sang pour la patrie commune.

Cela n'était pas juste. Or, toutes les fois qu'il y a

une grande injustice dans un gouvernement, vous pouvez être sûrs que ce gouvernement court un grand danger. Pourquoi ? Parce que Dieu a donné à l'homme l'instinct de la justice, et que cet instinct de la justice travaille l'esprit humain comme un remords, et ne lui laisse aucun repos, jusqu'à ce que les peuples aient donné satisfaction à ce cri de leur conscience, en rétablissant en loi cette justice qui est dans son instinct.

C'est pourquoi les tyrannies ne durent jamais très-longtemps : pas plus celle des peuples que celle des rois.

V

Le 24 février 1848, le roi pouvait donc encore facilement prévenir la révolution en faisant cette justice à l'opinion publique; car, au fond, la France n'est pas révolutionnaire, depuis qu'elle a conquis les grands principes et souffert les grandes calamités de sa première révolution, il y a cinquante ans. La France n'est pas même impatiente. Elle comprend

qu'en précipitant les événements, on arrive aux catastrophes, et qu'il vaut mieux corriger lentement et pacifiquement les choses que de les renverser et de les briser. Elle aurait volontiers transigé avec le roi, si le roi, mieux conseillé, avait consenti à transiger avec le peuple. Mais le jour de la République était écrit là-haut. Voici comment cela se fit.

VI

Le peuple était soulevé et en armes depuis trois jours dans les rues de Paris. Il combattait au cri de *Vive la Réforme !* Les troupes, à qui la loi de la discipline commandait de défendre le roi, étaient consternées de tirer sur le peuple, et combattaient avec répugnance. Le roi lui-même ne les faisait combattre qu'à demi, dans la crainte que le sang versé ne rejaillît sur son trône et ne dépopularisât pour toujours lui, son nom et sa dynastie. Il hésitait à changer ses ministres. Il en appelait d'autres, toujours trop tard. Ceux qu'il appelait étaient déjà dépassés et décrédités avant de pouvoir agir. Il en ap-

pelait d'autres encore. Ces ministères d'extrémité duraient quelques heures. Ils ne servaient qu'à paralyser la défense sans ralentir l'attaque. La confusion était dans les conseils, la terreur dans le palais. On fit appel à la garde nationale pour s'interposer entre le peuple et le roi. La garde nationale, irritée contre les ministres et contre la cour, se rangea du côté du peuple. Le roi abdiqua. Il abandonna son palais, déjà forcé, en y laissant la duchesse d'Orléans et la royauté d'un enfant.

La duchesse d'Orléans vint se présenter, comme régente, à la chambre des députés. Le peuple vainqueur y était entré avec elle. On aimait généralement cette princesse innocente, malheureuse, veuve d'un prince qui promettait un homme supérieur. On l'aurait volontiers proclamée régente, si on n'avait écouté que son cœur. Mais il y a des moments dans la vie des hommes publics où il faut dominer son attendrissement pour une femme, n'écouter que sa raison, et ne s'attendrir que sur une nation.

Que serait-il arrivé, si on avait proclamé la régence d'une faible femme et le règne d'un pauvre enfant dans la crise terrible où la France se trouvait inopinément jetée ? Examinez bien la situation.

Premièrement, le roi avait commis la faute énorme de faire porter une loi qui enlevait la régence aux femmes, aux mères, et qui la donnait au duc de Nemours, son fils. Or, le duc de Nemours, compris dans l'impopularité du roi, ne pouvait prendre la régence. Il commandait en ce moment même les troupes contre le peuple. Le peuple n'eût pas accepté pour pacificateur et pour maître le prince contre lequel il venait de combattre.

Secondement, la loi constitutive de la régence la refusait à la duchesse d'Orléans. Dans le fait et dans le droit, le trône se trouvait donc vide et la constitution vacante.

On pouvait, disent les partisans de la royauté, refaire promptement une nouvelle loi constitutive de régence. Et qui l'aurait faite, cette loi constitutive ? Elle supposait la délibération et l'accord des trois pouvoirs anciens, le roi, la chambre des pairs et la chambre des députés. Le roi, il était en fuite. La chambre des pairs, elle ne fonctionnait plus. La chambre des députés, elle était envahie par le peuple ; il n'y avait plus de libres que quatre pieds carrés à la tribune, où quelques citoyens courageux montèrent sous le canon des fusils qui la visaient. Ils y

montèrent pour arrêter le sang, pour pacifier le peuple, pour sauver la France en proclamant un gouvernement provisoire et en faisant appel à la nation tout entière par le suffrage universel, seule souveraineté qui ne périt jamais.

C'est ce qui fut fait, et c'est ce qui sauva tout, roi, princes, princesses, ministres, députés, royalistes, légitimistes, orléanistes, constitutionnels, républicains, peuple et patrie. L'histoire le démontrera. Le salut commun, ce jour-là, c'était la République !

Et que fût-il arrivé, si un de ces hommes courageux qui étaient à la tribune eût dit : « Ayez pitié de cette femme et de cet enfant. Ne vous contentez pas de les entourer de respect et de compassion; donnez-leur, à l'une, la régence, à l'autre un trône ! » Rien n'était plus facile; on aurait écouté aisément cette voix, et le peuple, attendri et flottant, aurait peut-être ramené avec acclamation aux Tuileries cette femme et cet enfant.

Mais le lendemain ? — (Or, l'homme d'État pense au lendemain quand il s'agit d'une nation et de ses destinées.) Le lendemain, un pareil conseil eût perdu à la fois cette femme, cet enfant, la patrie et la République. Proclamer la régence, c'était procla-

mer la révolution en permanence, la guerre civile à perpétuité, l'insurrection sans fin, l'effusion du sang à grands flots, les plus sinistres catastrophes au bout de cette tentative.

Considérez quelle était la situation de Paris et de la France à l'heure où l'on aurait reporté ainsi ces débris de royauté sans force et sans avenir dans le palais déjà saccagé des Tuileries.

Le roi, la reine, leurs enfants fuyaient vers la côte d'Angleterre. Le duc de Nemours était obligé de se déguiser pour s'échapper de la salle des députés.

L'armée consternée revenait, abattue, par les boulevards, laissant tout Paris au peuple victorieux et abandonnant ses canons à la garde nationale.

Les barricades étaient élevées partout sur les pas de l'armée en retraite.

Les corps de troupes placés dans les cours des Tuileries avaient fait leur retraite aussi sur la place de la Concorde, abandonnant, par ordre des ministres, les Tuileries à l'invasion. Les régiments groupés sur la place de la Concorde et aux Champs-Élysées laissaient brûler sous leurs yeux les postes des gardes municipaux, enchaînés par la consigne qui leur défendait de répondre au feu.

Ces mêmes ordres laissaient violer la chambre des députés sans résistance, ni sur le pont, ni aux grilles du palais de la représentation.

La garde nationale s'unissait au peuple, on ne prêtait aucun secours à l'armée.

Les ministres étaient, ou fugitifs, ou cachés, ou invisibles.

La chambre des pairs n'osait pas se rassembler, tant elle était compromise dans l'impopularité et dans l'impuissance du roi.

La chambre des députés, en immense majorité, n'avait aucun crédit sur l'opinion publique. Elle passait pour être vendue à la cour. Elle participait à la haine qu'on portait en ce moment à la famille proscrite. De plus, la chambre des députés était envahie. Son président, menacé, était descendu du fauteuil, ses membres disparus et dispersés. Quelle force physique ou morale une assemblée dans cette situation pouvait-elle prêter à une nouvelle royauté ?

Le peuple, soulevé presque unanimement par trois jours de lutte, armé par la garde nationale, irrité par le sang, exalté par le triomphe, s'amoncelait en masses toujours croissantes depuis les banlieues

et les faubourgs jusqu'aux quartiers les plus populeux de Paris.

Deux cent mille ouvriers, arrachés par la révolution à leurs ateliers et jetés sur la place par l'oisiveté forcée ou par les agitateurs, allaient se joindre à ces éléments de tumulte et de sédition.

Enfin cette agitation, portée par tous les télégraphes et par tous les courriers, se propageait d'heure en heure dans toute la France, faisait fuir partout les autorités royalistes, surgir des pouvoirs insurrectionnels, crier aux armes, bouillonner des armées d'ouvriers, à Rouen, à Lille, à Lyon, à Marseille, dans tous les centres d'industrie. Les ateliers étaient prêts à verser de nouveaux éléments incendiaires dans ce foyer universel de révolution.

Tous les partis hostiles à la royauté, ennemis de la dynastie d'Orléans, républicains, bonapartistes, légitimistes, tribuns, terroristes, socialistes, communistes, utopistes, chefs de secte de toute espèce, et au-dessous d'eux tous les agitateurs vivant du seul désordre, allaient avoir sous la main le lendemain tous ces éléments de commotion et de guerre civile, les uns recrutés par le fanatisme, les autres par le royalisme de la branche aînée des Bourbons, ceux-

ci par les doctrines anti sociales, ceux-là seulement par le vertige du mouvement continué, tous par la fureur et par la faim. Que pouvait une ombre de royauté féminine mal assise dans un palais découvert, au milieu d'une pareille tempête d'hommes déchaînés par la colère contre le trône ?

La régence ne pouvait rien qu'être saluée le soir par une acclamation irréfléchie du peuple ému autour des Tuileries, et le lendemain devenir le jouet d'abord, puis bientôt la victime de tous les soulèvements perpétués des partis. Une émeute nouvelle serait venue frapper de semaine en semaine aux portes de ce palais. Calmée par une concession de la faiblesse, elle aurait suscité huit jours après une exigence et une manifestation nouvelle d'une autre partie du peuple. Les républicains, arrêtés dans leur demi-succès par ce trône sans base, lui auraient donné sans cesse un nouvel assaut. Les socialistes se seraient joints à eux pour lui arracher l'impossible. Les légitimistes l'auraient abandonnée à son malheur et auraient soulevé le Midi et l'Ouest au nom d'une autre royauté. Les bonapartistes lui auraient demandé le trône et la guerre, les ouvriers du travail, le peuple du pain, les ambitieux la dictature,

les scélérats, du sang. Avec quelle force aurait-elle repoussé, refréné, dominé, combattu tout cela ? L'ancienne garde nationale, exclusivement bourgeoise, ne pouvait plus subsister en face de la population tout entière armée et devenue de fait la nouvelle garde nationale. Or, cette nouvelle garde nationale, c'était le peuple lui-même. Aurait-il combattu contre lui-même pour une royauté attaquée par lui-même ?

Et l'armée ? L'armée, qui venait de combattre contre le peuple, ne pouvait rester ou rentrer d'un certain temps dans Paris sans y être l'occasion d'un éternel conflit avec le peuple victorieux, et de sang répandu tous les jours.

L'esprit se perd dans l'abîme de conjectures toutes plus sinistres les unes que les autres, sur les catastrophes qui se seraient succédé si des hommes à courte vue et à faible cœur avaient restauré la régence le 24 février. Un instant de trêve, oui. Mais une guerre renaissante et incessante aussitôt après. Une émeute nouvelle tous les matins sous les fenêtres de cette femme. L'anarchie, si elle eût cédé. Le sang à grand flots, si elle eût résisté. Aujourd'hui, le palais forcé comme au 20 juin 1791 ; demain, la dynastie

assiégée et la royauté captive comme au 10 août. Bientôt, peut-être, les exécrables journées de septembre... Voilà l'inévitable avenir de cette malheureuse princesse et de son enfant. Les Tuileries auraient été quelques jours le palais, puis la prison, puis le tombeau de cette royauté.

Politiques insensés, qui déplorez qu'on n'ait pas proclamé la régence, vous devriez rendre grâces aux hommes mieux éclairés et plus humainement inspirés que vous, qui, en proclamant courageusement et franchement le seul gouvernement légitime et le seul possible alors sur cette brèche, ont préservé à la fois cette femme, ces enfants, la patrie et le peuple que vous aviez compromis, et que vous ne saviez, ni apaiser, ni vaincre, ni conseiller, ni sauver!...

VII

En proclamant, au contraire, la République, ces hommes audacieux, mais prévoyants dans leur audace, sauvaient les personnes, prévenaient les crimes, fermaient le cratère des révolutions, d'un seul

mot. La puissance de la démocratie satisfaite passai à l'instant de leur côté. L'enthousiasme reconnaissant du parti républicain les soutenait sur l'abîme. Il aidait ces hommes à traverser, sans catastrophes, sans effusion de sang, sans guerre civile, sans dispute armée, sans déchirements de la patrie française entre les prétendants, sans guerre étrangère, sans spoliation des propriétés, sans proscriptions, sans échafauds, la plus terrible crise de trois mois que jamais un peuple de trente-six millions d'hommes, surpris par une révolution, ait peut-être traversée. Ces hommes eurent l'inspiration vraie, la révélation soudaine du moment. Ils se dévouèrent aux ressentiments des partis vaincus, aux assauts même du parti vainqueur, et ils proclamèrent la République, le droit suprême du peuple.

Le lendemain, les hommes de faction et de violence voulurent nous imposer une autre république, une république de parti, de vengeance, d'expropriation et de sang, avec le drapeau rouge. Le Gouvernement présenta sa poitrine, et résista.

Il décréta l'abolition de la peine de mort pour désarmer le crime et les passions politiques. Le vrai peuple soutint le Gouvernement provisoire, et

la République honnête et unanime fut fondée.

La République proclama la souveraineté représentative du peuple. Le peuple envoya à Paris l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale, a unom du peuple tout entier, ratifia, à l'unanimité, l'institution de la République. Elle vota, au nom de la patrie, des remercîments aux hommes qui remettaient la dictature et la patrie non ensanglantées dans les mains des représentants légitimes de la France.

Voilà comment fut instituée la seconde République française.

VIII

Vous voyez que la France y fut précipitée, sans s'y attendre encore, sans y être complétement préparée, par un événement imprévu qui ne fut, ni la gloire ni la faute de personne. La République sortit, comme sortent les choses humaines, d'un accident en apparence, mais d'un accident qui se trouva coïncider avec de telles circonstances politiques et avec de telles nécessités de situation, que rien autre

que la République ne pouvait raisonnablement en sortir.

C'est ainsi que la Providence fait éclore ses desseins cachés sur les peuples. On ne soupçonne pas la veille ce qu'elle prépare. Puis tout à coup elle dit son mot, et toute sagesse humaine reste étonnée et confondue. On murmure, on se trouble, on se plaint, on accuse, on veut contester, c'est inutile. C'est trop tard, le mot est dit. Les révolutions sont les grandes improvisations de Dieu par la bouche des hommes. Moi-même, qui ai prononcé ce mot un des premiers, je vous jure que je ne savais pas une heure avant ce que j'allais dire.

Le mot de la Providence, en 1848, a été la République.

IX

Maintenant la nation doit-elle, pour quelques agitations momentanées et pour quelques difficultés temporaires, accepter ou récuser ce mot? C'est ce que je vais examiner avec vous, et ce sera là mon conseil pour aujourd'hui.

Je suppose que la France en majorité ne fût pas républicaine par goût le 24 février au soir, je dis que le lendemain la France dut être républicaine par raison. Vous allez me comprendre.

Une nation est un homme, ou plutôt une nation est un homme multiplié par dix, vingt, trente millions d'individus. Il s'ensuit qu'une nation est faite comme un homme. Or, tout homme est doué par Dieu d'une faculté qu'on appelle l'*instinct de sa propre conservation*. C'est cet instinct conservateur de la vie dans l'homme qui fait que l'homme regarde, écoute, palpe, prévoit, évite, combat autour de lui tout ce qui peut menacer son existence, et qu'il défend sa vie par tous ses sens. Il se sert de ses yeux pour voir le danger, de ses pieds pour le fuir, de ses mains pour le repousser, de son intelligence pour le comprendre, de sa prudence pour l'éloigner, de son courage pour le surmonter. Il n'y a que les fous qui se jettent du haut des toits dans les précipices ; il n'y a que les aveugles qui tombent dans les gouffres ; il n'y a que les suicides qui s'arrachent volontairement la vie. Or, une nation entière n'est jamais ni aveugle, ni insensée, ni suicide. Elle veut vivre en ordre, en paix et en sécurité. C'est son instinct à elle,

et cet instinct devient sa sagesse et sa politique, quand elle est arrivée, comme la France, à un haut degré d'intelligence, de prévoyance, d'expérience et d'organisation.

Eh bien, suivez mon raisonnement et demandez-vous ceci : Que deviendrait la France, si elle sortait aujourd'hui par dégoût, ou par inconstance, ou par une impatience d'enfant, de la République ?

Décomposez bien avec moi la nature des dangers dans lesquels elle se précipiterait.

Si la France n'avait qu'une République et qu'une monarchie en face d'elle, je conçois qu'elle pût délibérer et dire tour à tour : « La monarchie m'humilie, je me jette dans la République. » Ou bien : « La République me lasse, je me réfugie dans la monarchie. »

Mais la situation n'est pas si simple que nous la posons là. Par conséquent, la France a besoin de toute sa réflexion et de toute sa prévoyance pour bien l'envisager.

Il n'y a pas seulement d'un côté la République et de l'autre côté la monarchie. Il y a d'un côté deux ou trois exécrables anarchies, et de l'autre trois ou quatre faibles monarchies. Ces monarchies et ces anar-

chies se disputeraient à l'instant les débris de la France, si la France ne persévérait pas et ne parvenait pas à fonder et à maintenir la République honnête, modérée, civilisée et raisonnable, dans laquelle nous sommes entrés avec notre Assemblée nationale, nommée par nous-mêmes pour nous sauver de la ruine et pour nous faire un gouvernement.

C'est le bonheur de la République d'avoir plusieurs sortes d'ennemis. Si elle n'en avait qu'un, elle pourrait succomber. Mais elle en a cinq ou six, qui se détestent davantage entre eux que chacun d'eux, isolément, ne déteste la République. Le nombre de ses ennemis fait son salut. La République est l'asile et le droit commun de tous les partis. Il n'y en a pas un qui ne dise à l'autre : Je préfère mon principe à la République, mais je préfère la République à vous.

X

Et maintenant qu'il est démontré que la France ne peut pas revenir en deçà des événements inattendus de février, et sortir de la République par l'une

des trois ou quatre monarchies écroulées sans se perdre, peut-elle en sortir par une autre voie, et aller au delà de la République démocratique et représentative en passant par les dictatures, les terreurs, les comités de salut public, au profit des systèmes ou des aberrations socialistes et communistes qu'on lui propose ?

Il n'y a pas besoin d'un long examen pour vous convaincre que dépasser la République représentative et démocratique, c'est précipiter le pays et la civilisation tête baissée dans des abîmes plus profonds que ceux de 1793, et si profonds qu'ils n'ont pas encore été sondés jusqu'ici.

Vous allez le comprendre.

Le mot *socialiste* n'est pas ce qui devrait nous effrayer, mais c'est le sens qu'on lui donne en ce moment qui fait justement peur et horreur à la société. Le mot *socialiste* signifiait autrefois et devrait signifier toujours un homme qui cherche à améliorer et à perfectionner l'ordre social au bénéfice de tous ceux dont la société se compose. De ce socialisme ainsi entendu, nous en sommes tous ; car il n'y a pas un homme sensé, éclairé, bien intentionné pour ses semblables, qui ne pense sans cesse aux moyens

de rendre leur situation sociale plus juste, plus aisée, plus heureuse, et qui ne considère les gouvernements comme les instruments les plus puissants de ce perfectionnement. Une grande partie de ceux qu'on nomme socialistes n'ont sans doute jamais attaché d'autre sens à cette dénomination. Quand les sectes qui se sont emparées de ce nom seront éteintes ou qu'elles seront rentrées dans la communion des hommes civilisés, ce nom redeviendra ce qu'il était dans l'origine : la désignation de véritables philosophes politiques, qui cherchent le possible par le bien et non l'impossible par le mal.

Mais les mots ne sont pas ce qu'ils sont, ils sont ce qu'on les fait. Le mot socialisme signifie pour beaucoup d'esprits, en ce moment, non pas l'amélioration, mais la destruction de l'ordre social. La République socialiste veut dire, dans certaines bouches, la République radicale, la République impatiente, la République implacable, la République expropriant ceux-ci sous prétexte d'enrichir ceux-là ; la République commençant par ruiner tout le monde pour établir le niveau, non de la richesse, mais de la misère et de la faim ; la République faisant évanouir ou enfouir tous les capitaux et tous

les salaires sous prétexte d'organiser le travail ; la République répudiant toutes les traditions et toutes les conditions de la civilisation connue, pour créer, par la violence et par la tyrannie, un monde nouveau en opposition avec les éternels instincts que Dieu a donnés à l'homme : monde nouveau de vérité, d'égalité et de paix, enfanté par la vengeance, par l'envie, par la haine, éclairé par la lueur des coups de fusil, inondé du sang des citoyens et organisé par les chimères.

XI

Supposez que cette République vînt à prévaloir un moment, que se passerait-il ? Je vais vous le faire entrevoir.

Dieu a donné à la société civilisée la faculté de se développer et de se perfectionner dans le sens de la nature humaine, mais jamais à contre-sens de cette nature. Il a donné en même temps à l'homme quelques instincts primordiaux et naturels que l'homme ne peut pas violer sans périr comme être sociable et

sans retomber dans l'état sauvage. Ces lois-là ne sont pas des lois humaines qu'on discute, qu'on nie, qu'on fait ou qu'on défait au gré de ses caprices ou de son imagination. Ce sont des lois promulguées par la nature et écrites par le Créateur lui-même dans les fibres de l'humanité.

Parmi ces lois absolues de la société civilisée, il y en a deux surtout plus absolues que les autres, et qui font écrouler non pas seulement la société, mais l'humanité tout entière, dès qu'on y touche.

Ces deux lois absolues de la civilisation sont la famille et la propriété.

La famille a été créée par Dieu lui-même quand il a créé les sexes différents. Pour prolonger son être sur la terre par les générations, l'homme est obligé de s'unir à la femme. De cette union, sanctifiée par les religions et consacrée par les lois, résulte l'enfant. Le père, la mère et l'enfant : voilà la famille.

Or, si cette rencontre du père et de la mère est fortuite, momentanée, non sanctifiée, non consacrée par la société religieuse et civile, il en résulte un enfant seulement, mais point de famille. L'enfant ne connaît ni son père ni sa mère ; il n'en reçoit ni les soins, ni les secours, ni les traditions, ni l'amour, ni

les biens après eux. C'est un être perdu sur la terre, qui a les sens matériels de l'homme, mais qui n'en a pas les sens moraux, l'amour, la reconnaissance, le respect, la pitié, la piété filiale, les devoirs et les bonheurs. C'est un homme imparfait, un être manqué. Il vit au hasard, semblable à la brute; il n'a point de lien avec le passé par le patrimoine; point de lien avec l'avenir par l'hérédité; il végète malheureux et seul; il périt bientôt; il ne se perpétue pas, ou il se perpétue sans connaître ses fils, par des êtres aussi isolés et aussi malheureux que lui. Le père à son tour n'a point d'épouse à aimer à côté de lui, point de père ni de mère à aimer au-dessus de lui, point de fils, ou de frère, ou de sœur à aimer au-dessous de lui. La femme n'a ni père, ni mère, ni époux, ni sœur, ni enfants à chérir, à soigner, à élever, à cultiver au-dessus, au-dessous, à côté d'elle; c'est la femelle d'un mâle; ce n'est plus ni la femme, ni la fille, ni la mère, ni l'épouse, ni la sœur d'un homme. La famille seule lui donne tous ces titres. Détruisez la famille, tous ces rapports, tous ces échanges pieux de services, de sentiments et de cœur entre l'homme, l'enfant, le père, la sœur, le vieillard, l'infirme, sont détruits : car la famille n'est

que l'*abrégé* de la société ; elle la contient toute en trois, ou quatre, ou cinq personnes. La famille, c'est la source de l'humanité, le moule façonné par Dieu, où il jette toute civilisation.

XII

Or, pour que la famille s'établisse, subsiste, se perpétue, il lui faut une base durable, transmissible et d'une perpétuité raisonnable sur la terre. Cette base, c'est la propriété. La propriété sous toutes ses formes, terre, capital mobilier ou immobilier, argent, professions, industries, commerces, économies, revenus, salaires quotidiens ou accumulés du travail. Tout cela, c'est la propriété, la propriété que toute civilisation reconnaît et garantit, pour que cette assurance de jouir de son bien et de son travail, de l'accumuler, de l'agrandir, de le transmettre de son vivant ou après soi, à d'autres, donne confiance, sécurité et avenir à la famille.

Voilà la cause de l'institution de la propriété partout, excepté chez les sauvages. Et les sauvages ne

restent sauvages que parce qu'ils ne développent pas assez la loi de la propriété. Où cette loi n'existe pas dans tous ses développements, la famille est elle-même imparfaite et précaire. La population s'arrête, l'humanité périt. Vous le comprenez, plus d'hommes, puisque la famille, source des hommes, est tarie !

Eh bien, le faux socialisme dit le contraire de ce que Dieu a dit dans ces admirables instincts qui ont constitué plus ou moins parfaitement, dans tous les lieux et dans tous les temps, la famille, la propriété et ce qui en est le résultat : la civilisation. La République sociale veut dire : invention d'un autre système, renversement de ces deux lois éternelles, bouleversement arbitraire de la société humaine fondée sur ces deux bases.

On emploierait des volumes et des années à démontrer le néant, l'absurdité, l'impossibilité, l'immoralité de ces systèmes contre nature, et l'on n'aurait pas encore tout dit. Aussi, les hommes peu éclairés ou fanatisés par ces systèmes ne discutent-ils pas ; ils disent : « Nous les imposerons par la force. Si nous n'avons pas d'idées, nous avons des bras ! »

XIII

Admettez maintenant que le peuple, par une surprise, leur permît un jour de tenter leur expérience de ruine et de mort, et qu'il laissât proclamer la République sociale dans leur sens absurde. Voyez le lendemain.

A la première borne que les agents de cette République déplaceront d'un champ, au premier arbre qu'ils abattront, à la première maison dont ils expulseront le locataire, le serviteur, le cultivateur ou le maître, la terre, les fruits de la terre, les maisons, les immeubles de toute nature perdront toute valeur, comme par un coup de foudre ou par un évanouissement de la terre. On se dira : « Pourquoi acheter ce que je ne pourrai ni posséder ni transmettre à mes enfants après moi? Personne ne voudra plus acquérir un sillon. Or, la valeur d'une chose étant la représentation du désir qu'on a de la posséder, et le désir de posséder la terre et de la cultiver étant anéanti par la première expropriation

de cette République, la valeur de la terre, des maisons, des immeubles, disparaîtra totalement avec ce désir. La France entière, qui représente aujourd'hui des milliards, représentera *zéro*. D'un seul mot, cette République aura exproprié la valeur de la France territoriale tout entière. Et la valeur de la France territoriale tout entière étant évanouie, personne n'aura plus de quoi exploiter la terre, faire réparer sa maison, fructifier sa propriété, personne n'aura plus de quoi faire travailler personne !

Il en sera ainsi de toutes les autres valeurs de capitaux, d'argent, d'industrie. A la première violence de cette République contre un écu, tous les écus se cacheront, émigreront, s'enfouiront dans les entrailles de la terre ; car tout le monde se dira : « On a pris l'écu de mon voisin, on va prendre le mien. Cachons-le pour moi, pour ma femme ou pour mes enfants. » Que deviendront le commerce, l'industrie, le travail, le salaire, quand tout capital et tout écu auront disparu ? La République sociale aura conquis le monde par famine ! Il lui restera entre les mains la faim, la soif, l'oisiveté, la misère, le néant. Le peuple, en voulant y toucher violem-

ment, aura fait évanouir toute richesse. Il embrassera une ombre à la place, dans ses bras trompés. Et cette ombre sera la mort et la faim !...

Et si cette République dit : « Nous ferons bien reparaître les écus par les supplices, le travail par la contrainte, la richesse par les confiscations et par la terreur, » qu'arrivera-t-il à l'instant?

A la première goutte de sang que cette République de l'impossible aura versée, tous les instincts véritablement sociaux de l'homme se soulèveront d'horreur contre sa démence et contre sa tyrannie. La plus juste, la plus légitime et la plus terrible des guerres civiles, la guerre d'un peuple qui défend sa vie, son seuil, sa religion, sa propriété, sa femme, ses enfants, contre ceux qui veulent l'exproprier de sa civilisation et de sa nature même, s'élèvera et engloutira dans des flots de sang les rêves de ces insensés. Voilà ce que c'est que le radicalisme même des bonnes intentions !

Donc, encore de ce côté, impossibilité de sortir de la République honnête, modérée, civilisée, sans tomber dans les abîmes. Le seul socialisme vrai est celui que nous avons proclamé les premiers : le socialisme du sentiment ; l'amour religieux du peuple

prouvé par les œuvres, ne détruisant rien, améliorant tout; le progrès par les institutions, au lieu des ruines par la violence, le budget de la fraternité.

A ces catastrophes certaines, si la France sortait de la République, ajoutez les catastrophes de l'anarchie, qui ne manquerait pas de profiter de ces guerres de prétendants ou de système pour déchirer la France, et vous comprendrez que l'instinct de sa propre conservation, autant que l'instinct du progrès, commande à la France de rester dans la République. Qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, peu importe. On y a été enfermé par une force supérieure aux volontés humaines. On y est retenu par la loi du salut commun. La République est cerclée de fer et de feu; elle est bordée de tous côtés de précipices. On ne peut en sortir que par le suicide. Or, une nation ne se suicide pas. On y restera. Si c'étaient les républicains qui l'eussent faite, on la renverserait aisément. Mais les républicains eux-mêmes n'y pensaient pas ou n'y pouvaient rien. C'est la Providence qui nous l'a faite, c'est la nécessité qui nous y retient! La Providence et la nécessité sont deux voix de Dieu, deux dynasties éternelles et absolues auxquelles les nations n'échappent pas.

XIV

Puisque la République est aujourd'hui le seul gouvernement possible chez nous, puisque la République est le seul salut du peuple et le seul asile commun de tout le monde, cherchons ensemble les moyens d'en faire le gouvernement le plus profitable au peuple, le plus acceptable, le plus honorable et le plus sûr à tous les partis. Il ne nous faut pour cela qu'un peu de patience et un peu de raison.

LIVRE DEUXIÈME

SUR LES ÉLECTIONS PROCHAINES

I

1er mai 1849.

La République est un mode de gouvernement qui repose tout entier sur l'élection.

Par l'élection, le peuple règne ; l'Assemblée nationale et le président gouvernent.

Selon que le peuple choisit bien ou mal ses représentants et son président, il est bien ou mal gouverné.

Il ne peut pas s'en prendre au hasard, comme dans la monarchie, et dire : « La nature m'a donné un mauvais roi, un méchant roi, ou un roi idiot. Il faudra que j'attende sa mort pour avoir un meilleur

règne. » Il ne peut s'en prendre qu'à lui-même. S'il est mal gouverné, c'est qu'il a mal choisi.

Mais comme les élections générales se représentent tous les trois ans, le mal ne peut pas être long, comme sous la monarchie. Là, un même roi gouverne quelquefois cinquante ans un même peuple, et passe le gouvernement à un fils souvent aussi incapable que lui. Au bout de trois ans, le peuple peut corriger les mauvais choix qu'il a faits et se donner de meilleurs représentants, de meilleurs ministres, un meilleur gouvernement. Tel est le mécanisme de la République sur les autres formes de gouvernement.

II

Quand les époques sont calmes; quand les gouvernements sont assis depuis un certain temps; quand les opinions sont arrêtées et fixées; quand les hommes ont eu l'occasion de se faire juger dans les assemblées nationales, l'élection est facile. Chaque département connaît les opinions, la moralité,

les talents des hommes qui lui demandent ses suffrages. La réputation est un flambeau qui éclaire d'avance les noms de ces candidats. Le peuple sait ce qu'il fait en les nommant, et alors il les destitue rarement de sa confiance. Une certaine fixité s'établit dans les choix. On use un bon représentant jusqu'à la fin. Ses cheveux, blanchis au service de ses concitoyens, ne le font pas mettre au rebut par eux. Au contraire, l'expérience est un fruit qui demande beaucoup de soleils, de jours et d'années pour mûrir.

Il faut beaucoup d'expérience dans le gouvernement des républiques. Les peuples anciens formaient leurs sénats avec des vieillards. Ils préjugeaient qu'un homme était plus sage quand il avait beaucoup vécu. Ils envoyaient la jeunesse au combat, la vieillesse aux conseils.

Mais au lendemain d'une révolution qui a écarté beaucoup d'hommes, et au commencement d'un gouvernement nouveau qui en déjà dévoré beaucoup, le peuple a plus de peine à bien voir, à bien assurer son jugement, et à bien choisir. De plus, cette manière d'élire dix, douze, quinze, vingt, et jusqu'à trente représentants portés à la fois sur une

même liste, rend encore le choix plus embarrassant. Nous espérons bien qu'à la prochaine révision de la Constitution, on corrigera ce vice de forme. Qui est-ce qui connaît parfaitement, même de réputation, quinze ou vingt hommes dont on nous fait écrire les noms sur une même feuille de papier? disent les paysans. Nous avons bien de la peine à en connaître deux ou trois. C'est une élection à tâtons. C'est une mêlée de noms. C'est un choix dans les ténèbres. Il est bien plus simple et bien plus sûr de faire comme le gouvernement provisoire avait fait dans son premier décret, c'est-à-dire de diviser la France en autant de circonscriptions électorales qu'il y a de fois quarante mille habitants dans le pays, et de dire dans la loi : « Chaque circonscription de quarante mille âmes nommera un représentant. »

Alors on y voit clair. On met la main sur le nom connu, estimé, respecté, aimé parmi ces quarante mille. On est assez près de lui pour le bien connaître; on sait ce qu'on fait; et puis cet homme, ainsi nommé dans le rayon de ses concitoyens les plus rapprochés, a une responsabilité réelle vis-à-vis d'eux. Quand il revient dans sa circonscription, on

lui demande compte de ses discours, de ses votes, de ses motifs; on entend ses raisons, on discute avec lui ; on s'éclaire dans ses entretiens, et lui-même s'éclaire dans les entretiens de ses électeurs, sur les opinions, sur les désirs, sur les besoins moraux et matériels du pays. Mais à présent où est la responsabilité de tel homme dont on nous fait écrire le nom sur nos listes sans que nous en sachions même l'orthographe? Il n'est pas d'entre nous ; nous ne savons pas d'où il vient. S'il nous néglige ou s'il nous trompe, nous n'avons aucun compte à lui demander. C'est un nom, ce n'est pas un homme. Autant vaudrait nommer les vingt-quatre lettres de l'alphabet.

Je sais bien qu'on nous dit : Il faut vous en rapporter aux comités électoraux, aux journaux et aux clubs qui vous diront ce qui vous convient. Mais les journaux? Nous n'avons pas le temps de les lire; nous n'avons pas assez d'argent de reste pour nous y abonner. D'ailleurs il y en a de toutes les couleurs. Qui nous dira quelle est la bonne, à nous ignorants? Mais les comités électoraux? Connaissons-nous mieux ceux qui les composent, et dans quel intérêt ils sont formés? Mais les clubs? Croyez-vous que leurs vociférations et leur tumulte soient de nature à nous in-

spirer une grande confiance dans leurs lumières, dans leur sagesse et dans leur impartialité ? Ils sont toujours en colère. La colère est une aussi mauvaise conseillère que la peur. Nous aimons mieux juger par nous-mêmes, et juger, non pas sur un discours, mais sur la vie tout entière d'un homme que nous connaissons.

Voilà ce qu'on dit sur le mode actuel d'élection par scrutin de liste, et, selon moi, on a raison. J'ai dit tout cela quand on a fait ce décret, et je le dirai tant que j'aurai un conseil à donner à ceux qui retoucheront à la loi électorale quand on revisera la Constitution. Aujourd'hui, il s'agit de savoir quel usage nous devons faire de la loi que nous avons.

III

Pour cela, il faut nous demander ce que nous voulons, car tout dépend de là.

Voulons-nous renverser la République et nous rejeter comme des fous ou comme des enfants dans les cinq ou six périodes de guerres civiles, de mo-

narchies rivales et d'anarchies certaines, dont je vous ai fait le tableau dans mon premier conseil ?

Voulons-nous faire une république de parti, étroite, jalouse, exclusive, violente, tyrannique, et qui sera haïe, menacée, attaquée tous les jours par toutes les opinions et par tous les intérêts qu'elle aura laissés en dehors d'elle ?

Enfin, voulons-nous une république vraiment nationale, une république de justice, de raison et de liberté, où chaque classe de citoyens trouve son droit, sa sûreté, son honneur ; une république semblable à celle qui fut définie, acceptée, acclamée par l'enthousiasme unanime de tous les partis raisonnables pendant les premiers mois de son établissement? une république qui soit tout à la fois le plus juste, le plus fort et le plus libre des gouvernements?

Si c'est là, en effet, la seule république que nous voulions, examinons quels sont les moyens que nous avons de la fonder et de la faire durer ; nous verrons ensuite quels sont les principes qui doivent nous inspirer nos choix dans l'élection prochaine.

IV

Le seul moyen de fonder une république durable en France, je vais vous le dire en un seul mot :

C'est que cette république appartienne à tout le monde, et non à quelques-uns ; à la nation, et non à un parti. C'est que cette république soit la grande communauté des droits, des intérêts et des opinions de tous ceux qui ont le pied sur le sol de la patrie.

Hors de là, point de salut ou, du moins, point de paix pour la République.

Cela n'est pas difficile à comprendre.

République veut dire chose publique.

Chose publique veut dire chose de chacun.

Si la République n'est pas, en effet, et dans la proportion juste, la chose de chacun, elle n'est plus la République. Elle est un monopole, c'est-à-dire la propriété particulière de quelques-uns au préjudice de tous. Cela s'appelle un privilége. Tout privilége, pour se défendre, a besoin de constituer autour de lui une tyrannie. La République, si vous en faites un

privilége d'opinion, sera donc une tyrannie de quelques-uns contre tous, au lieu d'être la liberté.

Et cette tyrannie aura pour ennemis légitimes tous ceux qu'elle rejettera en dehors du droit et de la liberté générale des opinions.

Or, comme il est de la nature des monopoles et des tyrannies de se resserrer, de se rétrécir, de se fortifier toujours davantage, par des exclusions et par des épurations toujours plus ombrageuses ou plus insolentes, qu'arrivera-t-il ?

Il arrivera qu'au bout de très-peu de temps, les républicains privilégiés auront mis dehors de la République, tantôt celui-ci, parce qu'il est suspect pour la monarchie légitime ; tantôt celui-là, parce qu'il est soupçonné d'attachement pour la monarchie de Juillet ; tantôt l'un, parce qu'on le croit bonapartiste ; tantôt l'autre, parce qu'on l'imagine trop républicain ; tel parce qu'il est riche, tel parce qu'il est pauvre, tel parce qu'il est prêtre, tel parce qu'il fut noble, tel parce qu'il est banquier, tel parce qu'il est prolétaire et ouvrier, tel parce qu'il est fonctionnaire, tel parce qu'il est soldat, tel parce qu'il est d'hier, tel parce qu'il est d'aujourd'hui, tel parce qu'il n'est ni d'hier ni d'aujourd'hui, et qu'il est vé-

hémentement soupçonné de préférer au fond de son cœur les vieilleries aux nouveautés et les royautés routinières des rois aux glorieuses royautés des peuples libres.

Et quand les républicains privilégiés auront mis tout cela hors de la République, que sera alors la République?

Un gouvernement de minorité.

C'est-à-dire un gouvernement du petit nombre contre le grand nombre.

Autrement dit une partie contre le tout.

Autrement dit encore, une faction contre une nation.

Je vous le demande à vous-mêmes, un pareil gouvernement pourrait-il durer ?

L'histoire et le bon sens vous répondent sans hésiter : Non ! Voici pourquoi :

V

Un gouvernement de minorité ne peut exister qu'à deux conditions en France.

Ou sous la forme de gouvernement militaire avec le prestige d'une conquête incessante et d'une gloire immense retrempée tous les six mois dans le sang des champs de bataille, comme le gouvernement de Napoléon pendant l'empire ;

Ou sous la forme d'un gouvernement atroce, sous la terreur quotidienne de l'échafaud, des proscriptions et des supplices, comme sous le gouvernement de Robespierre.

Le gouvernement militaire est impossible avec la République ; car le jour où la nation se change en armée conquérante, elle prend pour chef un général. Et le jour où ce général victorieux possède la confiance d'un million de soldats qu'il a conduits à la victoire, il se couronne de sa gloire, et la liberté est perdue.

Le gouvernement atroce de Robespierre n'est pas un gouvernement : c'est un supplice national. C'est le meurtre constitué. C'est la terreur pour esprit public. C'est la dictature du bourreau. Le sang crie, l'humanité se soulève, les victimes ont des vengeurs ; l'échafaud dévore ceux qui l'ont dressé. Le gouvernement qui a pris l'échafaud pour arme tombe dans l'exécration du pays et du genre humain. La cause

qu'il a soutenue ainsi est déshonorée. La République ne survivrait pas trois mois au premier crime du gouvernement qui voudrait la fonder dans du sang. Et ce qu'il y a de pis, c'est que l'honneur de la démocratie n'y survivrait pas.

Donc, tout gouvernement de minorité est impossible, puisqu'il n'est donné aujourd'hui ni à la gloire d'un Napoléon ni à la férocité d'un Marat de le faire durer.

Que s'ensuit-il? Qu'il nous faut un gouvernement de majorité, ou qu'il faut périr.

Or, pour avoir un gouvernement républicain de majorité, que faut-il faire? Donner la majorité à la République.

Et pour donner la majorité à la République, que faut-il faire encore? Il faut co-intéresser tous les partis à la République par les gages de liberté sincère que la République doit donner, sans préférence et sans exclusion, à tous les partis.

Il faut faire ce que j'écrivais le 21 mars 1848 dans la proclamation du gouvernement provisoire au peuple français, à la veille des élections de l'Assemblée constituante; élections qui furent si belles, si pures, si unanimes, si libres, et qui sauvèrent la France par

l'émanation patriotique du suffrage universel.

La société s'est raffermie, la souveraineté nationale a été retrouvée, la République a été constituée par ces élections de 1848. Pourquoi? Parce que le gouvernement provisoire, au lieu de se défier du pays, fit un appel courageux et impartial à l'unanimité des citoyens. Il se dit : La France a plus de droit que moi; la France a plus d'intérêt que moi; la France a plus de génie que moi : appelons la France, et elle se sauvera elle-même !

Et en effet, la France répondit, choisit librement son Assemblée nationale et fut sauvée.

Que serait-il arrivé, si le gouvernement provisoire avait dit à la France : « Vous n'êtes pas mûre pour la liberté. Vous n'êtes pas assez républicaine pour qu'on vous confie la République. Je vous ajourne, je vous récuse, je me défie de la nation. Ceux-ci sont des amis d'Henri V, ceux-ci des partisans de Louis-Philippe, ceux-ci de Bonaparte, ceux-ci sont des Vendéens, ceux-ci des schismatiques, ceux-ci des catholiques asservis aux prêtres, ceux-ci des paysans inféodés aux nobles, ceux-ci des protestants, ceux-ci des prolétaires incapables de juger de leurs intérêts, ceux-ci des riches, ceux-ci des marchands, ceux-ci

des soldats ! Rien de tout cela n'est digne de nommer le gouvernement de la République; nous allons le continuer ou le nommer nous-mêmes; nous n'appellerons que des républicains aux élections! » Il y avait assez d'hommes à courte vue qui disaient cela ; les clubs de Paris et des départements ne disaient pas autre chose.

Eh bien, que serait-il arrivé, si le gouvernement provisoire, mieux inspiré, ne leur avait pas courageusement résisté, et s'il avait trié une nation, soi-disant républicaine, dans la nation, comme vous triez une poignée d'épis dans un champ de gerbes ?

Il serait arrivé que la nation indignée se serait soulevée légitimement comme une seule vague contre cette République de privilégiés insolents se croyant plus sages qu'un peuple, et qu'en les submergeant elle aurait submergé la République elle-même!

C'est évident ; aussi voilà ce que je répondais alors, au nom du gouvernement, à ceux qui donnaient à la République ces funestes conseils :

« Le gouvernement provisoire n'imitera pas les gouvernements usurpateurs de la souveraineté du peuple, qui corrompaient les électeurs et qui achetaient à prix immoral la conscience du pays.

« A quoi bon succéder à ces gouvernements, si c'est pour leur ressembler? A quoi bon avoir créé et adoré la République, si la République doit entrer dès le premier jour dans les ornières de la royauté abolie? Le gouvernement considère comme un de ses devoirs de répandre sur les opérations électorales cette lumière qui éclaire les consciences sans peser sur elles.

« Le gouvernement provisoire veut que la conscience publique règne. Il ne s'inquiète pas des vieux partis : les vieux partis ont vieilli d'un siècle en trois jours. La République les convaincra, si elle est sûre et juste pour eux. La nécessité est un grand maître. La République, sachez-le bien, a le bonheur d'être un gouvernement de nécessité. La réflexion est pour nous. On ne peut pas remonter aux royautés impossibles; on ne veut pas descendre aux anarchies inconnues; on sera républicain par raison. Donnez seulement sûreté, liberté, respect à tous; assurez aux autres l'indépendance des suffrages que vous voulez pour vous; ne regardez pas quel nom ceux que vous croyez vos ennemis écrivent sur leur bulletin, et soyez sûrs d'avance qu'ils écrivent le seul nom qui peut les sauver, c'est-à-dire celui d'un républicain capable et probe.

« Sûreté, liberté, respect aux consciences de tous les citoyens électeurs : voilà l'intention du gouvernement républicain, voilà son devoir, voilà le vôtre, voilà le salut du peuple ! Ayez confiance dans le bon sens du pays, il aura confiance en vous. Donnez-lui la liberté, et il vous renverra la République.

« Sous la République le gouvernement n'appartient pas seulement à ce petit nombre d'hommes que l'acclamation publique a jetés momentanément à la tête du pays, le gouvernement appartient à trente-cinq millions de Français. »

Ces principes, proclamés par moi alors comme les seuls vrais, les seuls justes, les seuls qui pussent faire accepter la République, sont encore les seuls qui puissent aujourd'hui la consolider.

VI

Demandez-vous bien, en effet, quel est aujourd'hui le seul danger pour la République. — Est-elle menacée par la coalition des rois? Non. L'horizon extérieur de la France est libre, grâce à la

sagesse et à la fermeté des hommes de Février, qui ont déclaré que la France faisait sa révolution chez elle, mais ne se croyait pas obligée de la faire chez les autres. Les peuples, voyant notre respect pour l'inviolabilité de leurs frontières, ont repris confiance et amitié pour nous. Les rois, voyant que nous n'attaquions pas leur trône, n'ont eu aucun prétexte pour soulever l'esprit de leurs peuples et de leurs armées contre nous. Le principe divin, qui est le principe de paix, a triomphé en Europe grâce à nous et à l'Angleterre, qui comprend comme nous que la guerre pour la guerre est une barbarie.

Si, aujourd'hui, une puissance quelconque, Prusse, Russie, Autriche, Angleterre, Espagne, voulait faire la guerre à la République française, cette puissance aurait contre elle toutes les autres puissances. Le sentiment de justice qui existe dans tous les peuples ferait dire à la conscience du genre humain : « Pourquoi attaque-t-on la République française, qui n'a attaqué personne, et qui a déclaré amitié et fraternité à tous les peuples qu'on attaquerait injustement? » Ce principe vaut mieux que les quatorze armées de la Convention; car il couvre la France d'un bouclier de justice, de bon droit et de

force, et il ne verse pas une goutte de sang dans le monde. Nous y manquons à Rome, et nous avons tort.

La République est-elle menacée par les aristocraties? Mais il y a soixante ans que les aristocraties sont détruites et nivelées en France. Ceux qui crient à l'aristocratie, crient au fantôme.

L'aristocratie, qui n'était déjà pas bien redoutable en France sous l'ancien régime, car les rois la tenaient presque toute dans leurs antichambres, n'est plus rien maintenant qu'un souvenir historique, une vieille médaille des temps passés, retrouvée, çà et là, dans un sillon. On la respecte, on ne s'en paye pas. L'aristocratie est tombée devant l'égalité des droits et l'égalité des partages. Le Code civil est son acte mortuaire. L'aristocratie aujourd'hui, c'est le droit du citoyen et le droit de propriété. Tout le monde a son aristocratie en main, dans ces deux droits qui ne sont refusés à personne. Si quelqu'un voulait ravir ces deux droits à quelqu'un, celui à qui on les contesterait aurait trente-cinq millions de Français pour le défendre. Il n'y a qu'une espèce d'aristocratie aujourd'hui; ce sont ceux qui veulent vivre sans travailler et partager le champ

de leur voisin qu'ils n'ont pas arrosé de leurs sueurs, ou habiter la maison qu'ils n'ont pas bâtie.

Est-ce le clergé qui menace la République? Mais pourquoi? Les doctrines de la République sont précisément les doctrines morales et religieuses de l'égalité des enfants de Dieu devant la loi, de la charité sociale, de la fraternité civile, émanées de cet Évangile qui a versé le premier ces vérités divines de la pensée des philosophes dans l'âme des simples et des ignorants. En répudiant la République de 1848, le clergé répudierait ses propres doctrines. Aussi, rendons-lui justice et hommage, nous, républicains de 1848, le clergé n'a pas commis cette erreur et cette faute. Il n'a pas fait, comme en 1789, cause commune avec les trônes et avec les aristocraties. Il a béni le berceau de la République le 25 février, à l'Hôtel-de-Ville de Paris. Il a prêché l'acceptation pacifique du gouvernement nouveau et la concorde. L'archevêque de Paris est venu un des premiers, avec son clergé, saluer la République religieuse dans la personne du vénérable vieillard qui présidait le gouvernement de Février, Dupont (de l'Eure). Dupont (de l'Eure) a répondu à l'archevêque : « La liberté et la religion sont deux sœurs

de la même famille, séparées autrefois par des priviléges et des préventions. Nous voulons qu'elles se reconnaissent et qu'elles s'allient dans la République, telle que nous la fondons. »

Le clergé, depuis ce jour-là, en général, a servi consciencieusement la République. Il a marché avec nous dans ces magnifiques processions de vos communes qui allaient porter le vote de vos consciences au scrutin électoral, pour la nomination de l'Assemblée constituante et pour celle du président de la République. Plusieurs de ses membres ou de ses chefs ont été nommés membres à cette Assemblée, non parce qu'ils étaient prêtres, mais parce qu'ils étaient bons citoyens. Ils n'y ont point fait de cabales contre la République. Ils y ont été (il faut le dire) des modèles d'impartialité, de conciliation, de patriotisme et de courage. L'archevêque de Paris est mort comme un soldat de l'humanité et de la patrie, pour pacifier la République.

Pourquoi tout cela? Parce que la République de Février, en venant au monde, n'avait dépossédé ni persécuté personne; parce qu'elle venait affranchir les consciences au lieu de les opprimer et de les profaner; parce qu'elle était et parce qu'elle veut

être une révolution essentiellement religieuse ; parce qu'elle croit en Dieu et qu'elle veut que l'idée de Dieu, la plus grande idée de l'humanité, rayonne de plus en plus, et s'épure de jour en jour davantage dans l'esprit des peuples, non pas sous l'empire des priviléges ou des persécutions, mais sous l'empire de la complète liberté des dogmes, des cultes et des consciences.

VII

Est-ce la bourgeoisie qui menace la République? Mais la bourgeoisie, c'est le commerce, l'industrie, l'agriculture, les propriétaires, les ouvriers sérieux, propriétaires aussi, et pères de famille, qui composent directement ou indirectement une masse d'au moins trente millions d'âmes sur trente-cinq millions. Ils n'ont qu'un seul et même ennemi commun, un seul danger : le communisme, les sectes socialistes, les révolutionnaires radicaux du travail et de la propriété.

Or, cette bourgeoisie, ce commerce, cette indus-

trie, ce travail propriétaire ou aspirant et arrivant jour par jour à la propriété, font, par instinct, un raisonnement bien simple. Ils se disent : Dans un temps où les fondements de la société sur lesquels nous, nos familles, nos terres, nos maisons, nos commerces, nos industries, nos capitaux, nos salaires, nous reposons tous, sont sapés, menacés, attaqués à coups de paroles, à coups de presse, à coups de clubs, à coups de fusil, avec une frénésie croissante depuis dix ans; que faut-il pour combattre ces dangers extrêmes? Il faut un gouvernement d'une force extrême aussi! Il faut une sorte d'association mutuelle de tout ce qui veut conserver un foyer social, contre ceux qui veulent le bouleverser et l'éteindre. Cette association de tous, dans le gouvernement, c'est précisément la République. La royauté divise, la démocratie unit. La royauté a une base trop étroite; la base de la République, par le suffrage universel, est aussi large que le pays tout entier. On l'a dit vingt fois, on ne saurait trop le redire : il n'y a pas de royauté qui eût résisté, à Paris, le 16 avril, le 15 mai et le 23 juin 1848, à des soulèvements de cent et de deux cent mille hommes contre le gouvernement. Il n'y a pas de royauté qui

eût pu tirer le canon trois jours et trois nuits contre des masses de peuple égaré, et appeler à lui les gardes nationaux de tout l'empire, accourus comme pour sauver leur propre foyer. La République a pu le faire encore au berceau. Elle sera invincible dans sa vigueur actuelle et dans sa complète organisation future. Il n'y a que la République qui soit de force à se mesurer avec le communisme et le socialisme armés, parce que la République c'est tout le monde, et que la royauté, c'est une fraction.

VIII

Sont-ce les légitimistes qui menacent la République? On le dit beaucoup. Je ne l'ai jamais cru. J'ai vu, au contraire, les légitimistes raisonnables saluer, les premiers, la République de leurs acclamations, le 24 février. Et dans toutes les journées où le gouvernement a eu de grands dangers à courir pendant les six premiers mois de son existence, j'ai vu les légitimistes de Paris et de la Bretagne prendre le fusil et marcher au premier rang des bons

citoyens qui venaient défendre la République.

Sans doute il y en a un petit nombre qui rêvent de faire sortir la légitimité du suffrage universel, et la contre-révolution de la révolution. Ce rêve les amuse et ne fait de mal à personne. La République ne proscrit pas les songes.

Sans doute aussi, il y a en un plus grand nombre qui gardent dans leur cœur la foi, le culte, le regret, l'espérance confuse et éloignée d'un retour possible de Henri V au trône de sa race, comme une indemnité du destin pour tous les malheurs de son berceau. Ce culte inoffensif des souvenirs et cette religion du respect sont honorables, et la République ne proscrit pas l'honneur.

Mais ces pensées des légitimistes sont ajournées à des années incertaines. En attendant, ils donnent sagement du temps et des forces à la République. Quand elle aura enfoncé ses racines dans le sol, dans les habitudes, dans le suffrage universel, dans l'ordre, nous verrons qui est-ce qui pourra exproprier le peuple français du suffrage universel. La République? Leur souffle n'a pas pu la renverser quand elle était un roseau ; quand elle sera un chêne, que pourra-t-il?

IX

Enfin la République est-elle menacée par les orléanistes? Oui. Voilà un des dangers. Lisez plutôt la lettre de M. Guizot à ses électeurs. C'est une déclaration, non pas de guerre, mais de dédain à la République; un défi à la France entière, qui a proclamé, à l'unanimité, la République, par les élus du suffrage universel, le 4 mai! C'est une langue d'émigration, c'est un manifeste du duc de Brunswick en habit bourgeois.

M. Guizot dit franchement : « La République, en France, n'est pas un gouvernement sérieux. Attendez-moi; unissons-nous au nom de l'ordre, et puis nous détrônerons la démocratie. »

Ce manifeste est une des plus étranges choses qu'il ait été donné aux hommes de voir dans ce temps-ci. Voilà un homme de talent, de mérite, de renom, de grande et sérieuse valeur politique, un pilote de la royauté; hier à la tête d'un gouvernement établi, adossé à un trône, entouré d'une majorité dévouée

dans les chambres, servi par une administration disciplinée et formée par lui, soutenu par une armée fidèle et brave de quatre cent mille hommes et par une garde nationale attachée à la constitution, et cela où ? Dans Paris, enceint de forteresses ! Et cet homme vient de faire faire à la monarchie le plus effroyable naufrage, en temps calme, que les annales de l'histoire signalent depuis qu'on écrit l'histoire !... et cet homme, du haut du débris de son naufrage, s'arroge la prétention d'enseigner la route et d'éviter les écueils !.. A qui ?... A son pays qu'il vient de mettre en perdition !... Et il ose dire à trente millions d'hommes et à la République : Vous n'êtes pas sérieux !...

Eh bien, nous ne voterons pas pour M. Guizot ; mais malgré cela, si les électeurs de Lisieux envoient M. Guizot à l'Assemblée nationale, nous n'aurons aucune peur pour la République, et nous prendrons M. Guizot, non au tragique, mais au sérieux. La République est assez large et assez profonde pour absorber même ceux qui la nient. Un homme d'État n'est jamais de trop dans la représentation nationale d'un grand peuple. La tribune peut supporter, sans s'écrouler, le dialogue entre toutes

les idées. La liberté ne vit pas de silence. Elle ne se fortifie pas d'ombrage. Que M. Guizot entre s'il doit entrer; qu'il soit le bien venu dans la République! ce sera une des plus belles gloires de cette révolution, de montrer à l'Europe l'homme qui est tombé avec la monarchie tuée sous lui, relevé par la République elle-même, admis et honoré dans son sein, et recevant d'elle la parole pour lui dire qu'elle n'est pas un gouvernement sérieux.

Ceci, du moins, sera plus sérieux, ce sera grand! La grandeur convient au gouvernement du peuple. Notre prudence vote contre M. Guizot, notre magnanimité voterait pour lui!

Quant à ses amis, c'est-à-dire quant aux hommes qui tenaient le pouvoir sous le dernier gouvernement, ne les proscrivez pas. Au contraire, il y a parmi eux beaucoup d'hommes de talent, d'éloquence, de lumières, de capacités utiles au pays. Une République qui proscrirait ces talents et ces capacités, abaisserait son niveau d'intelligence. Point de 18 fructidor électoral contre les personnes de l'ancien gouvernement; seulement défions-nous un peu des ressentiments de quelques meneurs de ce parti contre la République. Ils voudraient une re-

vanche de Février. C'est naturel. Mais Dieu les préserve d'obtenir cette revanche ! car le lendemain, légitimistes, bonapartistes, libéraux, républicains modérés, démocrates violents, socialistes, communistes, peuple détrôné du suffrage universel, se rejetteraient honteux et indignés loin d'eux. Ils seraient submergés de nouveau dans une autre République, République irritée, peut-être moins magnanime et moins fraternelle que la nôtre, qui n'a ni proscrit un ennemi, ni insulté une opinion, ni froissé une conscience, ni versé une goutte de sang, ni touché à un cheveu de la tête, ni confisqué un centime de la propriété d'un citoyen, pas même de celle du roi !

La République n'aurait donc en ce moment de danger à craindre que de ce côté : une tentative de la restauration de la dynastie de Juillet, par la folle imprudence de ses amis, s'ils se croyaient trop maîtres du pays en se voyant trop nombreux dans l'Assemblée nationale. Il ne faut pas proscrire, mais il ne faut pas tenter ce parti. N'en prenez que les hommes sages, estimés, considérables, responsables, et laissez dehors les aventuriers de restaurations.

X

Mais il y a un autre parti qui fait courir à la République plus de dangers à lui seul que tous les autres à la fois. C'est le parti des républicains exclusifs, impatients, violents, agitateurs, perturbateurs, vociférateurs, qui, dans les journaux et dans les clubs de Paris et des départements, se fait appeler le parti de la *Montagne*.

Le parti de la Montagne, sous la première République, était le parti de la terreur. C'est le parti qui avait pris l'échafaud pour moyen de gouvernement, la mort pour premier ministre ; le parti qui décimait la France, grands et petits, riches et pauvres, jusqu'à ce qu'elle fût épurée de tout le vieux sang de ses veines et qu'elle devînt républicaine par anéantissement de vie. C'était la torture appliquée en grand à une nation de vingt-six millions d'hommes par sept ou huit grands inquisiteurs de la soi-disant démocratie. Ce parti a détruit la République, et il a laissé derrière lui une clameur d'indignation contre

les bourreaux et de pitié pour les victimes, qui ne s'éteindra qu'avec l'histoire !

Eh bien, ce parti, tout odieux qu'il est, avait du moins alors, non pas excuse (il n'y en a jamais pour le crime), mais une explication de ses fureurs. Il combattait dehors contre l'émigration et la coalition ; dedans, contre les priviléges à peine vaincus. Il avait la passion de la lutte, la colère des idées, la démence du champ de bataille. La Montagne alors voulait dire le volcan d'une révolution comprimée, qui éclate contre ses ennemis, vomit sa flamme et ses scories contre ses propres flancs. On comprend cela. Mais aujourd'hui la Montagne veut dire un parti de sang-froid, qui prend la colère, l'injure et la menace pour système de gouvernement ; qui fait semblant de chercher des ennemis pour faire semblant de leur faire peur. Un parti qui donne à la république unanime, magnanime, humaine et fraternelle de 1848, la coiffure, l'attitude, le geste, les propos de la République sanguinaire et implacable de 1793. Un parti enfin qui semble croire que le drapeau rouge, le comité du salut public, le tribunal révolutionnaire, les assignats, le *maximum*, les proscriptions, les cachots et la guillotine, sont des moyens

bien propres à séduire à la République une nation industrieuse, agricole, propriétaire, amie de l'ordre, jalouse de sa liberté, de sa dignité, de sa renommée, de son caractère national et de sa sûreté individuelle !!!

Vous voyez bien que cette terreur-là n'a pas le sens commun; que cette terreur est une parole posthume d'un drame terrible joué il y a soixante ans; que ces terroristes posthumes ne sont que des doublures de Danton et de Robespierre, jouant à la guillotine sur un tréteau. Il manque deux choses essentielles aujourd'hui à la terreur de fantaisie des nouveaux Montagnards de clubs : un peuple qui veuille se laisser guillotiner et un peuple qui veuille guillotiner. Cela est donc très-odieux, mais pas sérieux. Aussi, voyez : cela se cache dans quelques clubs nocturnes et honteux.

Mais cette manie des républicains terroristes a cependant un danger très-réel. Ce danger, c'est de servir de prétexte aux ennemis de la République pour la faire redouter et détester des âmes timides, des hommes de paix et des hommes de bien.

Les peuples ont de l'imagination comme les individus. Cette imagination est restée frappée de

l'horreur et de la terreur des jours sinistres où le sang coulait au nom de la première République. Il n'y a que cinquante ans de cela. Cinquante ans, c'est hier pour la vie d'un peuple. L'impression n'est pas effacée, elle ne s'effacera même jamais. La difficulté de la République actuelle, c'est de bien faire comprendre qu'elle n'a rien de commun avec l'autre que le nom. Ces hommes s'obstinent, par je ne sais quelle dépravation de sens commun, à vouloir que ces deux républiques se ressemblent par le costume, par la tyrannie, par le langage, par l'appareil des proscriptions. Ils épouvantent ainsi l'esprit du peuple; ils font de la République un fantôme vêtu de haillons sanglants, pour effrayer les yeux et écarter les cœurs. Et ils parlent de traîtres à la République! Ah! si jamais la République vient à succomber, l'histoire restituera bien son vrai nom à chacun, et s'il y a eu des traîtres, en effet, l'histoire dira s'il faut les chercher parmi ceux qui veulent faire adorer la République ou parmi ceux qui semblent avoir juré de la faire haïr! Craignez ces hommes et écartez-les le plus possible de la tribune. Ils la feraient écrouler en y prononçant des mots qui seraient des crimes s'ils n'étaient pas des folies.

Mais donnez à chacun des grands et sérieux partis que je viens de vous signaler, la part d'élection et de souveraineté qui lui appartient dans la représentation nationale. Tous ces partis réunis forment la France. La République c'est la France. Faites comme le gouvernement de Février. Nommez la France, et ne vous inquiétez pas de la République. La France l'a instituée comme le seul gouvernement possible aujourd'hui. La France la maintiendra comme le seul gouvernement possible désormais.

XI

Et surtout, ne tombez pas dans un excès de tendance irréfléchi vers l'ordre, en excluant de l'Assemblée nationale une des classes quelconques de citoyens estimables dont la France est composée. Je veux parler des ouvriers, de ceux qu'on appelait jadis les prolétaires. La mission de la République est de les élever, non par de folles chimères, mais par de sérieuses institutions, à la *dignité* et à la *capacité* de citoyens. Il faut, autant que possible, que

chaque département envoie un ou deux de ces hommes utiles et laborieux à la représentation nationale. Car, pour être complète, la représentation doit comprendre des citoyens de toutes les classes, de toutes les grandes professions du pays. Ayez soin de ne fermer l'Assemblée nationale à qui que ce soit. Sa force est dans son unanimité.

Ces prolétaires ont généralement moins de lumières que les hommes des hautes professions libérales; c'est vrai; mais ils ont plus de besoins. S'ils étaient trop nombreux dans le gouvernement, le gouvernement périrait par l'ignorance des affaires humaines; s'ils n'y étaient pas du tout, le gouvernement pourrait les oublier, et il périrait par égoïsme. Appelez-en un certain nombre, afin qu'ils se forment par la discussion et par la pratique à la politique, et qu'ils soient les représentants vrais et raisonnables de ces quatre ou cinq millions d'hommes qui vivent de leurs bras, et dont la République doit soigner les légitimes intérêts. Seulement, ne les prenez ni dans les attroupements, ni dans les clubs. Prenez-les dans leurs champs ou dans leurs ateliers. Ne les choisissez pas au volume de leur voix, mais aux bonnes mœurs et au bon sens. Laissez ceux qui crient, pre-

nez ceux qui pensent. Un mauvais ouvrier sera un mauvais représentant. Il prêtera l'oreille à tous les rêveurs et à tous les factieux communistes qui promettent au peuple le pain sans travail et qui déclament contre la propriété au lieu de s'en faire une. Ces ouvriers-là ne sont que des démolisseurs. Ce ne sont pas des ouvriers de république, ce sont des ouvriers de guerre civile.

Ces ouvriers de guerre civile crient dans leurs clubs à la réaction! ils crient contre l'Assemblée nationale! Je ne veux pas nier qu'il n'y ait dans certains esprits mécontents ou effrayés de la République, une réaction dépassant les bornes de l'ordre et visant à réagir contre la République elle-même. Mais voyez, qui est-ce qui a commencé la réaction? Est-ce l'Assemblée nationale? Elle n'était pas encore réunie, que ces hommes, exploités par les terroristes et par les socialistes des clubs, viennent attaquer, le 16 avril, le gouvernement provisoire pour l'empêcher d'appeler l'Assemblée nationale à Paris, et pour usurper à eux seuls la souveraineté et la tyrannie.

L'Assemblée nationale n'avait pas encore huit jours d'existence que ces mêmes hommes viennent, le 15 mai, lui donner assaut et la chasser de Paris,

pour confisquer la République dans leurs mains.

Enfin, il n'y avait pas encore six semaines que l'Assemblée siégeait, et le 25 juin ils attaquent la République à coups de fusil, et tirent sur les représentants, sur leurs concitoyens et sur leurs frères !

Vous conviendrez que ces trois actes étaient de terribles actes de réaction; que ces réactions des factions ne partaient pas de l'Assemblée nationale, puisqu'elle n'existait pas encore ou qu'elle commençait à peine à exister ; que des réactions pareilles étaient malheureusement de nature à indigner, à irriter la France et à faire rétrograder un peu la confiance et la bonne volonté que la République et l'Assemblée nationale avaient témoignée aux prolétaires. Tous les torts ne sont pas d'un côté. Il n'y avait même aucun tort du côté de l'Assemblée nationale quand la milice des clubs est venue l'attaquer le 15 mai et le 25 juin. Il ne leur sied pas de parler tant de réaction, quand c'est eux qui l'ont commencée à coups de cris séditieux et à coups de fusil.

Ces hommes-là ne sont pas plus justes que les autres. Moi qui vous parle, j'avais demandé pendant quinze ans qu'ils fussent représentés dans l'Assemblée nationale; qu'ils eussent des députés comme

toutes les autres classes; c'est pour cela que j'avais voté et signé le suffrage universel qui leur donnait enfin l'exercice des droits de citoyen. Eh bien! savez-vous quel est le seul nom des membres du gouvernement provisoire qu'ils aient effacé de leur liste et proscrit de l'Assemblée nationale au Luxembourg, le 24 avril, la veille de la première élection? C'est le mien! Ils ne voulaient dans l'Assemblée nationale que les tribuns de leurs clubs et que des prolétaires! Voyez la justice et la sagesse de ces hommes! La France proscrite du gouvernement de la France par une seule catégorie de citoyens! Un gouvernement d'ateliers!

Ne les imitons pas. Faisons-leur leur place. Oublions leurs torts, et appelons-les parmi nous comme les enfants les plus faibles et les plus intéressants de la famille française. Voilà la vengeance de la République des braves gens!

XII

Quant à la réaction véritable, ne vous en occupez pas. Elle reviendra d'elle-même au centre de gravité de la vraie République. Ne vous scandalisez pas de

quelques gros noms bien contre-révolutionnaires qui vont peut-être sortir de l'urne. Ne dites pas : Monsieur un tel est nommé, monsieur un tel est ministre, la République est perdue. L'Assemblée législative tout entière serait composée de contre-révolutionnaires, que la République ne serait pas perdue. Ils y entreraient pour la détruire, qu'ils seraient forcés de la maintenir et de la consolider. La France veille ; le suffrage universel est là ; le salut public et leur propre salut les pousseront à être républicains demain par nécessité, bien qu'ils ne le fussent pas hier par opinion. Vous vous souvenez de ces prophètes qui ouvraient la bouche pour maudire et que Dieu forçait à bénir. Ce sera l'histoire des anciens conservateurs ennemis de la République. Ils ne l'aimaient pas quand elle était dans nos mains ; ils l'aimeront quand elle sera dans les leurs.

Aussi, dès le 25 février, j'ai toujours aspiré au moment où nous remettrions la République au pays, par la souveraineté du suffrage universel. Bien loin de désirer que la République restât dans les mains des républicains exclusifs qui l'avaient reçue dans son berceau, j'ai toujours dit :

« Hâtez-vous, si vous voulez qu'elle vive, de la re-

mettre à la nation tout entière. La nation, qui s'en défie avec raison pendant que nous la tenons seuls, parce qu'elle peut y craindre une tyrannie, s'y attachera quand elle la tiendra elle-même, parce qu'elle n'y verra que sa liberté et sa souveraineté. Hâtez-vous de nationaliser la République. Si elle est une faction, elle est perdue. Si elle est la nation, elle sera sauvée.

La République est comme ces enfants des rois, qui doivent passer tour à tour pour leur éducation, en grandissant, des mains des femmes dans les mains des hommes, puis dans les mains des soldats, puis dans les mains de la nation elle-même, et qui ne montent au trône qu'après avoir passé par toutes ces mains. Je ne croirai la République bien baptisée, bien vivace et bien impérissable, que quand je l'aurai vu servir par ceux-là mêmes qui auraient voulu l'étouffer dans son berceau. »

Ce que je disais là à mes collègues, je vous le dis à vous avec la même confiance. Arrachez-la de nos mains si vous voulez, et donnez-la en garde à tout le monde. La République n'est pas faite pour nous, mais nous sommes faits pour la République.

Elle me mettra de côté aussi. Qu'importe! Ou-

bliez-moi et pensez à elle. Je m'attendais bien à ne pas être nommé, et je ne m'étonne pas de cet ostracisme. Il est naturel après de grandes crises dont on porte sa part de responsabilité.

En vous parlant d'élection, je suis un peu comme le prophète dont parle l'historien Josèphe, dans l'histoire du siége de Jérusalem par Titus. Cet homme courait sur les murs de la ville en criant : *Malheur à celui-ci, malheur à celui-là !* puis, à la fin, il cria : *Malheur à moi !* et il tomba renversé par une pierre des assiégeants.

Je dis : Ne nommez pas ceux-ci, ne nommez pas ceux-là ! et je serai éliminé vraisemblablement moi-même du nombre des élus du peuple. Tant mieux ! je resterai républicain modéré hors de l'Assemblée, et ceux qui y entreront à ma place le deviendront. Périssent nos candidatures ; mais que la République appartienne à tout le monde, même à nos ennemis !

Ces pensées désintéressées et sages, qui seraient les vraies pensées d'un homme d'État, doivent être les pensées du peuple dans ce grand scrutin. Car le peuple est homme d'État par excellence, responsable envers lui-même, et responsable de lui-même à la patrie, au monde, à Dieu.

LIVRE TROISIÈME

LA CRISE

I

26 mai 1849.

Le résultat des élections est de nature à faire tomber la plume de la main. Les bons citoyens sont tentés de s'envelopper la tête de leur manteau et de désespérer du peuple. Le peuple, dans plusieurs départements, a cherché, pour affermir la République, qui ? beaucoup d'adversaires de la liberté ; et il a cherché, pour faire accepter, honorer et aimer la démocratie, qui ? beaucoup de démagogues. On dirait qu'il se prend en moquerie, et qu'il veut donner raison aux partisans du despotisme, en se déclarant lui-même convaincu d'impuissance ou de vertige.

Et, cependant, est-il permis aux bons citoyens de se décourager, de se croiser les bras et de gémir ? Non. La politique est une religion : elle a ses épreuves et ses martyrs. Il faut confesser sa foi et son espérance, même quand les démences du peuple assiégent l'esprit de tristesse et d'incrédulité. Les siècles ne se découragent pas pour un mauvais jour.

Les Arabes racontent un de ces actes de constance et de foi qui m'a toujours vivement frappé. Au commencement de l'islamisme, disent-ils, un des premiers apôtres de leur croyance passa un jour entier à parler de l'unité de Dieu dans les rues et sur les places de Damas, sans avoir rencontré un seul habitant, homme, femme, enfant, libre ou esclave, qui ne l'eût qualifié d'imposteur, et qui ne l'eût couvert d'insultes et de mépris. Il rentra dans sa maison, doutant presque de lui-même. Abattu par le chagrin, il s'endormit dans les pleurs demandant à Dieu de ne pas se réveiller. Mais vers le matin, une voix céleste entendue dans son cœur lui apporta ces paroles : « O toi qui dors enveloppé du manteau, lève-toi et parle encore ! » L'homme affligé reprit courage et recommença le lendemain à parler dans

le désert, et le peuple revint un à un de son idolâtrie et de son égarement.

Que cet acte de sainte obstination serve d'exemple aux bons citoyens ! plus leur patrie court de dangers, plus ils doivent s'acharner à la sauver. Le péril est grand, je ne veux pas vous le dissimuler. Nous sommes dans une crise. D'où vient cette crise ? quelle est cette crise ? comment conjurer cette crise ? C'est ce que je vais vous dire comme je le conçois.

II

Les élections du 27 avril 1848, les premières grandes élections du peuple tout entier par le suffrage universel, ont été une merveille de sagesse, de patriotisme et d'unanimité. Elles ont été faites sous l'empire de l'enthousiasme qui venait d'inspirer au peuple le cri, le courage et la vertu de la République, qui venait d'inspirer au gouvernement provisoire l'abolition de la peine de mort, la doctrine de la paix intérieure et de la concorde extérieure entre toutes les classes de la nation. Elles ont

été faites de plus sous l'impression des immenses périls de guerre étrangère, de guerres civiles et d'anarchies intestines, auxquels on venait d'échapper par la protection visible de Dieu et par le gouvernement ferme, doux et prudent de quelques hommes de bonne volonté. On craignait de rouvrir l'abîme des révolutions qui s'était tout à coup ouvert sous le trône de Juillet et sous les fautes de ses aveugles amis. On se félicitait d'avoir été sauvé ! on bénissait la Providence de ce que cet interrègne terrible s'était passé sans qu'une colère eût saisi le peuple, sans qu'un vertige eût saisi les dictateurs, sans que la France se fût humiliée devant l'Europe, sans que l'Europe eût osé jeter un défi ou une insulte à la France, sans qu'une conscience eût été froissée, sans qu'une opinion eût été proscrite, sans qu'une propriété eût été violée, sans qu'une misère eût été méprisée, sans qu'une goutte de sang eût été répandue, soit par la main du gouvernement, soit par le crime d'un seul citoyen. La France alors fut admirablement bien inspirée dans le choix des hommes qu'elle envoya pour la représenter dans son Assemblée nationale. Pourquoi cela, encore une fois ? Parce qu'il y a deux choses qui inspirent bien un peuple : le pé-

ril extrême auquel on vient d'échapper, et l'enthousiasme qui ouvre le cœur aux bons sentiments.

III

L'Assemblée nationale, en immense majorité, on pourrait presque dire à l'unanimité, fut digne de ce beau mouvement de la France. Patriotique, désintéressée, courageuse, modérée, instinctivement habile, maîtresse de ses passions, tolérante envers les opinions et les personnes, bien disposée envers la partie souffrante du peuple, charitable et prudente à la fois, elle ne brusqua rien, elle temporisa sagement avec toutes les impatiences et avec toutes les difficultés ; elle s'associa sans ambition personnelle à toutes les bonnes pensées de la majorité du gouvernement provisoire ; elle voulut, avec lui et comme lui, dénouer sagement la crise au lieu de la trancher violemment ; elle fut, en un mot, l'honnêteté et la bonne conscience de la France, personnifiées dans une assemblée d'hommes de bien !

Voilà mon jugement impartial sur elle, et je crois que ce jugement sera celui de la postérité.

IV

Et cependant, me direz-vous, puisque cette assemblée fut si miraculeusement produite par le pays et si sagement inspirée à son commencement, comment se fait-il qu'en se retirant elle nous lègue encore une crise et des dangers? Je pourrais vous répondre que de même que la vie humaine, pour les individus, ne se compose que de vicissitudes, de difficultés, de travail, de maladies et de crises, de même la vie des nations ne se compose que de crises perpétuelles. Mais je vais vous répondre moins philosophiquement et plus historiquement. Vous me comprendrez mieux.

V

L'Assemblée de 1848 arrivait à Paris après une révolution qu'on avait traversée heureusement avec sagesse, vigueur et bonheur. Mais, enfin, c'était une

révolution, c'est-à-dire un déplacement de vieilles choses écroulées pour faire place à quelques choses nouvelles. Or, avec les vieilles choses, il était tombé des hommes aussi. Quelques-uns de ces hommes tombés avaient été rappelés à cause de leur importance dans l'État et de leur mérite personnel dans le sein de l'Assemblée. C'était bien, c'était sage; le gouvernement provisoire n'avait pas voulu être un gouvernement de proscription, de jalousie, d'arbitraire. Il avait dit aux électeurs, dans sa proclamation à la nation française : « Nommez tous vos bons citoyens qui accepteront loyalement votre mandat, sans leur demander d'où ils viennent. Les vieux partis sont d'autant plus morts que vous ne vous informerez pas s'ils sont vieux ou s'ils sont nouveaux. Ne décapitez pas le Peuple en excluant ses supériorités parce qu'elles ont vécu sous d'autres régimes. Ce serait l'exclusion, ce ne serait pas la République. »

La France avait entendu cette voix. Elle avait fait comme on lui disait. Au milieu de beaucoup d'hommes nouveaux, il y avait des hommes des vieilles dates monarchiques, de Juillet, dans l'Assemblée. Je n'accuse pas ces hommes d'être ainsi entrés dans la République pour la trahir.

Non! la trahison est un vieux mauvais mot des plus mauvais jours, de nos plus mauvais temps, qu'il ne faut pas jeter au Peuple, de peur qu'il n'y morde jusqu'au sang. C'est une odieuse calomnie que tous les partis en colère se prodiguent tour à tour et qui est presque toujours aussi un mensonge et une lâcheté. La trahison n'est pas un vice français. La France est trop légère pour être hypocrite. Ces hommes n'étaient point entrés dans la République pour trahir. Mais ces hommes étaient des hommes, et, qui plus est, des hommes renversés. Ils devaient être très-désorientés dans cette République. Ces choses nouvelles, ces noms nouveaux, ces hommes neufs, devaient leur inspirer, sinon une certaine aversion, du moins un certain étonnement. La démocratie devait être un grand scandale à leurs yeux. Ils n'étaient pas accoutumés à nager dans cette pleine eau d'une nation. Étonnés et scandalisés d'abord, ils durent naturellement penser à balayer, le plus tôt possible, toutes les doctrines du gouvernement de Février et tous les hommes de cette révolution, afin de rétablir tout le vieux personnel et toute la vieille domination de leur parti sous le nom de République. La République, ainsi épurée des républicains, serait devenue

ce que le caprice des événements aurait voulu plus tard. C'est ce que l'on appelle la réaction.

Ces hommes furent admirablement servis par les circonstances. Une révolution dans les premiers temps est toujours un certain chaos ; il faut déblayer et reconstruire ; il faut refaire de l'ordre et de la force dans la société. Le gouvernement provisoire en avait déjà beaucoup fait, puisqu'il avait pacifié l'étranger, recréé une armée de cinq cent mille hommes, organisé la garde mobile, cette milice de l'ordre dans Paris, décrété les trois cents bataillons de gardes mobiles départementales, convoqué, retrouvé, installé le gouvernement définitif de la République dans l'Assemblée constituante. Mais les ateliers nationaux subsistaient encore. C'était l'entrepôt de misères, d'indigences et d'oisiveté qu'une révolution laisse toujours un moment après l'orage sur ses bords. Il fallait le dissoudre jour à jour, lentement, prudemment, moitié par dérivation, moitié par assistance, puis enfin par le déploiement dans Paris d'une force armée irrésistible. Le gouvernement combinait ces trois moyens à la fois. Le camp sous Paris était commandé. L'Assemblée nationale perdit patience quelques jours trop tôt. Les ateliers

nationaux se soulevèrent sous le vent des clubs le 15 mai, sous le pressentiment de leur dissolution le 23 juin. Le sang coula, l'Assemblée nationale et la nation furent légitimement indignées de cet attentat d'une partie du Peuple contre la souveraineté même du Peuple. La réaction contre ces attentats fut un devoir pour tous les bons citoyens ; elle fournit malheureusement des armes aussi à la réaction des hommes irrités contre la République. Ils s'organisèrent en partis dans l'Assemblée, en réunion parlementaire dehors. Ils soulevèrent la France contre les Républicains de février comme complices de l'insurrection, pendant que ces Républicains versaient avec moi leur sang sous les balles mêmes des insurgés. Ils favorisèrent l'élection d'un Bonaparte à la Présidence, espérant que ce prestige de gloire et de despotisme servirait d'amorce au Peuple pour se reprendre par un nom à la monarchie. Heureusement ils se trompaient, et le Président du 10 décembre, plus sage qu'eux, comprenait que sa seule légitimité était dans son élection et dans la Constitution.

Enfin, ils tournaient autant qu'ils pouvaient la République contre elle-même, ils soldaient des journaux

et des brochures contre tous ses principes, contre toutes ses œuvres. Ils prédisaient avec audace son renversement prochain. Ils raillaient jusqu'à sa modération à l'extérieur. Ils l'accusaient de n'avoir pas incendié l'Europe en allumant la guerre universelle. Ils annonçaient que les élections dirigées par eux ne laisseraient pas un seul républicain modéré debout dans la représentation future. Ils déchiraient lettre à lettre tout le *manifeste* du gouvernement provisoire aux puissances étrangères, manifeste qui avait rompu la coalition contre la France, et tenu l'Europe en paix et en respect pendant toute notre transformation intérieure. Ils laissaient succomber le Piémont à nos portes, sans mettre l'armée des Alpes, préparée pour cela par nous, comme un poids dans la négociation. Ils finissaient enfin par faire eux-mêmes la plus immorale et la plus impuissante des interventions à Rome pour le rétablissement, non pas de l'indépendance spirituelle du pontife, mais de la souveraineté temporelle, théocratique et sacerdotale du pape !

VI

Pendant ces imprudences et ces témérités du parti

de la réaction dans l'Assemblée, que se passait-il dans le parti contraire? Ceux qu'on appelle les Montagnards, c'est-à-dire les Républicains renouvelés de la Convention, excessifs, radicaux, acerbes, farouches, ceux qui font peur à la France, se sentant faibles et menacés, faisaient une alliance désespérée avec ceux qu'on appelle les Socialistes et les Communistes, destructeurs avoués de l'ordre social connu, démolisseurs de la propriété et de la famille, rêveurs quelquefois bien intentionnés, quelquefois ingénieux, quelquefois ridicules, mais quelquefois furieux de ce que la réalité ne peut pas admettre leurs songes; et ces Socialistes, à leur tour, pour grossir leur parti, faisaient alliance avec la plus terrible des factions, avec le paupérisme, avec la misère et la faim.

Cette triple coalition des démagogues, des Communistes et du paupérisme faisait courir une autre nature de dangers à la République. La sagesse avait séparé ces partis au commencement de l'Assemblée constituante. En admettant quelques Républicains foncés, mais politiques et pratiques alors dans le gouvernement, on les avait séparés des démagogues sanguinaires et des Communistes. On avait proposé

des lois d'assistance et de travail qui séparaient aussi le paupérisme du communisme. L'imprévoyance de la réaction a rejoint tous ces tronçons de factions. Il faudra recommencer l'œuvre de sagesse avec moins de chances favorables, et beaucoup de temps perdu et d'hommes importants compromis.

De plus, beaucoup d'hommes considérables parmi les Républicains modérés, voyant la réaction grandir et menacer tout ce qui avait tenu à la République, se sont rejetés du côté de la Montagne et trop près d'elle. L'Assemblée a paru ainsi divisée en deux camps. Du jour où elle a été divisée en deux, elle a été orageuse et tracassière. Le gouvernement n'a plus eu de base solide et permanente. Malgré la sagesse, le patriotisme, le courage et le grand talent déployé par M. Barrot, l'Assemblée, craignant d'apercevoir l'ombre de la réaction derrière les ministres, leur a échappé à chaque instant. On a vu combien étaient fous les hommes qui me reprochaient de n'avoir pas voulu diviser cette Assemblée en deux camps dès le premier jour. La République, faible alors, n'aurait pas survécu deux mois à ce déchirement. La diviser devant ses ennemis, c'était la trahir. Le 24 février nous avait chargés de préserver la

société, de faire faire un pas au Peuple, et non de trahir la République.

VII

Ainsi est arrivé le jour des élections. Les démagogues, les Communistes, les Socialistes réunis, en exploitant le paupérisme et l'ignorance, ont profité des manœuvres de la réaction, et ont exclu de l'Assemblée législative un nombre considérable de représentants républicains, patriotes modérés. Les hommes de 1830, les ministres de la monarchie tombée, les hommes de 1815, les hommes même du moyen âge, les partisans surannés, quoique jeunes, du gouvernement sacerdotal, les inventeurs de l'intervention anti-républicaine, anti-française, anti-italienne à Rome, vont se trouver en face des hommes surannés aussi de la Convention, du Comité de salut public et de la postérité de Babœuf !

VIII

Je sais bien que le bon sens public et la sagesse

du temps corrigeront vite ces folies des partis, et que la popularité des imitateurs de Danton et de Babœuf ne prendra pas racine dans un sol propriétaire, commerçant, industriel, dans le caractère d'un peuple qui a une fraîche expérience de ces atrocités et de ces folies.

Néanmoins, cela rend la situation de la France inquiète et agitée, et le gouvernement très-compliqué et très-difficile.

De plus, les affaires extérieures de la France se compliquent et s'enveniment, et vous entendez déjà le cri de guerre.

Voilà un sombre horizon. Tout est-il perdu? Non. Il nous reste trois choses : Dieu, l'espérance et la sagesse.

Dieu veille sur la République, parce qu'elle est un progrès de civilisation et de moralité dans les formes du gouvernement, un pas fait dans la lumière vers lui. Il nous la montre depuis février. Toutes les fois que dans les journées terribles, 26 février, 19 mars, 16 avril, 15 mai, 23 juin, la République a paru perdue, il l'a miraculeusement sauvée. Si nous avons besoin de miracles, nous avons le droit de compter encore sur des miracles! Or, ces miracles,

savez-vous qui il charge de les faire pour lui ? Le Peuple et l'opinion ! Comptons-y encore.

L'espérance ! Elle est la moitié du courage. La France est courageuse.

La sagesse, enfin ! Il n'y a pas de révolution qui puisse s'en passer. Voyons quels conseils elle nous donne, et quels sont les remèdes à la situation extérieure et intérieure que je viens de vous exposer.

IX

A l'intérieur, la sagesse est toute, selon moi, tracée par le devoir au gouvernement et aux Républicains consciencieux qui veulent avec lui et par lui défendre la société. La souveraine habileté, c'est la conscience. Donc, point de panique et point de coup d'État fondé sur la panique contre la minorité ou contre la majorité de l'Assemblée législative nommée par le dernier suffrage. La Constitution est élastique. Laissez-la accomplir librement son jeu. Cher chez un ministère qui concilie le plus possible ce qu'il y a de raisonnable et de praticable dans les

instincts de conservation de la majorité. Que ce ministère présente successivement à l'Assemblée toutes les lois d'équité, de secours, d'assistance, de protection, de sage fraternité qui peuvent corriger les griefs, élever l'intelligence, alimenter le travail, adoucir les misères, améliorer la situation matérielle et morale de la partie souffrante et déshéritée du Peuple. Qu'il essaie de réaliser le programme que le gouvernement provisoire apporta à l'Assemblée constituante le jour où il lui remit le pouvoir! Une loi des pauvres, un code complet du paupérisme avant tout, c'est ce qui a sauvé l'Angleterre de dix révolutions!

Que dans toutes ces lois le gouvernement ne porte pas la moindre atteinte à la propriété, base de tout! et à la famille, unité divine, source de tout! Si le communisme et la démagogie veulent dépasser cette limite dans l'Assemblée, que le gouvernement les combatte en face par la parole et par la Constitution. Il aura le pays, et, bien plus que le pays, il aura la société humaine, Dieu et les hommes derrière lui. Avec ces auxiliaires on n'est pas vaincu longtemps!

Si le communisme et la démagogie conspirent,

descendent dans la rue, donnent des armes à leurs complices, qu'il les combatte avec les armes ! Sous le drapeau de l'ordre social, sur le terrain de la Constitution, pour la cause de la propriété, devant le seuil de chaque famille et de chaque citoyen qu'on défend, on peut mourir, on meurt encore victorieux !

Enfin, si le communisme et la démagogie triomphent légalement dans l'Assemblée législative et obtiennent une majorité de surprise, de violence et de démence, que les ministres se retirent et qu'ils leur remettent le gouvernement ! La Constitution violée s'écroulera à l'instant sur cette Assemblée usurpatrice et antisociale ! la vie se retirera d'elle avec l'opinion ! le suffrage universel et la garde nationale rentreront dans leur droit ! chaque citoyen, chaque baïonnette, seront une protestation armée contre cette Convention posthume ! elle n'aura pas quinze jours de folies et de crimes ! peut-être, comme au 15 mai 1848, n'aura-t-elle pas la soirée tout entière ! il se trouvera d'autres hommes pour marcher à l'instant, comme moi, sur l'Hôtel-de-Ville, et pour y venger la Constitution et la société !

Le lendemain, qu'on fasse appel au suffrage universel, élagué du scrutin de liste qui en fait une

élection de ténèbres. La France relèvera elle-même la Constitution violée. Elle renverra une autre Constituante républicaine chargée de corriger les trois ou quatre fautes de sa première Constitution et de rentrer dans le programme de la République civilisée, honnête, morale, pacifique et fraternelle du 26 février !

Que le gouvernement ait foi dans la société ! qu'il ne la défende que par les armes de la Constitution et de la liberté, et qu'il dorme en paix au bruit des plus grosses voix et au roulis des plus gros orages ! La société ainsi défendue est impérissable. Elle peut avoir une émeute qui l'éclipse un jour ! elle a le lendemain une révolution légitime et sainte qui la venge et qui la rétablit !

Voilà mon conseil pour l'intérieur.

X

Quant à l'extérieur, la question est moins simple. Le peuple, peu versé dans la science des cabinets, des diplomaties et de la politique européenne, est

facilement entraîné dans des erreurs qui lui paraissent consciencieusement des vérités. Ainsi on lui dit avec une apparence de raison : Les trônes sont ébranlés ici et là, partout. Vous êtes République. Faites la guerre aux trônes ! passez le Rhin ! entreprenez la croisade des Peuples ! Vous balayerez de l'Europe toutes les monarchies et toutes les aristocraties qui vous offusquent ; vous serez le Peuple de Dieu, le Peuple de la démocratie ! Vous trouverez aux extrémités de votre course la Jérusalem de la République universelle !... Il ne manque pas de *Pierre l'Ermite*, nouveaux prédicateurs fanatiques et insensés, poussant la France à sa perte comme ces apôtres des croisades qui vous disent ces démences à la tribune, dans leurs journaux et dans leurs clubs.

Eh bien ! déployez avec moi une carte de l'Europe, et voyez.

Ici, voilà l'Espagne qui a fait sa révolution constitutionnelle en conservant une immense superstition monarchique, et qui se dispute seulement pour le choix de telle ou telle maison régnante. Elle n'a ni classe moyenne ni peuple éclairé comme vous pour fonder une République. Elle n'a que des grands, des soldats, des prêtres et un peuple guer-

rier et pastoral. Aucun élément de républicanisme démocratique. Elle a conservé de plus une patriotique horreur de vous. Le pied d'un Français ferait soulever son sol. Elle se souvient que vous avez voulu la conquérir et l'humilier. Vos armées de propagande républicaine y seraient reçues par un peuple tout entier debout contre vous. Si vous voulez y dépopulariser pour un siècle la République, donnez-lui le nom de la France en Espagne. Elle y répondra par la guerre de 1812.

Voilà l'Italie ! C'est une terre d'idées ; mais jusqu'ici ce n'est pas une terre qui produise des armées. Elle a un noble et grand instinct d'indépendance nationale, mais elle a peu d'instincts démocratiques ou républicains. La propriété n'y est pas divisée comme chez vous. Il n'y a que de grands propriétaires et un peuple pauvre. Ce peuple a l'habitude des prêtres et des cours. Il est capable d'actes d'héroïsme momentané, il n'est guère façonné encore aux institutions représentatives et populaires. De plus, il n'a aucune unité. Il est divisé en sept ou huit nationalités distinctes qui se répugnent et se combattent souvent les unes les autres. Si vous y portez la République sans qu'il se la donne à lui-

même, il faudra la défendre éternellement aussi vous-mêmes, avec une armée de deux cent mille hommes, contre ses ennemis intérieurs et contre ses ennemis extérieurs. Vous serez forcés d'en devenir les conquérants et les maîtres, comme vous le fûtes en 1812. De ce jour vous serez ses ennemis au lieu d'être ses protecteurs. L'Italie vous répudiera et répudiera avec vous la République, pour invoquer, comme elle le fait alternativement, d'autres libérateurs ou d'autres tyrans. Comment supporterez-vous, sans les forces de l'Empire, ce poids de cent mille hommes en Afrique et de deux cent mille en Italie ? et que vous restera-t-il pour vous défendre contre le reste du monde ?

Gardez-vous de vous mêler des institutions intérieures de l'Italie. Bornez-vous à favoriser la cause de son indépendance, quand elle vous appellera elle-même comme auxiliaires de quelque grand mouvement national digne d'elle et de vous. Protégez un système de ligue italienne entre les différentes puissances démocratiques, constitutionnelles ou monarchiques dont elle est composée, et surtout hâtez-vous de saisir le premier prétexte honorable pour sortir de Rome où l'étourderie et

l'inconséquence vous ont fourvoyés! Vous y avez marché contre votre principe; vous avez le pied dans un piége où vous ne pouvez trouver que le déshonneur ou la guerre. Retirez le pied de la France, ou bien la France entière peut y tomber.

XI

Enfin voilà l'Autriche, la Prusse, la Belgique, les puissances secondaires de l'Allemagne! Tout cela est en confusion depuis que nous avons loyalement et habilement déclaré, dans le manifeste du gouvernement provisoire, que nous respecterions à tout prix l'inviolabilité du sol germanique, que nous ne voulions de l'Allemagne que l'amitié des Peuples allemands. Tantôt ce sont les Peuples qui sont vainqueurs, tantôt ce sont les armées des princes; quelquefois ce sont les Peuples mêmes qui s'y divisent par races, comme en Bohême, en Hongrie, en Croatie, pour des origines et des extraits de naissance nationale. Ailleurs, c'est pour la cause d'une unité allemande, entendue par ceux-ci d'une façon, par

ceux-là d'une autre façon. Au milieu de tout cela, quelques mouvements municipaux, quelques jacqueries communistes, quelques assassinats démagogiques. L'œil de Dieu seul peut discerner le sens confus, obscur, divers, contradictoire, de toutes ces convulsions ! Et l'on vous dit : Allez-y !

Et de quel droit et à quel titre iriez-vous ? Vous appelle-t-on ? et qui vous appelle ? Sont-ce les princes ? vous n'avez pas mission de les restaurer, pas plus que vous n'avez mission de les renverser. Est-ce l'unité allemande ? mais elle est votre plus grand danger, si elle n'est pas un rêve. Elle vous donnerait un seul ennemi de quarante millions d'hommes, au lieu d'une Allemagne diverse d'intérêts et de vues. Mais la représentation de l'unité allemande à Francfort a déjà hautement offert à l'Autriche ses forces contre vous en Lombardie ! Sont-ce les Hongrois ? Ils sont héroïques, mais lesquels ? La moitié de la Hongrie combat contre l'autre : les uns pour les Slaves, les autres pour les Magyares ; les uns pour l'empereur, les autres contre lui. D'ailleurs tous se battent pour avoir de meilleures conditions fédératives avec l'Autriche, et, aussitôt que ces conditions seront obtenues, ils fourniront, comme ils

fournissent encore en ce moment, cent mille soldats à la cour de Vienne pour opprimer les Italiens et pour combattre la France en Lombardie. Où est donc là la cause démocratique? la cause républicaine? la cause française surtout, jusqu'ici, en Allemagne? Elle n'est que dans l'ignorance et dans les non-sens de vos orateurs et de vos journaux démagogiques.

Enfin, sont-ce les Communistes de l'Allemagne qui vous appellent? Mais pourquoi iriez-vous verser le sang de vos enfants en Allemagne pour des Communistes qui tirent sur vous et que vous avez à combattre à Paris?

Tout cela est absurde. Il n'y a pas, *jusqu'à présent*, un atome de cause républicaine française en jeu de l'autre côté du Rhin. Vous n'avez rien à y faire que des fautes irrémédiables comme à Rome.

Je me trompe : vous avez à y réunir contre vous ce que notre prudence et notre respect pour l'Allemagne a séparé depuis février, les princes et les sujets, les rois et les peuples, les races et les partis, les armées et les parlements; il n'y aurait qu'un cri : « Voilà le Français! Voilà la violation du territoire! Voilà la conquête et l'humiliation de l'Allemagne! Unissons-nous! Vengeons le sol germain! Guerre d'expiation

à la France ! » Quelques démagogues allemands fêteraient vos bataillons comme en 1792 à Mayence et à Cologne; tout le reste des peuples serait contre vous. La Russie, que l'Allemagne voit avec ombrage et haine aujourd'hui intervenir dans ses affaires, serait invoquée comme auxiliaire. Les armées de l'empereur de Russie, de l'empereur d'Autriche, du roi de Prusse et de tous les contingents allemands vous attendraient au cœur de l'Allemagne. Vous trouveriez six cent mille hommes au milieu d'un peuple désaffectionné devant vous. Vous auriez une bataille. Êtes-vous assez forts aujourd'hui pour livrer une bataille de Leipsick ? Si vous étiez vainqueurs, que feriez-vous de la victoire ? Si vous étiez vaincus, ce serait le Waterloo de la République!

L'Angleterre, que notre politique droite, digne, mais respectueuse pour les nationalités, a retenue et retiendra avec nous du côté de la paix, serait entraînée par un ministère aristocratique et par le cri de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, à se coaliser avec le continent contre vous. L'Angleterre est le nerf des coalitions. Il n'y en a point de dangereuse sans elle. Elle tient l'Allemagne à sa solde. Et

vous la pousseriez à réformer la coalition de 1813!...

Ah! si je voulais trahir et perdre la République et retarder de trente ans les progrès réguliers de la démocratie dans le monde, je n'aurais qu'un cri! Le cri de vos tribuns, de vos démagogues et de vos orateurs : « Faites passer le Rhin *avant l'heure* à un soldat français. »

Et moi je vous dis, et je vous le dis au nom de cette politique du manifeste de février, qui a pour elle les résultats, qui a tenu l'Europe en respect et décomposé le continent hostile sans une goutte de sang : Ne faites pas la guerre! Acceptez-la si on vous la fait sur votre sol. Ayez deux cent mille hommes que vous puissiez rassembler toujours en six semaines sur le Rhin. Cent cinquante mille de Toulon à Besançon. Trois cent mille des gardes mobiles que nous avons décrétés dans leurs foyers, et dormez tranquilles! Si une baïonnette prussienne, autrichienne ou russe franchit le Rhin, le continent est à vous! Pourquoi? Parce que vous serez dans votre droit, que l'Allemagne vous appellera pour la délivrer et qu'elle se lèvera alors non plus contre vous, mais contre les Russes!

La paix jusque-là est donc la meilleure guerre.

Réfléchissez! Et résistez à ceux qui vous poussent à votre perte.

XII

Mais on vous dit : Voyez ce qui se passe au Nord. Voilà l'empereur de Russie qui reconnaît la République française, c'est vrai ; mais le voilà qui, au mépris de l'équilibre du monde, fait intervenir ses armées en faveur de l'Autriche en Hongrie. Le voilà qui contracte une alliance défensive avec le jeune empereur d'Autriche; le voilà qui lui prête ses forces pour reconquérir ses États; le voilà enfin qui paraît s'allier avec le roi de Prusse pour peser avec ses triples forces de répression et de compression sur la généreuse Hongrie et sur une partie de l'Allemagne, pour balayer le parlement de Francfort, pour rétablir le *statu quo* des trônes à la place de ce fantôme d'unité germanique, dans lequel il a cru reconnaître le fantôme d'une démocratie allemande. Ce n'est pas tout : cette armée russe, intervenant ainsi en Autriche, permet à l'Autriche de détacher une plus grande partie de ses troupes en Italie ; cette armée russe devient ainsi en réalité

une arrière-garde de l'Autriche contre l'influence de la France au delà des Alpes. La France peut-elle rester indifférente à un tel déplacement des poids de l'équilibre européen? Peut-elle se dissimuler que les rois du Nord ne se liguent pas pour les Républiques? peut-elle ne pas reconnaître là quelques symptômes d'une Sainte-Alliance à trois, au lieu d'une Sainte-Alliance à sept? Peut-elle permettre impunément que les cabinets de *Saint-Pétersbourg*, de *Vienne* et de *Berlin* se concertent, se coalisent, s'empruntent et se prêtent des armées et des territoires pour une défense mutuelle de leurs intérêts intérieurs, et se constituent ainsi en unité, en solidarité, en fédération de trônes contre leurs propres provinces d'abord, et puis bientôt après peut-être contre leurs adversaires communs? N'y a-t-il pas dans ce fait un cas de guerre formel? La France n'est-elle pas en droit de la déclarer pour ce seul fait? Et si elle doit la déclarer un jour, n'est-il pas mille fois plus politique et plus prudent de la déclarer aujourd'hui que d'attendre (ce qui paraît prochain et certain) l'extinction du foyer d'agitation germanique sous les pas réunis des Russes, des Autrichiens et des Prussiens? »

XIII

Sans doute il y a une grande apparence de vérité dans ce qu'on vous dit là, et si les choses en étaient où elles étaient en 1810, si la France avait un gouvernement bien assis, un peuple tranquille, des finances prospères, un despotisme tout-puissant, un César couronné à sa tête et douze cent mille hommes sous les armes, on vous dirait avec raison : N'attendez pas, coupez avec l'épée ce noyau de ligue austro-russe et austro-prussien avant qu'il ait germé et grandi ! faites du jour à la France au Nord avec le canon d'Austerlitz et d'Iéna ! n'attendez pas qu'un nouvel *Alexandre* vienne dicter des ukases sur le Rhin, à Milan ou à Paris !

Mais la manie des hommes d'État sans invention, sans réflexion et sans génie, comme ceux qui vous conseillent dans vos clubs, dans vos journaux et même dans vos assemblées nationales, est de confondre perpétuellement les choses et les dates, de prendre le présent pour le passé, de croire que 1810

et 1849 sont une même année, et d'imiter toujours ce qui a été fait à une époque pour l'appliquer à une autre époque et à des circonstances toutes différentes. C'est là ce qu'on appelle *une parodie*. C'est la maladie du moment. C'est le vice des esprits sans force, sans jugement, sans originalité. C'est ce qui fait qu'on vous propose tantôt d'imiter 1793 et de jouer pour passe-temps à la guillotine; tantôt d'imiter le 18 brumaire et de jouer aux coups d'État par désœuvrement; tantôt d'imiter l'Empire et de jouer à la guerre universelle pour distraire quelques démagogues et quelques généraux désorientés!

Voyez un peu la différence entre la situation de l'empereur Nicolas en 1849, et la situation de l'empereur Alexandre en 1813. Vous jugerez tout de suite s'il est bien à craindre que l'empereur Nicolas entraîne le continent sur les pas d'une armée russe coalisée avec l'Autriche et la Prusse, traverse l'Allemagne en triomphateur, passe le Rhin suivi de toute la Germanie en armes, et vienne dicter des ukases à la République à Paris.

Sans doute, l'empereur de Russie, souverain absolu, politique et guerrier, de soixante-dix millions de sujets, actif, généreux et brave, peut être tenté quel-

quefois de ce rôle d'Agamemnon des rois du Nord. Il peut être flatté de prendre la tutelle du jeune empereur d'Autriche, de lui prêter son épée pour le rasseoir à Vienne, et pour lui restituer, à des conditions plus ou moins constitutionnelles, quelques-unes de ces provinces qui composent cette fédération militaire d'États semi-indépendants qu'on appelle la monarchie de la maison d'Autriche; il peut être impatient de prêter aussi des contingents au roi de Prusse, pour l'aider à triompher de l'insurrection tantôt germanique, tantôt aristocratique, tantôt démocratique, tantôt démagogique de ses villes du Rhin; il peut être séduit même par la gloriole de souffler sur la chimère métaphysique du Parlement idéal de Francfort, et par le titre de restaurateur du vieux et éternel *statu quo* allemand. C'est une affaire entre l'Allemagne et lui. Si quarante millions d'Allemands, libres et braves, ne savent pas dire et maintenir ce qu'ils veulent contre quelques détachements des armées russes, qui est-ce qui le saura pour eux?

J'admets cette éventualité. Je suppose, et je ne suis pas éloigné de le croire, que les armées, très-distinctes des nations, de l'empereur de Russie,

du roi de Prusse et de la cour de Vienne, compriment un moment le mouvement germanique, unitaire, démocratique, démagogique, confus, obscur, divers, insaisissable, indéfinissable, rationnel et anti-rationnel, libéral et anti-libéral, slave, magyare, croate, italien et anti-italien, de l'Allemagne; j'admets que les Russes auxiliaires des cours viennent même jusque sur les rives du Rhin servir de garnisaires à deux ou trois grands ou petits souverains de la basse Germanie, je dis que le pouls de la France sensée ne battra pas d'une pulsation de plus par minute, et que la République sera plus inaccessible aux Russes à Paris que Paris ne l'était aux Russes quand nos aigles étaient à *Moscou!* Je dis plus, je dis que cette heure, heure d'humiliation pour l'Allemagne, serait le prélude triste mais certain d'une des plus glorieuses heures que l'histoire puisse réserver à la France!

Cela vous paraît du paradoxe, ce n'est que du coup d'œil.

Qu'est-ce qui a amené l'empereur Alexandre à Paris? C'est que la France avait débordé de toutes ses frontières sur les peuples; c'est que la France avait pris l'Égypte et Malte, la Hollande, la Belgi-

que, et jeté ainsi l'Angleterre, justement inquiète, dans les bras de la Russie; c'est que la France avait occupé l'Italie, usurpé l'Espagne, assujetti la Suisse, disloqué, démembré, dépecé l'Allemagne, humilié Vienne et Berlin, et enfin brûlé Moscou. La liberté du monde, l'indépendance du continent, le principe de toutes les nationalités profanées, s'étaient acculés en Russie! L'empereur Alexandre, en sortant de ses déserts, trouvait le monde entier pour armée! Il était la vengeance de l'Europe, trônes et républiques, rois et peuples, contre nous : l'Angleterre soldait la croisade; l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Hollande, le Danemark, la Suède recrutaient ses bataillons. Il était le reflux de l'Océan des peuples : il nous submergea. La main de Napoléon n'y put rien! Il avait soulevé les nationalités; les nationalités l'engloutissaient. C'était inévitable, car c'était logique. C'était fatal, car c'était talion. La conquête amenait et légitimait l'insurrection du continent.

XIV

Mais aujourd'hui ne voyez-vous pas que tout ce

qui était alors du côté des Russes est contre eux? qu'ils étaient dans leur droit et qu'ils sont dans leur tort? que la République française n'a pas donné jusqu'ici un grief légitime à l'Europe? qu'elle a déclaré la paix au lieu de la conquête au continent? qu'elle n'a pas même accepté les fragments des nationalités limitrophes qui s'offraient à elle, de peur d'être suspectée d'ambition territoriale? qu'elle n'a pas mis sa main dans une querelle des rois et des peuples qui ne l'appelaient pas directement? qu'elle n'a pas froissé le droit, la susceptibilité, l'amour-propre même de la plus petite municipalité souveraine hors de chez elle? qu'elle a poussé le désintéressement jusqu'au scrupule et le respect des nationalités jusqu'au danger pour elle-même?

A quel titre donc un nouvel empereur Alexandre soulèverait-il contre la République le reflux de ces peuples que nous n'avons pas foulés? A quel mot ces peuples se lèveraient-ils pour sa cause contre la nôtre? Sous quel prétexte l'Angleterre, qui veut la paix comme nous, lui solderait-elle l'armée d'un million d'hommes nécessaires, au moins pour qu'il pût passer le Rhin? comment l'Allemagne se lèverait-elle pour son oppresseur? comment les trente-

six millions de Français insultés dans leur droit et dans leur sol accueilleraient-ils ses bataillons ? et pendant qu'il lutterait ici contre un Peuple de soldats et de citoyens, comment ses forces se recruteraient-elles? Il lui faudrait une armée de deux cent mille hommes pour contenir le Caucase, une armée de deux cent mille hommes pour contenir les Turcs, la Valachie et la Moldavie ! une armée de deux cent mille hommes pour contenir la Pologne, une armée de deux cent mille hommes pour contenir la Hongrie ! une armée de deux cent mille hommes pour contenir l'Allemagne elle-même en Italie ; plus un million d'hommes pour conquérir la France! Cela fait plus de deux millions de soldats !!! Et qui payerait la solde de cette oppression de l'univers?

Croyez-moi, on vous présente des rêves de danger pour vous donner le délire de la guerre ! Il n'y a plus de Xercès, et il y a un peu mieux que les Athéniens en Asie et en France !

Savez-vous ce qui est vrai ? c'est que si la Russie rêvait cette démence, il faudrait prier Dieu pour qu'elle l'accomplît : car c'est à votre voix alors que le continent humilié se lèverait, que l'Allemagne,

la Hongrie, la Pologne, recruteraient elles-mêmes les cinq cent mille hommes que vous jetteriez au delà du Rhin pour faire la croisade légitime et triomphante de la liberté des nations contre le despotisme des libérateurs! On aurait voulu être l'Agamemnon des rois, on aurait suscité en vous l'Agamemnon des Peuples!

Jusque-là, je vous le répète, ne bougez pas! Organisez votre gouvernement, faites travailler vos ouvriers! évaporez votre Communisme, qui n'est que de la misère aigrie par les clubs! Restaurez votre crédit, réparez vos finances, votre administration, et armez-vous! Mais l'arme au bras pendant deux ans encore! Voilà la vraie politique.

XV

Il y a deux partis réunis en ce moment, quoique s'abhorrant entre eux, qui vous crient la guerre!

Les démagogues. Les peureux.

Les démagogues! C'est tout simple, ils font ce raisonnement, et ils raisonnent juste : Nous som-

mes une imperceptible minorité, et nous voulons tyranniser la nation. Comment faire? Il n'y a qu'un moyen : la terreur. Mais pour qu'on nous accorde les moyens de terreur, c'est-à-dire les accusations de trahison, les tribunaux révolutionnaires, les proscriptions, les échafauds, les prisons, les emprunts forcés, les papiers-monnaies, les *maximum*, tout cet arsenal de 1793, il faut un prétexte. Ce prétexte, il n'y en a pas deux. C'est la guerre. Avec la guerre, le trésor public tarit, les impôts sont triplés, l'argent se cache, une population industrielle de six millions de travailleurs, qui n'existait pas en 1792 où toute la nation était agricole et soldat, tombe dans le chômage. Elle meurt de faim, car on ne consomme plus. Les ateliers se ferment, la crise est suprême, la colère saisit le Peuple avec la faim, nous sommes le gouvernement de la colère du Peuple. Rien ne nous résiste. La guerre donc, c'est notre dictature! Nous rêvons la Convention! Voilà notre rêve réalisé! Il sera court, mais il sera terrible! »

Je comprends cela. Cela est logique comme un instinct de crime, et l'instinct ne trompe pas ici la démagogie. Mais aurez-vous moins d'instinct qu'elle, vous Peuple de six millions d'ouvriers, de

vingt millions d'agriculteurs et de dix millions d'industriels et de commerçants? et parce qu'on vous demande en phrases sonores la hache pour vous décimer, la donnerez-vous?...

XVI

Il y a un autre parti qui demande à grands cris la guerre. Vous ne le croiriez pas, eh bien! ce sont les peureux! — Quoi! les peureux demandent la guerre? — Oui — et parmi ces peureux il faut compter de très-braves officiers et de vaillants généraux, du parti militaire, qui ont la bravoûre du champ de bataille et qui n'ont pas autant le courage impassible du conseil. Il faut compter aussi beaucoup de demi-hommes d'État, politiques empiriques de routine et d'expédient. — Mais pourquoi? mais comment? Des peureux demander la guerre! Expliquez-nous encore cela. — Je vais vous l'expliquer.

XVII

Toutes les révolutions posent quelques problèmes à résoudre au gouvernement et au pays où elles s'accomplissent. Dans ces crises des peuples, les masses de citoyens se déclassent comme les idées. Ces idées et ces masses se reclassent ensuite avec des progrès acquis, dans un ordre modifié et nouveau. Mais avant que les révolutions s'apaisent tout à fait et marchent sous leur nouveau gouvernement, il s'écoule un temps. Pendant ce temps-là, il y a des agitations, des inquiétudes, des séditions, des paniques, des journaux incendiaires, des clubs frénétiques, des tribunes retentissantes, des tribuns, des orateurs, des démagogues, des factieux, des masses remuées et remuantes à leur voix.

Alors, devant les gouvernements se posent deux systèmes pour sortir des difficultés temporaires d'un pareil moment : *résoudre peu à peu, laborieusement, législativement, ces problèmes, ou bien les éluder.*

Le premier moyen est le plus sûr, mais c'est le

plus lent et le plus laborieux. La peur saisit les gouvernements et les hommes faibles. Ils se disent : Jamais nous ne calmerons cette nation. Jamais nous ne traverserons ces crises. L'anarchie nous submergera si nous ne lui trouvons pas une issue. Le volcan nous emportera si nous n'ouvrons pas une soupape à son foyer. Il n'y en a qu'un : la guerre ! Faisons la guerre au dehors par peur de l'agitation au dedans !

Les insensés ! ils ne se souviennent pas des *Girondins !*

Les Girondins parlèrent de même, les généraux parlèrent de même, ils crurent que la guerre allait les débarrasser des Montagnards. La guerre centupla la force des Montagnards. Elle leur donna les cris *A la trahison !* les accusations des généraux, les commissaires aux armées, les tribunaux exceptionnels, la disette, l'assignat, l'échafaud ! Les Girondins et le parti militaire furent les premiers décimés par la faulx révolutionnaire que la guerre mit dans la main de leurs ennemis ! Cette histoire du passé est encore l'histoire de demain. Si vous donnez la guerre aux démagogues, sachez-le bien, c'est le gouvernement révolutionnaire que vous leur donnerez ! En prenant l'épée, vous leur donnez la hache. Pensez-y.

XVIII

Et, d'ailleurs, y a-t-il quelque chose de plus immoral au monde, pour les Républicains qui se disent et qui doivent être animés d'un principe divin de fraternité et d'humanité pour les hommes, que de faire ainsi une diversion de sang aux difficultés d'une situation ? Quoi ! parce que vous avez des embarras et des agitations en France, vous feriez couler à flots le sang des hommes étrangers à votre révolution ? Vous diriez : Périssent des milliers d'hommes, pourvu que je donne un passe-temps d'extermination à mes bras désoccupés à Paris ! Est-ce qu'un crime de plus a jamais simplifié les choses humaines ? Est-ce que le sang de la France et de l'Europe vous appartient ?

Nous raisonnions autrement dans les premiers beaux jours de février, et voilà pourquoi Dieu nous assistait, et l'Europe se taisait devant nous !

Je me souviens d'avoir dit souvent alors aux ambassadeurs, en leur montrant ces magnifiques re-

vues de l'armée, de la garde nationale et du Peuple, comme celles du 20 avril, du 4 mai, du 20 mai, comme celle même du 19 mars! ces revues de deux et trois cent mille hommes, faisant résonner le sol de la patrie sous le pas accéléré de ses bataillons, revues qui, commencées au lever du soleil, n'avaient pas encore défilé tout entières à son coucher. Je me souviens d'avoir dit souvent à ces ministres étrangers, de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche, de la Prusse :

« Vous voyez ce peuple de baïonnettes qui déborde « de toutes nos villes et de toutes nos campagnes! « Vous voyez leur enthousiasme, leur impatience « martiale, leur frémissement au nom de République « et de patrie! il nous serait bien aisé, dites-le à « vos gouvernements, de faire la guerre. Nous avons « plus de peine à la contenir qu'à la déchaîner. « Elle calmerait pour le moment de grandes fer- « mentations à l'intérieur ; elle soulagerait le pavé « de Paris et de nos grandes villes manufacturières « d'un surabondant de population, d'oisiveté, d'é- « nergie, qui souvent nous inquiète ! Les politiques « empiriques nous la demandent à grands cris « comme les démagogues. Elle nous populariserait,

« elle prolongerait notre dictature! Eh bien! si vos « souverains nous comprennent et nous respectent, « nous ne la ferons pas! Ce n'est pas par faiblesse, « vous le voyez, c'est par principe et par vertu. »

Nous ne nous croyons pas le droit de déverser sur les autres le fléau d'une guerre impie et universelle pour distraire cette nation et pour simplifier nos embarras de gouvernement. Nous ne nous jetterons pas, comme des enfants, dans un abîme pour éviter un autre abîme. Nous aborderons courageusement, patiemment, les difficultés intérieures de travail, d'industrie, de patriotisme, de terrorisme même, et nous les résoudrons avec l'aide du bon sens de ce Peuple dont nous n'aurons pas jeté le sang au vent! et Dieu sera avec nous parce que nous sommes avec l'humanité!

Ce que nous disions alors et ce qui se vérifiait pendant quinze mois par le respect de l'Europe pour la République et par l'explosion spontanée de ses principes dans la moitié du continent, dites-le encore quelque temps. Vous conserverez la paix, le travail, le trésor, le sang de la France; vous accumulerez vos forces vitales pour le jour où la guerre deviendra légitime.

Vous préviendrez le ravage des peuples hors de chez vous, la terreur chez vous, et vous aurez par surcroît l'estime de vous-mêmes, la protection de Dieu et l'empire intellectuel et moral de la vraie démocratie sur le continent.

LIVRE QUATRIÈME

LA RÉPUBLIQUE ET L'ANARCHIE.

La démocratie et la démagogie.

I

25 juin 1849.

Nous disions, dans notre dernier entretien avec la partie saine et vraiment républicaine du Peuple : « Chaque fois que la République a semblé perdue le matin, elle a été miraculeusement sauvée le soir. S'il nous faut donc de nouveaux miracles, la Providence nous a donné le droit d'y compter. »

A peine avions-nous adressé ces lignes à nos lecteurs qu'un nouveau miracle, en effet, sauvait l'Assemblée législative, la République et la société. La

journée du 13 juin 1849 est le pendant de la journée du 16 avril 1848. La garde nationale a fait le 16 avril à la voix d'un homme. L'armée, la garde nationale, le gouvernement et l'Assemblée législative ont fait le 13 juin au cri du péril commun.

Rendons grâces à Dieu ! et serrons-nous autour de la Constitution et du gouvernement républicain.

Que serait-il arrivé, si cette manifestation armée de sa masse, de son nombre, de son poids, de ses clameurs, recrutée dans sa marche par tous les éléments de vagabondage, de turbulence et de démagogie, qui flottent toujours comme l'écume après la tempête sur la surface d'une capitale de quinze cent mille âmes, avait balayé, même involontairement, l'Assemblée législative ?

II

Que serait-il arrivé, si cet appel aux armes lancé par une opinion insurrectionnelle ou téméraire, eût été entendu dans toute la République et eût armé, en effet, la partie séditieuse du peuple contre la

représentation nationale, contre la Constitution, contre les pouvoirs établis?

Que serait-il arrivé, si cette parodie de Convention dont on parle, rêve constant et puéril de quelques démagogues depuis quinze ans, s'était installée dans un coin de Paris pour organiser impunément de là son comité de soi-disant salut public, ses comités révolutionnaires dans toutes les villes et dans tous les villages, et si elle eût proclamé la dictature du plus fou ou du plus obéissant d'entre eux?

Ce qui serait arrivé? je vais vous le dire; et Dieu veuille que les événements ne vous le disent jamais mieux que moi.

III

Ces hommes qui auraient tenté de faire violence à la nation dans sa souveraineté constituée, de proclamer la déchéance du premier magistrat de la République nommé par les six millions de suffrages du Peuple, de chasser la représentation légale des départements par les mains des clubistes et

des sections conspiratrices de Paris, de mettre hors la loi la majorité, les ministres, les autorités, la garde nationale, l'armée et les électeurs, c'est-à-dire la France tout entière; ces hommes, instituant le gouvernement de la Montagne ou d'une faction à la place du gouvernement de la République, n'auraient pas pu s'appuyer le lendemain sur cette nation qu'ils venaient de violer, de proscrire, de détrôner, de nier, de tyranniser dans sa représentation.

Ils étaient donc condamnés d'avance à s'appuyer exclusivement sur quoi? sur leurs complices à Paris et sur leurs complices dans les départements. Or, qui sont ces complices? ai-je besoin de vous le dire? vous les connaissez comme moi.

Ce sont tous ceux qui sous tous les régimes, monarchiques, constitutionnels ou républicains, ne peuvent supporter le joug d'aucunes lois, même des lois qu'ils se sont faites eux-mêmes. Ce sont tous les convulsionnaires de clubs, tous les vociférateurs de place publique, tous les recruteurs d'attroupements, tous les remueurs de séditions, tous les moteurs de troubles, tous les inventeurs de factions. Ce sont ceux qui se réunissent toutes les

nuits pour comploter quelque nouveau cri de nature à troubler la paix publique, à effrayer les bons citoyens, à faire disparaître et enfouir l'argent, à paralyser le crédit, à arrêter le travail, à créer la faim, la soif et le désespoir parmi les ouvriers. Ce sont ceux qui, après avoir crié le lendemain de la révolution : *Vive la République!* ont crié le lendemain : *Vive le drapeau rouge!* Ce sont ceux qui, huit jours après que la République a été assise avec l'Assemblée constituante, ont crié : *Vive la Pologne, à bas l'Assemblée nationale!* Ce sont ceux qui, un mois après, ont crié : *Vive l'empereur!* Ce sont ceux qui, après avoir crié : *Vive l'empereur!* ont crié : *Vive la République démocratique et sociale*, avec accompagnement de coups de fusil et d'assassinats! Ce sont ceux qui, après avoir crié : *Vive la République sociale!* ont crié : *A bas les blancs! Vive la guillotine! Vive la guerre! Vive le meurtre! Vive l'échafaud!* Ce sont ceux qui crieront demain : *Vive le dictateur!* et après-demain : *Vive le bourreau!*

Leurs complices? Ce sont ces braves ouvriers sans mauvaises intentions, mais sans lumières, prêtant l'oreille aux rêveries des prétendus socialistes et des communistes qui leur promettent de refaire

en trois jours l'œuvre de la société parfaite, œuvre que Dieu et la nature n'ont pas faite en six mille ans, d'enlever de la vie les inégalités, les labeurs, les misères méritées ou imméritées, les souffrances, les vices, les maladies, les infirmités, la mort, et de leur créer même, comme les apôtres de Fourier en prennent l'engagement, de nouveaux sens pour de nouvelles jouissances!

Leurs complices involontaires enfin? ce sont ces milliers de travailleurs souffrants de l'industrie, accumulés dans les grandes villes, ces mains du pays que les agitations de ces démagogues empêchent de gagner honorablement leur vie, et qui, par oisiveté et par dénûment, deviennent l'armée en disponibilité des factions, parce que ces factions stupides ou perverses les empêchent à dessein de redevenir l'armée du travail!

Voilà sur quels éléments cette Convention et ces dictateurs du 13 juin auraient été forcés de s'appuyer pour opprimer, ruiner, ravager et décimer quelque temps les trente-six millions d'hommes abandonnés par Dieu au fléau d'un tel gouvernement!

IV

Or, pour retenir à eux cette armée prétorienne de la sédition, de la tyrannie et de la dictature, il aurait fallu une solde à cette milice dès le lendemain.

Où la prendre cette solde? Tout crédit, tout numéraire, tout impôt, tout commerce, toute industrie, tout travail, toute consommation, auraient disparu le soir même du 13 juin dans une société surprise par une telle cessation de vie. Il n'y avait qu'un moyen de solder cette armée de la démolition sociale. C'était de proclamer la guerre des prolétaires contre les propriétaires! la *guerre servile*, comme cela s'appelait dans l'antiquité. C'était de déclarer la *victoire* et le *droit aux dépouilles* d'une seule classe du Peuple, la classe prolétaire, contre toutes les autres classes possédantes, industrielles, libérales, ou commerçantes. C'était de leur donner la France en nature pour solde et pour proie.

Mais pour piller et ravager la France sous toutes

ses formes de propriété, de commerce, d'industrie, ou d'impôt, il faut d'abord l'enchaîner. Car vingt-six millions de possesseurs grands ou petits se défendent.

Et, pour enchaîner la France, il faut la frapper, et quelquefois la tuer. On aurait donc inévitablement et presque immédiatement enchaîné, frappé et tué malgré soi, pour solder l'armée prétorienne de cette dictature des prolétaires.

Je sais bien que les habiles de ce parti des violences disent : « Non : nous n'aurions livré que les riches aux pauvres. Les riches sont très-peu nombreux; il n'y en a que deux ou trois par village, quelques centaines par ville. Cela aurait fait satisfaction à l'envie des autres. Avec les propriétés des riches nous aurions co-intéressé les pauvres et soldé notre armée révolutionnaire. »

V

Mais cette réponse est une absurdité de plus. Qui est-ce qui aurait acheté ces dépouilles, puisque le

numéraire aurait disparu? Qui est-ce qui se serait fié à se déclarer le recéleur de cette maison ou de ce champ marqué à perpétuité du deuil, des larmes, du sang de ces possesseurs expulsés ou immolés pour le seul crime irrémissible de propriété d'une maison trop haute ou d'un champ trop large? Qui est-ce qui n'aurait pas senti sur son nom, sur sa conscience et sur sa tête, et sur la tête de ses enfants, la vengeance ajournée mais certaine, du fils, de la femme, de l'héritier, de la famille, de l'ami du propriétaire proscrit ou supplicié? Croyez-vous donc que le remords, la honte, la peur soient des feuilles de roses dans la couche du spoliateur, du recéleur ou de l'assassin?

Non! personne n'aurait acheté, et tout le monde aurait laissé le champ volé inculte, comme le champ du potier prix de la trahison du Christ.

VI

— Nous aurions fait des assignats, ajoutent les prolétaires.

Impossibilité de plus. Car le jour où vous auriez fait des assignats en les hypothéquant sur le pillage, vos assignats auraient représenté non la confiance, mais la terreur, mais la spoliation, mais le remords, mais le crime! Ceux de la Convention, hypothéqués cependant sur les biens de l'Église et des émigrés, représentaient la cinq-centième partie de leur valeur. Les vôtres auraient représenté pour gage à leurs possesseurs l'anéantissement du droit de posséder!... Quels économistes! quels financiers que vos dictateurs!

VII

— Mais nous les aurions fait accepter et circuler par force, nos assignats!

C'est là qu'on vous attend! Cela veut dire que toutes les fois qu'un acheteur serait entré chez un marchand, et lui aurait demandé le pain, le vin, le vêtement, le logement, l'eau ou le feu du jour, il aurait fallu un gendarme de la dictature démocratique et sociale derrière l'acheteur, pour con-

traindre le marchand ou le propriétaire à donner son blé, son vin, son pain, sa chambre, son meuble, son eau, son feu, contre un morceau de papier signé de votre dictateur ! Quels inventeurs que vos démagogues !

Oui, en effet, il aurait fallu la violence, et bientôt la prison, et quelques jours après le supplice ! pour opérer dans trois mois cette destruction de toute société !

Ils le savent bien, les séides de votre Convention dans nos départements, dans nos grandes villes, dans nos villages. Ils le savent bien, quand ils crient si haut et si atrocement : Vive la guillotine, vive l'échafaud ! C'est qu'en effet la guillotine, l'échafaud, le supplice, sont le dernier mot de votre système et la seule arme possible de cette dictature des prolétaires que vous rêvez depuis si longtemps et que nous avons si souvent brisée dans vos mains.

Or, savez-vous, à votre tour, quel est le dernier mot de votre guillotine et de vos dictatures ?

Ce dernier mot, c'est l'insurrection. C'est le soulèvement général et prompt de tout ce qui a un écu, une conscience et un cœur, contre ce qui n'a

ni écu, ni conscience ni cœur, dans l'écume de la population.

Comptez-vous ; vous êtes un sur mille. Dieu vous préservé, pour nous, pour la France, et pour vous-mêmes, de triompher, ne fût-ce qu'un jour ! Ce jour serait la veille de vos catastrophes et de vos châtiments ! la veille du chaos !

Quand vous auriez fermé la bouche de vos complices socialistes et terroristes pendant quelques jours avec les dépouilles d'une classe (de ce que vous appelez les riches), huit jours après, ces mêmes complices, ou d'autres avides d'une nouvelle curée, vous demanderaient de leur livrer une seconde catégorie de citoyens.

La refuseriez-vous ? Vous seriez vous-mêmes appelés *blancs* et *aristocrates*, et précipités du pouvoir à l'échafaud.

L'accorderiez-vous ? On vous ferait descendre ainsi d'échelon en échelon l'échelle descendante de la spoliation, de propriété en propriété, jusqu'à la base. Le sol chancellerait sous les pieds de l'avant-dernier des citoyens. Le mendiant même tremblerait pour son haillon et pour sa place au soleil ou au foyer. Les vingt-six millions de propriétaires

dépossédés de leur champ ou de leur industrie, ou de leur négoce, ou de leur mobilier, se réveilleraient sous l'excès de la ruine ou de la terreur, s'armeraient, eux, leurs enfants, leurs vieillards et leurs femmes, du dernier morceau de fer que vous n'auriez pas pu leur enlever ; ils arracheraient, les armes du désespoir dans la main, l'eau et le feu, le sol et le toit, à vos cinq ou six millions de prolétaires. On a vu trois fois depuis que le monde est monde des guerres pareilles pour le foyer. Deux fois à Rome, une fois en Allemagne du temps des *anabaptistes*, ces socialistes de plus vieille date que vous. Il n'y avait pas alors un propriétaire sur vingt que nous comptons aujourd'hui. Ces trois guerres ont fini par l'anéantissement jusqu'au dernier homme de ces insurgés contre la nature. Ils ont commencé par s'entre-tuer pour la distribution des dépouilles et des femmes, et pour se disputer la dictature sur ces hordes d'insensés qu'ils avaient ameutées comme vous faites à force d'illusions, puis ils sont venus s'éteindre, eux, leurs maîtres, leurs disciples et leurs doctrines, comme des charbons dans le sang !

Voilà l'avenir que vos tribuns vous préparaient et

qu'ils se préparaient à eux-mêmes. La société, la propriété, l'inégalité naturelle des facultés et des biens, peuvent être corrigées, perfectionnées par la raison et par la vertu des gouvernements; jamais détruites. Ceux qui les attaquent, attaquent la nature et Dieu. La nature et Dieu ne sont jamais vaincus. Et s'ils pouvaient être vaincus un jour, ce serait le cas de retourner le mot des barbares et de dire : Malheur aux vainqueurs!

VIII

« Nous nous moquons au fond, nous-mêmes, de ces rêves absurdes du communisme et du socialisme, disent tout bas les chefs pervers et ambitieux de la démagogie, nous faisons briller ces bulles de savon pour le peuple, à la lueur des torches de nos clubs, pour faire croire aux imbéciles que nous tenons des étoiles célestes et des mondes merveilleux dans la main. Nous savons bien que ce n'est que de l'eau trouble, de la couleur et du vent!

« Nous savons bien que le lendemain du jour où

la loi aurait partagé les écus, les maisons, les marchandises et les terres en autant de parts géométriquement égales qu'il y a d'habitants sur le globe, l'inégalité de la fortune se rétablirait d'elle-même par l'inégalité de l'intelligence, par l'inégalité de la force physique, par l'inégalité de travail, par l'inégalité d'économie, par l'inégalité de prévoyance, par l'inégalité du nombre d'enfants, d'infirmes, de vieillards dans chaque famille, par l'inégalité enfin de vice ou de vertu entre les individus.

« Pensez-vous que nous soyons assez hébétés de socialisme pour croire à l'égalité des salaires entre les bons et les mauvais ouvriers, comme les disciples du Luxembourg?

« Pour croire à la Banque du peuple et à cet ingénieux système de monnaie portative où l'on échangera un morceau de maison contre un morceau de pain, et un morceau de cheval vivant contre une livre de sel?

« Pour croire à ces phalanstères, couvents de prostitution légale, où l'on changera de femmes, d'enfants et de famille, selon les saisons?

« Pour croire à cette *queue* servant de télescope rétrospectif, que Fourier, le Mahomet de ces nouveaux

croyants, promet d'ajouter aux cinq sens de ses fidèles sectateurs ?

« Non, nous rions dans nos barbes de ces niaiseries et de ces contes de fées que nous faisons débiter le matin dans nos journaux et le soir dans nos clubs aux oisifs des faubourgs et aux badauds des villages, pour que ces chimères leur portent à la tête, comme on enivre l'éléphant d'eau-de-vie pour le faire combattre et pour le rendre furieux !

« L'organisation du travail, la Banque d'échange, l'extinction du capital, l'égalité de propriété, la loi agraire, le saint-simonisme, le fouriérisme, le communisme, le cabétisme, sont des moyens ; la démagogie c'est le but. Et pourquoi la démagogie ? parce que la démagogie étant le gouvernement renversé, le gouvernement où l'on met les pieds où Dieu a mis la tête, le gouvernement de l'ignorance, de la brutalité et du vice, le gouvernement des plus stupides et des plus scélérats, comme dit Danton, qui s'y connaissait, au lieu du gouvernement de l'intelligence, de la moralité et de la vertu, qui est le vrai gouvernement des républicains raisonnables ; et de plus, la démagogie étant incapable de se gouverner vingt-quatre heures par elle-même,

elle nous acceptera pour maîtres, et nous donnera ce que nous voulons : la dictature ! la tyrannie ! la hache ! les faisceaux ! les licteurs ! le despotisme enfin, au nom de la démagogie, au lieu du despotisme au nom de la gloire. »

IX

Voilà le dernier mot ! voilà le rêve obstiné d'une centaine de tribuns de la démagogie à Paris, de quelques centaines de *sous-tribuns* des clubs dans les départements. Soyez tranquilles, les dictateurs ne vous manqueront pas ! la dictature est la maladie d'esprit, l'épidémie d'ambition du moment. Vous n'aurez pas *Danton*, mais vous aurez sa monnaie en cinq ou six cents dictateurs de capitale, de villes, de villages, qui brûlent de marcher sur ses traces ! Les places vont être étroites et pressées dans notre histoire pour ces milliers de dictateurs qui veulent chacun un morceau de cette immortalité des grands démagogues !

X

Mais savez-vous leur vraie pensée ? Je vais vous la dire, moi qui la sais !

Chacun de ces grands agitateurs du peuple dit tout bas et tout haut :

« Aussitôt que l'insurrection des communistes, des socialistes, des terroristes et des badauds m'aura porté à la dictature, comme je ne saurais que faire, et que si je ne fais rien après avoir tant promis, on m'accusera de ne rien faire et on me précipitera vite de mon sommet dans mon néant, il faudra bien faire quelque chose. Eh bien ! savez-vous ce que je ferai pour occuper la critique, pour ajourner sous un bon prétexte mes miracles d'égalité et de félicité promis au peuple, et pour fermer la bouche à mes accusateurs? je ferai deux choses : la terreur au dedans et la guerre au dehors.

« Avec la terreur, je ferai bien taire tout le monde. Une proscription et un échafaud sont des réponses sans réplique aux dénigrements des jour-

naux et aux vociférateurs des clubs. Voyez comme les Jacobins furent souples et disciplinés aussitôt qu'ils eurent le tribunal révolutionnaire à côté d'eux et au niveau de leur tribune. Robespierre n'eut plus un contradicteur, le bourreau n'eut plus un rival.

« Et avec la guerre je ferai une diversion terrible à la malignité du peuple qui aurait l'insolence de me rappeler mes promesses. Je dirai aux mécontents : Allez aux frontières! Vous voulez du pain? Voilà du sang! »

XI

La guerre! donc, voilà le second mot de ces insurrections, de ces Conventions, de ces dictatures.

Ne vous y trompez pas. C'est avec le sabre qu'on se propose de couper le nœud inextricable de contradictions, d'absurdités, d'impossibilités, de passions cupides surexcitées et non assouvies, de fanatismes et de délires qu'on noue aujourd'hui dans les clubs, sans aucune autre possibilité de le dénouer.

Le lendemain de son élévation au pouvoir sur le pavois du socialisme et du nouveau jacobinisme, le dictateur quelconque aurait crié : « Aux armes! formez vos bataillons, passez les Alpes d'un côté, passez le Rhin ici, passez les Pyrénées là, envahissez la Belgique au Nord, inondez l'Allemagne, la Hollande, la Prusse, la Pologne, la Hongrie, soulevez tous les peuples, révolutionnez le continent, faites la croisade de la démagogie partout. »

Et vous suivriez, n'en doutez, les uns par fanatisme, les autres par peur.

XII

Eh bien, savez-vous ce qui arriverait? Je vais vous le dire avec la même franchise et avec la même certitude que si l'événement fatal était déjà là sous mes yeux. Je vais vous le dire, parce que je le sais; parce que c'est mon métier de connaître l'esprit des nations étrangères, la force ou la faiblesse des cabinets, les dispositions des peuples, le nombre des armées; eh bien! le voici :

Au premier moment, vous auriez la force d'une inondation qui rompt ses digues. Ici et là, en Italie et en Belgique, sur les bords du Rhin, dans les petits États insignifiants de l'Allemagne surtout, vous auriez quelques beaux succès. Vous chanteriez quelques *Te Deum*, c'est-à-dire quelques *Ça ira*, *Te Deum* des guillotineurs. Vous entreriez à Bruxelles ; vous fraterniseriez avec la démagogie allemande et belge, dans les villes prussiennes des provinces rhénanes ; vous soulèveriez un peu de Savoie, de Piémont, de Gênes, de Naples, peut-être; peut-être même remporteriez-vous une première victoire de *Jemmapes* sur la première armée autrichienne ou prussienne qui accourrait pour vous disputer la Germanie.

Mais au second pas, savez-vous qui vous rencontreriez pour arrière-garde ? Le monde continental sous les armes !

Oui, le lendemain du jour où vous aurez déclaré la guerre au continent, l'Angleterre déclarera la coalition. C'est elle seule qui la retient dans sa main, sachez-le bien. Et tant que vous êtes dans votre droit, sur votre sol, dans les conditions du droit des gens et du respect des nationalités, l'Angleterre ne pourrait nouer la coalition sans se perdre elle-

même. Car l'Angleterre est un pays libre, un pays où l'opinion règne sur les rois, les reines, les ministres. L'opinion anglaise destituerait à l'instant, et d'acclamation, son gouvernement qui déclarerait la coalition contre la République française, si la République française n'avait attaqué personne. Le sentiment du bon droit est souverain à Londres. Or, le droit étant pour vous, personne n'oserait solder un soldat contre vous.

XIII

Mais la République démocratique et sociale déclarant la guerre et passant le Rhin, l'Angleterre passe la Manche à l'instant. Elle soutient la Belgique d'un corps d'armée ; elle protége la Hollande d'une flotte. Elle solde à Berlin la Prusse, le Hanovre et tous les États germaniques secondaires du Nord. Leurs contingents, unis à l'armée prussienne, forment en deux mois trois cent cinquante mille hommes déjà disciplinés et aguerris.

L'Angleterre donne à Vienne les subsides néces-

saires pour solder les quatre cent mille hommes de l'armée autrichienne, et pour entraîner avec l'armée autrichienne les armées de l'Allemagne méridionale, de la Bavière, du Wurtemberg et des petits États du midi de l'Allemagne, limitrophes du Rhin jusqu'à Bâle. Elle fait faire à l'instant la paix ou la trêve du salut commun et de la patrie allemande entre la Hongrie et l'Autriche, à des conditions d'indépendance fédérative en faveur de la Hongrie, pour prix de son concours à la ligue germanique contre vous. La Hongrie redevient, avec ses grenadiers et sa cavalerie, le nerf et les ailes de l'armée allemande. Elle y verse cent mille hommes en trois mois.

Enfin, l'Angleterre, l'or à la main, la gloire en perspective, fait signe à l'empereur de Russie que la cause du continent et de la société l'appelle sur le Danube ou sur le Rhin. Elle lui rouvre librement la carrière. Elle lui assigne le rendez-vous de la croisade des nations contre vous. L'empereur de Russie, laissant derrière lui quatre cent mille hommes pour lui répondre de la Pologne et des palpitations de la Hongrie, en emmène trois cent mille sur le champ de bataille. Il y trouve au moins soixante mille Anglais, Belges ou Hollandais sous un nouveau Wel-

lington, ou peut-être sous l'ancien Wellington lui-même, cet *Annibal* de la France ; car les vieux généraux ne vieillissent pas au feu. C'est un total de contingents nationalisés et soldés contre votre guerre agressive de douze cent ou douze cent cinquante mille combattants. Je n'exagère pas d'une baïonnette.

XIV

Les vaincrez-vous ? Sur votre sol, je réponds hardiment : *Oui !* Vous avez deux millions de gardes nationaux mobilisables, et le sol national dévore ses envahisseurs.

Mais en pays ennemi, mais au cœur de l'Allemagne, mais au milieu des villes, des campagnes, de l'esprit de race et d'honneur des peuples, refoulés et soulevés par votre invasion contre vous, je dis hardiment : non ! Vous serez submergés ! Vous n'êtes pas Napoléon ! vous n'avez pas le continent pour vous recruter, l'Espagne et l'Italie pour vous solder et pour vous nourrir. Napoléon, avec tous ces moyens

et tout son génie, l'a bien été, lui ! il a bien reculé dans cette guerre d'un contre tous, de Moskou à Dresde, de Dresde à Leipsick, de Leipsick à Paris, de Paris à Waterloo ! Vous serez refoulés, usés, noyés dans ces douze cent mille hommes d'armées sérieuses et aguerries. Vous serez poursuivis après des défaites qui auront démoralisé la France, jusqu'où Napoléon fut poursuivi lui-même. Je ne veux pas dire où. Vous le savez trop. Vous serez allés provoquer le monde, et le monde viendra huit mois après exiger, sur les pas d'un million d'Allemands, de Russes, d'Anglais, d'Espagnols, non plus l'abdication de Fontainebleau, mais l'abdication de la France ! O honte !

XV

Voilà le sort que vous préparent vos socialistes, vos démagogues, vos Conventions, vos dictateurs. Après avoir sapé la société, ils vous mènent droit à la destruction de la République. Après avoir détruit la République, ils vous bandent les yeux pour vous conduire à l'anéantissement de la patrie.

Ce sont donc des traîtres, me direz-vous? Non; ils ne trahissent jusqu'ici que le sens commun. Mais si les puissances ennemies de la France payaient en effet des traîtres pour vous conduire à votre ruine et à votre perte, ces traîtres, ces *Sinon*, ces *Judas* du peuple, ne gagneraient pas autrement l'infâme salaire de leur trahison! Chaque fois que j'ai entendu un discours, que j'ai lu un journal insurrectionnel ou un compte-rendu de vos clubs, suburbains ou ruraux, je me suis demandé sincèrement s'il n'y avait pas au fond de tout cela une grande conspiration des trônes pour perdre la démocratie par la démagogie, la République par les républicains, la France par des Français?.....

Et cependant, non, encore une fois, il n'y a pas de conspiration de cette nature. Mais il y a en ce moment, comme il y eut en Amérique au commencement de la République, une grande et exécrable conspiration, l'éternelle conspiration des démagogies contre les Républiques, des insensés contre les sages; des scélérats, selon la langue de Danton, contre les honnêtes gens! des tribuns contre les patriotes! des dictateurs contre la liberté!

XVI

En voulez-vous la preuve ? Voulez-vous vous rendre bien compte des dangers qu'a courus la République depuis la révolution de Février, jour par jour, heure par heure, homme par homme ? Voulez-vous voir par quels ennemis elle a été attaquée? Sous quelles séditions, sous quelles insurrections elle a failli, cinq ou six fois, périr? Écoutez-moi : je n'invente rien; je vous parle, l'histoire à la main.

La République est proclamée le 24 février pour finir la révolution et pour donner au Peuple, qui la redemande, sa part légitime de souveraineté représentative. Tout le monde applaudit ; tout le monde est juste ; tout le monde est patriote ; la démocratie raisonnable et régulière est fondée.

Mais dès le surlendemain, la *démagogie*, c'est-à-dire la dépravation de la démocratie, veille et s'insurge. Elle monte à l'Hôtel-de-Ville de Paris, entraînant à sa suite quarante mille hommes et l'écume des grandes capitales avec le drapeau rouge à la main,

et elle commande au gouvernement de lui livrer la République de liberté et de justice, pour en faire un gouvernement révolutionnaire de parti, de violence et d'échafaud. Le gouvernement résiste, le drapeau tricolore est conservé. La France entière respire. Quels étaient donc ces premiers ennemis de la République ? Étaient-ce des républicains modérés? des royalistes et des aristocrates? comme on appelle aujourd'hui les meilleurs républicains. Ces royalistes venaient de brûler le trône, d'incendier Neuilly! ces aristocrates n'avaient pas de souliers! Non, c'était la hideuse démagogie qui s'insurgeait déjà contre la République !

Le 19 mars, deux cent mille ouvriers, presque tous trompés par les meneurs et ayant à leur tête sept ou huit cents suppôts des clubs, marchent de nouveau sur le gouvernement de la République, à l'Hôtel-de-Ville. Ils demandent que la France entière soit mise hors la loi, que les départements n'aient ni droits ni voix dans les conseils de la République, et qu'on prenne la dictature au nom d'une manifestation de promeneurs dans les rues de Paris? Quels étaient ces seconds ennemis de la République? Étaient-ce des républicains modérés? des

bourgeois ? des royalistes ? des aristocrates? comme on vous dit. Ces royalistes venaient demander la proscription des royalistes ! ces aristocrates n'étaient vêtus que de leurs vestes, et n'avaient pour armes que leurs outils de travail, l'équerre, le niveau, le compas, la truelle, la pioche ou le marteau !

Le 16 avril, une autre conspiration, la plus dangereuse, la mieux combinée de toutes, éclate contre le gouvernement de la République : Quarante mille hommes se réunissent au Champ-de-Mars, sous les drapeaux des clubs, appellent à eux les cent mille hommes des ateliers nationaux, se forment en colonnes, et marchent sur l'Hôtel-de-Ville pour renverser le pouvoir, pour en expulser les républicains modérés du 24 février, et pour mettre à leur place cinq ou six chefs de la démagogie, dont la France ne savait pas même les noms. Je résiste, je reçois l'assaut, j'accepte le combat. La garde nationale, c'est-à-dire deux cent mille hommes de véritable peuple de toutes les professions, se lève en armes à ma voix et à l'appel de mes collègues, et disperse cette armée des démagogues avant qu'elle soit arrivée sur le champ de bataille. Quels étaient ces hommes ? Étaient-ce des républicains modérés ? des

bourgeois? des royalistes? des aristocrates? Ces royalistes demandaient à grands cris le règne de Robespierre ! ces aristocrates portaient la blouse bleue, uniforme du prolétaire ! Non, c'était l'armée des clubs et de la démagogie.

Le 15 mai, huit jours après la réunion de l'Assemblée constituante, avant même que cette assemblée si patriotique et si républicaine ait dit un mot ; avant qu'elle ait pu mériter ou démériter du pays ; les démagogues et les clubs rassemblent une horde de sectaires, marchent sur la représentation nationale, la violent par surprise, l'insultent, la dispersent, la dissolvent, et proclament à la place de la souveraineté du Peuple, la souveraineté des clubs, de Barbès et de Blanqui ! Nous marchons à l'Hôtel-de-Ville et nous étouffons ce gouvernement des clubs dans son germe avant que la guerre civile en soit sortie. Quels étaient ces hommes? Étaient-ce des républicains constitutionnels? des bourgeois ? des royalistes? des aristocrates, qui renversaient ainsi la République? Ces royalistes proclamaient les trois milliards de confiscation sur les riches ! Ces aristocrates sortaient des cachots de la monarchie !

Non, c'était la troisième conjuration de la démagogie contre la République!

Le 23 juin, les ateliers nationaux, composés de cent mille hommes, les uns dignes de l'assistance et de l'estime de la République par leur indigence laborieuse, les autres pervertis par l'oisiveté et infectés de vices et de factions par les clubs, s'insurgent contre la République parce que les départements et Paris ne veulent pas les alimenter plus longtemps sans travailler, et leur offrent un travail et un salaire sur la surface de la France. Ils courent aux armes. Ils tirent, pendant trois jours et trois nuits, sur leurs frères, sur leurs concitoyens, sur leurs bienfaiteurs. Ils tuent soldats, gardes nationaux, officiers, généraux, magistrats, représentants du Peuple, archevêque. Ils changent Paris en un champ de carnage. La France accourt en armes au secours de la République, et ils sont vaincus.

Quels étaient ces hommes? Étaient-ce des républicains modérés? des bourgeois? des *blancs?* des royalistes? des aristocrates, qui tentaient de noyer ainsi la République dans le plus pur de son sang? Ces royalistes ne voulaient pas même du gouvernement d'un magistrat et d'une assemblée nommée

par eux! Ces aristocrates sortaient des ateliers, des cabarets, des clubs et des prisons! Non, c'était le bouillonnement de la population vicieuse d'une grande ville oisive, que la prédication des clubs socialistes avait fait fermenter pour la soulever contre tout gouvernement. C'était l'explosion sanglante de la dernière démagogie!

Et, enfin, le 13 juin, quels sont, à Paris et à Lyon, et partout, les hommes qui proclament et qui perpétuent les insurrections ou les manifestations contre le gouvernement, la Constitution, la représentation nationale, la République constituée enfin? Sont-ce des républicains modérés? des bourgeois? des *blancs?* des royalistes? des aristocrates? Ces aristocrates sont des blasphémateurs du capital, des confiscateurs de revenus, des décimateurs de la propriété! Non, ce sont les tribuns les plus véhéments et les promoteurs les plus radicaux de la plus déplorable démagogie!

Ils ont été vaincus encore comme au 23 juin, malgré le trop heureux cri de guerre, que la faute du gouvernement leur avait prêté cette fois par l'odieuse et impolitique intervention contre les républicains de Rome. Mais enfin, la faute de Rome

n'autorisait pas le crime du renversement de la République à Paris. Ils ont été vaincus comme aux journées de juin, et la République est sauvée. Savez-vous pourquoi ? C'est qu'aux journées de juin l'armée de la démagogie combattait sans les chefs, et que le 13 juin les chefs démagogues ont combattu sans leur armée. Rendez-en grâce à la prévoyance de ceux qui ne voulurent pas chasser les républicains de la République après la réunion de l'Assemblée constituante. Ils séparèrent ainsi la cause de la République de la cause de la démagogie et du communisme. Le 23 juin ne fut qu'une émeute, une proportion d'une guerre civile. Le 13 juin aurait été une révolution. Mais le peuple et l'armée ont été plus sensés que les tribuns et plus républicains que les démagogues.

XVII

Vous le voyez donc aussi clairement que les faits peuvent éclairer le raisonnement. La République jusqu'ici n'a été menacée, dépravée, outragée, atta-

quée, que par les ultra-républicains, c'est-à-dire par les démagogues. Elle n'a eu de danger que de ce côté. C'est le péril des Républiques naissantes.

Les démagogues sont les courtisans du Peuple quand le Peuple est souverain. Ils le pervertissent pour exploiter ses vices et ses crimes. Ils l'enivrent pour le précipiter dans tous les abîmes. Ils exaltent ses ressentiments, ses misères, ses ambitions jusqu'à la tyrannie contre les autres classes de citoyens. Ils le poussent aux conspirations et aux violences contre son propre gouvernement, dès le surlendemain du jour d'une révolution faite pour lui donner la liberté légale et l'égalité possible. Ils l'arment contre sa représentation, contre sa constitution, contre le suffrage universel, contre la bourgeoisie, contre l'industrie, contre le commerce, contre la propriété, contre la famille, contre la société, contre lui-même, contre tout ce qui fait le travail, la production, la consommation, le salaire, le bien-être, la vie des Peuples. Ils lui conseillent le suicide. Ils lui prêtent des armes pour se déchirer de ses propres mains!

Voilà les courtisans de la multitude. Pires, s'il est possible, que les courtisans des rois. Car ceux-là du moins ne pervertissent qu'un homme, et les vôtres

s'efforcent de pervertir toute une nation! Oui, vos clubs, si vous n'y mettez pas ordre vous-mêmes, nous feraient regretter les cours! Car les cours des rois n'ont que des soifs d'or, mais ces cours du Peuple ont des soifs de sang!

Voyez quels choix ces ateliers de démagogie vous ont fait faire dans certains départements! Voyez quelles listes ils vous ont glissées dans la main! Et apprenez à vous défier des anarchistes si vous voulez rester républicains!

XVIII

Ces démagogues ont été le fléau du Peuple dans tous les temps et dans tous les lieux. Ce sont eux qui ont perdu Athènes. Ce sont eux qui ont perdu Rome. Ce sont eux qui ont perdu la première république en 1793. Ce sont eux qui ont attaqué la seconde dès le lendemain du 25 février, et cinq fois depuis en quinze mois! Ce sont eux, enfin, qui ont failli perdre, un an après sa fondation, cette magnifique République

américaine, l'exemple et l'admiration du monde aujourd'hui.

A peine Washington, son vertueux fondateur, avait-il conquis l'indépendance de son pays et convoqué le Congrès, assemblée nationale souveraine des États-Unis, que les démagogues, organisant partout des *clubs* comme chez nous, commencèrent, comme chez nous, à rassembler le Peuple, à l'ameuter contre la vraie et unique souveraineté, le Congrès; à calomnier les grands citoyens, à accuser de concussion et de trahison ce Washington lui-même qui venait de cimenter de sa médiocre fortune et de son généreux sang la liberté de la République; à le proscrire, à le déshonorer, à le rejeter dans une espèce d'exil moral des affaires publiques, pour appeler à sa place des soldats insubordonnés, des agitateurs de place publique et des banqueroutiers de Boston, la lie de l'Europe rejetée par le mépris public sur le bord de l'Atlantique.

« Mon ami, écrivait alors Washington, l'ami de Lafayette, à un de ses compagnons d'armes : je verse des larmes de sang sur l'avenir de mon pays, si la sagesse du peuple américain ne parvient pas à le soustraire à de tels hommes. Les démagogues sont plus

difficiles à vaincre pour nous que les Anglais ; ils compromettent tout ce que nous avons fait ; ils établissent un gouvernement d'agitation permanente et de sociétés démagogiques en face du Congrès national, *Imperium in imperio*. Et quel empire ? L'empire des plus audacieux, des plus impudents et des plus pervers. Si l'Amérique permet cette anarchie, si le Congrès ne réfrène pas les clubs, c'en est fait de la République ! »

L'Amérique, après un an d'agitation et de folie qui compromit en effet son indépendance, eut la sagesse de réfréner et même de s'interdire les clubs. Une fois les démagogues vaincus, elle devint la plus grande et la plus solide des démocraties.

Si vous ne faites pas de même, vous êtes perdus ; car la France démagogique a un danger de plus que l'Amérique ; ce danger, c'est la guerre. La démagogie triomphante jettera le lendemain de son succès la France dans la guerre ; la guerre démagogique, c'est la coalition ; la coalition, c'est l'invasion à jour fixe ; l'invasion, c'est la fin de la liberté et de la patrie ! *Finis Germaniæ*, comme disent les vieilles chroniques. Les démagogues auront écrit avec votre sang, de leurs propres mains, l'épitaphe de notre in-

fortunée patrie ! Je le dis et je le signe, et l'avenir me démentira si je mens !

XIX

Et si vous me demandez de quel droit je vous prédis ces calamités et je vous donne avec tant d'assurance ces conseils, moi, descendu du pouvoir, relégué par les suffrages de mon propre département hors des rangs des conseillers légaux de mon pays ? je vous répondrai que c'est du droit de ma conviction personnelle, profonde, sincère, éclairée et réfléchie.

Je vous répondrai que ces conseils doivent vous inspirer d'autant plus de confiance que celui qui vous les donne est plus désintéressé de toute ambition et de tout intérêt personnel dans les affaires présentes et même dans l'avenir de son pays. Je ne puis vouloir ni trahir, ni flatter, ni tromper la République. Je dois tenir au salut et à la régularisation du gouvernement républicain plus qu'aucun des citoyens qui respirent aujourd'hui l'air de la

France. Je suis un de ceux qui ont proclamé la République le lendemain de la révolution, pour servir d'asile à la société écroulée et pour améliorer les conditions morales et matérielles du Peuple. J'ai donné ce jour-là ma tête et mon honneur en gage à la République. La royauté ne pourrait ni me les rendre, ni m'excuser, ni me pardonner. J'ai brûlé mes vaisseaux.

Je n'ai aucun intérêt à ce que la République soit gouvernée par tels ou tels citoyens. J'ai pu être son premier magistrat à l'arrivée de l'Assemblée constituante, quand des millions de voix m'offraient la première place. Je l'ai refusée pour que la confiance publique ne se détournât pas sur un seul citoyen et s'attachât tout entière à l'Assemblée nationale. On ne retrouve jamais un pareil sommet de popularité quand on en est descendu : c'est le Capitole qu'on ne remonte pas deux fois. Je n'ai donc aucun intérêt de pouvoir à reconquérir dans la République. Mon ambition est morte avant moi.

Est-ce pour ma fortune ? Pas davantage. Cette fortune a reçu les coups et éprouvé les revers de toutes les existences depuis nos orages. Je la donnerais très-volontiers au Peuple, si elle n'appartenait qu'à

moi. En m'en dépouillant, on ne me dépouillerait de rien. Je ne vis plus que de mon travail, et mon travail me suivrait partout.

Est-ce pour ma vie enfin que je tremblerais devant la démagogie et que je vous presserais tant de museler l'anarchie dans notre pays? Ma vie est avancée; j'ai fait ma tâche; je crois en Dieu; j'ai foi dans la postérité; je n'ai pas peur du plomb ou du fer; j'ai toujours pensé que l'échafaud était la plus belle place pour mourir, quand on mourait pour une noble et sainte cause. Y en a-t-il une plus sainte que celle de la société et de la patrie?

Je n'ai donc aucun intérêt quelconque, de caste, d'opinion, de fortune, d'ambition ou de vie, à vous tromper. Je vous parle comme si je vous parlais de l'autre côté du tombeau; ou plutôt j'ai un immense et sublime intérêt à vous dire la vérité. Cet intérêt, c'est le vôtre! c'est celui de votre avenir! celui de la République, celui de la patrie! celui de l'humanité! Eh bien! c'est à ce titre que je vous dis ce que je vous dis, c'est à ce titre que je vous redirai sans cesse : « Défiez-vous de la démagogie! réfrénez vos « clubs! régularisez le droit de réunion, qui n'est « pas le droit d'attroupement à domicile! Gardez-

« vous des démagogues, ou les démagogues vous « mèneront en huit mois du club à l'insurrection, « de l'anarchie à la guerre générale, et de la guerre « générale à l'invasion, à la monarchie par l'étranger « et au morcellement de la patrie ! »

Voilà les Cosaques, citoyens ! les Cosaques dont on vous parle tant, cherchez-les bien ; ils ne sont pas dans les châteaux, qu'ils brûleraient ; ils ne sont pas dans les maisons de la bourgeoisie, qu'ils ravageraient ! ils ne sont pas dans les comptoirs des riches, qu'ils pilleraient ! ils ne sont pas dans les magasins des commerçants, qu'ils saccageraient ! ils ne sont pas dans les ateliers des fabricants, qu'ils dévasteraient ! ils ne sont pas dans les foyers des braves cultivateurs, qu'ils disperseraient ! ils ne sont pas dans les mansardes des honnêtes ouvriers, dont ils mangeraient le salaire et le pain ! Ils sont dans ces hordes nomades qui hurlent le pillage et la guillotine au sortir des clubs !

Les Cosaques ? sachez-le bien, ils ne sont pas tous en Russie ! ils sont là aussi ! Écoutez ces discours ! lisez ces journaux ! soulevez ces faux haillons ! regardez ces drapeaux, voyez ces visages ! étudiez ces

cris ! entendez ces coups de feu tirés en pleine paix sur des Français, sur des concitoyens, sur des frères ! et demandez-vous, en conscience, s'il n'y a à penser qu'aux barbares du despotisme, et s'il n'y a pas aussi à repousser et à vaincre les barbares de la République ?

LIVRE CINQUIÈME

L'ASSISTANCE, LE TRAVAIL ET LE CRÉDIT.

I

15 Août 1849.

Au milieu de la poussière d'une révolution, des premiers embarras d'un grand gouvernement qui se fonde, des mécontentements des uns, des impatiences des autres, de l'incrédulité de ceux-ci, du découragement et des lassitudes de ceux-là, on perd facilement de vue les buts et les lignes de la République. Il faut les poser et les retracer sans cesse, tantôt pour le peuple, à qui l'on voudrait faire croire que la République doit être une orgie de droits illimités, de jouissances, de vagabondage et de paresse, tantôt pour les classes riches et pro-

priétaires, que l'on voudrait rendormir après la secousse dans l'indifférence, dans l'égoïsme et dans la stérilité de cœur et de main. Après avoir dit la vérité aux prolétaires et aux malheureux, disons-la aux heureux et aux propriétaires.

Quels ont été les trois buts que s'est proposés la raison du pays en instituant le gouvernement républicain après la chute cinq fois renouvelée du trône, le lendemain de la révolution? L'institution de la République a eu trois buts.

Le premier, élargir le gouvernement qui n'appartenait qu'à quelques-uns et le donner à tous, afin que chacun, ayant sa part légitime et personnelle de pouvoir, eût ainsi sa part légitime et proportionnelle de justice.

Le second, conserver et affermir plus inébranlablement encore que la monarchie les premiers des droits : la famille et la propriété, bases de tout ordre social connu, de peur que la société, épouvantée du pillage, du massacre et du chaos, dont les *Catilina* de l'utopie et de la démagogie la menacent, ne se précipitât dans le despotisme, où, en cherchant sa sûreté, elle ne trouverait que la honte et la servitude.

Troisièmement, enfin, améliorer progressivement, continuellement et régulièrement les conditions d'existence morales et matérielles de la partie prolétaire, laborieuse ou souffrante du peuple, par le concours de la partie possédante, industrielle, commerçante de la nation, afin que l'égalité de droits se convertît peu à peu en égalité relative de moyens d'existence selon son état et de bien-être, et que le mot chrétien de fraternité, inscrit comme un principe sur le frontispice de la République, s'y manifestât réellement en conséquences raisonnables et pratiques dans les rapports du gouvernement avec les citoyens et des citoyens entre eux. La bonne République, ce n'est que l'équilibre. L'équilibre, par quoi se maintient-il? Par la justice.

II

Voilà, mes amis, les trois buts précis que la République s'est posés à elle-même au dedans. Quant au but également chrétien et moral qu'elle s'est posé au dehors, c'est-à-dire dans ses rapports avec

les nations étrangères, je vous en parlerai bientôt. Vous verrez que la République bien comprise est une philosophie de toutes pièces.

Revenons à l'intérieur, et voyons à quelle distance nous sommes encore de ces trois buts que la République s'est posés : élargir le gouvernement, consolider la famille et la propriété, améliorer les conditions sociales du peuple.

III

Le premier de ces buts a été atteint dès les premiers mois de la fondation de la République par la résolution hardie et confiante du gouvernement provisoire. L'abolition de la royauté, qui donnait le gouvernement à une seule famille ; l'abolition de la pairie, qui donnait le gouvernement à une vaine et fausse image d'aristocratie ; l'abolition du *cens* électoral, qui donnait le gouvernement à une catégorie restreinte et privilégiée de la richesse, ont restitué le gouvernement à la nation tout entière. C'est le droit de l'homme, créature de Dieu, substitué au

droit de l'imposable, créature du fisc. Le suffrage universel a été le couronnement du peuple. Du premier pas, vous avez touché aux limites du possible en fait de gouvernement. Vous avez été submergés de droits et d'exercices des droits politiques. Seulement, on a jeté l'intrigue et la confusion dans l'exercice de votre souveraineté électorale, par le scrutin de liste. J'ai protesté, j'ai pressenti que ce serait l'élection des ténèbres au lieu de l'élection du grand jour. La Constitution revisée rectifiera cette aberration du scrutin de liste, inventé par ceux qui ont dit au peuple : « Tu seras roi, mais à condition que tu auras un bandeau sur les yeux. »

A cela près, vous êtes vraiment le peuple le plus souverain qui ait existé sur la terre, un peuple de rois. Le but est atteint.

IV

Consolider la famille et la propriété ! Malgré les attaques incessantes des démolisseurs radicaux insurgés contre la nature, qui a fait de l'homme un

être destiné à s'approprier la création et à multiplier cette création par le travail afin de s'approprier encore les fruits de ce travail, la République a consolidé la propriété en séparant la cause de la propriété de tous les priviléges qui la compromettaient en la dénaturant. Il n'y a plus un propriétaire en France qui ne soit solidaire d'un autre, depuis le possesseur d'une chaumière, d'une échoppe ou d'un haillon, jusqu'au possesseur d'un château, d'une usine, d'une rente sur l'État, d'un billet de caisse d'épargne ou d'un commerce de détail au coin d'une borne. Tous, si on leur demande leur titre de propriété, présentent une seule et même loi pour la justifier, une même baïonnette pour la défendre. Ainsi, dans la loi naturelle un instinct, dans la loi civile une garantie uniforme, voilà pour nous maintenant les deux remparts de la propriété. Ne craignez rien derrière; en s'efforçant stupidement de l'ébranler, on l'affermit. Elle a sa racine dans le cœur de l'homme, dans le cœur de sa femme, de ses enfants, des générations qui l'ont précédé et des générations qui doivent lui succéder et le perpétuer par l'affection sur la terre. Pour déraciner la propriété ainsi faite, il faudrait déraciner le cœur humain. Les sophismes des so-

cialistes montent à la tête de quelques fanatiques et de quelques imbéciles, mais ils ne descendent pas jusqu'au cœur du peuple. Encore une fois, ne craignez rien !

Souvenez-vous de la journée du 16 avril de l'année dernière. Le peuple de Paris était en ébullition révolutionnaire depuis deux mois. Le gouvernement n'avait pour contenir son empire que sa raison et sa parole. Les chefs de sectes anarchiques et socialistes employaient tous les moyens pour séduire et fanatiser l'esprit de deux cent mille ouvriers sans ateliers, sans pain, et armés contre la propriété et contre le gouvernement qui la défendait; ces faux prophètes du peuple agité étaient parvenus à entraîner dans une conspiration et dans une manifestation terrible, une armée de séides des clubs socialistes. La société sans défense paraissait perdue à midi; à six heures du soir, cinq cent mille hommes, c'est-à-dire un peuple tout entier, riches, pauvres, capitalistes, ouvriers, hommes, femmes, enfants, vieillards, s'étaient levés à notre voix pour la défendre. Des colonnes invincibles de citoyens, des villages entiers entraient dans Paris, leurs armes et leurs outils dans les mains, pour purger les rues de la capitale de

cette nouvelle invasion des Barbares. Les plus indigents, les plus désintéressés en apparence dans la cause de la richesse, furent les premiers à s'armer pour défendre dans les autres ce qu'ils ne possédaient pas eux-mêmes. Ces colonnes innombrables de peuple défilèrent aux flambeaux pendant toute une nuit à travers les rues de la capitale, en ne poussant qu'un seul cri : *Vive la République! à bas les communistes!* Ce fut le cri de guerre de la société attaquée et sauvée, ce fut la fédération soudaine et spontanée de toutes les classes sociales co-intéressées à la propriété, non par un vil intérêt, mais par le plus sublime des instincts. Ce fut le cri de la nature humaine poussé par tout un peuple ; il étouffa les clubs, les sophismes, les sectes, les factions ; le peuple avait dit le mot de Dieu : La propriété ou la mort! Dormez en paix sur vos foyers, on ne vous les dérobera pas pendant votre sommeil. Trente millions d'hommes veillent pour les défendre. Dieu lui-même veille dans le cœur humain pour conserver à vos enfants cette loi de l'appropriation dont il a fait la condition de l'existence de la famille, de la perpétuation des nations, et la loi vitale de l'humanité.

V

Mais, bien que les hommes et Dieu défendent la propriété, elle doit aussi se défendre elle-même sous peine d'être souvent attaquée et quelquefois compromise. Or, comment une institution se défend-elle ici-bas? De trois manières, mes amis :

Par la force matérielle, par sa justice et par ses bienfaits.

La force? vous l'avez dans les mains. S'il y a quelque chose de démontré aux yeux d'un homme d'État sensé et calme, c'est que le peuple périrait tout entier jusqu'au dernier homme plutôt que de se laisser exproprier par les socialistes ou par les communistes.

La justice et la raison ? elles sont du côté de la propriété ; car le salut de la famille et la conservation de la société sont la suprême justice et la souveraine raison. Ce qui nuit à tous n'est pas juste, et ce qui tue les générations dans leur germe n'est pas humain. Un socialiste vous dit : *la propriété, c'est le*

vol ; et Dieu vous a dit : *la propriété, c'est la vie !* choisissez entre ces deux oracles. Défendue par la force presque unanime du peuple, la propriété se défendra donc encore invinciblement par la justice et par la raison.

Mais j'ai ajouté que cela ne suffisait pas aux yeux de l'homme d'État spiritualiste et religieux, et que, pour qu'une institution sociale fût aussi sainte qu'elle est naturelle et inébranlable, il fallait qu'elle se défendît encore d'une troisième manière, c'est-à-dire par ses bienfaits.

C'est ce que je veux essayer de rendre clair et incontestable aujourd'hui aux yeux de la partie possédante, commerçante, industrielle, riche ou aisée du pays, afin d'engager cette classe, le gouvernement et l'Assemblée souveraine, à entrer et à marcher avec la République dans la véritable voie du salut commun. Un véritable représentant des pauvres, bien qu'il ne sorte pas des clubs, M. de Melun, nous ouvre et nous montre le chemin.

Les classes riches et les classes pauvres ont chacune un vice naturel propre à leur situation respective dans l'ordre social. Les pauvres, l'envie ; les riches, l'égoïsme. Ce sont ces deux vices qu'il faut

s'appliquer à corriger en les éclairant, de peur que le pauvre ne s'irrite et que le riche ne s'endurcisse, et que, de l'irritation des uns et de l'endurcissement des autres, ne naisse la haine qui engendre l'injustice, la lutte et le malheur de tous. Daignez me prêter une attention un peu pénible, mais nécessaire dans un sujet si élevé.

VI

Je pars d'abord d'un principe religieux. Il faut que vous me le permettiez; car, sans cela, je ne puis pas et je ne sais pas raisonner. Si Dieu n'est pas en haut de mes pensées, je ne vois pas clair dans mes pensées, ou plutôt je n'ai plus de pensées alors; car où Dieu n'est pas, il n'y a rien; ce n'est plus la peine de raisonner; il n'y a plus ni mal ni bien, ni faux ni vrai, ni juste ni injuste, ni utile ni inutile; il n'y a qu'un abominable chaos où il faut se battre jusqu'à extinction de la race humaine pour la meilleure place dans le néant, et pour tomber d'une mort dans une autre mort. Dieu est donc pour moi

comme pour vous la clef de voûte de toute société, le mot de l'énigme sociale, la raison d'être de toute chose et de toute idée.

Dieu en haut,

L'homme en bas ;

La société humaine entre Dieu et l'homme.

Voilà pour nous les trois termes de tout raisonnement sur la politique.

VII

Vous admettez que Dieu, qui a créé l'homme et qui a institué la société politique pour conserver et améliorer l'homme, a donné aussi à l'homme une conscience, une lumière intérieure, ce qu'on appelle une *moralité*, pour inspirer, juger, corriger, perfectionner ses actes. Sans cela l'œuvre eût été indigne de l'ouvrier. L'homme ne serait qu'une machine à respirer, à souffrir et à jouir, à boire et à manger, pendant une imperceptible minute de temps sur un imperceptible globule de boue appelé la terre. Le monde social lui-même ne serait qu'un coup de dé

de je ne sais quel jeu du hasard, où les sorts aveugles seraient tirés par le néant et pour le néant! Ces grossières et abjectes absurdités se débitent au cabaret, entre deux vins, par des brutes ivres; mais vous n'entendez cela, ni dans vos temples, ni dans vos écoles, ni dans vos foyers de famille, ni dans les entretiens de vos vieillards, ni sur les genoux de vos mères, ni dans le silence de vos propres réflexions, ni dans vos travaux, ni dans vos misères, ni dans vos maladies, ni dans vos intimités avec vos femmes, ni dans vos leçons à vos enfants, ni sur vos lits de douleur à la veille de la mort, ni dans aucun lieu où l'homme parle sérieusement de l'homme et à l'homme. Vous avez une conscience; cette conscience est la révélation du bien et du mal; elle vous parle, elle vous conseille; elle vous punit ou elle vous récompense, elle vous fait craindre ou espérer dans le jugement du juge suprême quoique invisible de vos actes, selon que ces actes sont plus ou moins conformes à cette moralité divine que votre conscience vous révèle en vous-mêmes comme une confidence à voix basse de Dieu.

L'homme est donc une créature douée de moralité; il a pour loi une conscience, et pour devoir l'exercice

de certaines vertus. Il ne peut se passer de cette obligation de vertu sans tomber dans l'abrutissement.

VIII

« C'est vrai ! me répondent tous les hommes politiques et tous les économistes matérialistes. Mais en quoi cela prouve-t-il que la société doive être bienfaisante et la République charitable et fraternelle dans les rapports du gouvernement avec les classes souffrantes ? La société ne doit que sécurité et justice aux intérêts acquis. Elle ne doit pas au delà. *Laissez faire et laissez passer*, c'est la maxime de nos livres sur l'économie sociale. *La petite morale tue la grande*, » ajoutent-ils. C'est l'axiome de tous les ambitieux qui veulent mettre leur mauvaise conscience à couvert sous de prétendues maximes d'État, maximes qui ne sont au fond que leur immoralité personnelle rédigée en sophismes généraux à l'usage de tous les vices ou de tous les crimes de ces politiques.

IX

Je réponds à mon tour :

Qu'est-ce que l'homme ? C'est une créature douée de moralité et obligée devant Dieu, par cette loi morale, de pratiquer des vertus et de faire en conséquence à ses semblables tout le bien qu'il peut leur faire sans se nuire à lui-même ou sans nuire à ceux qui tiennent plus immédiatement à lui, comme son père, sa mère, ses frères, ses sœurs, sa femme, ses enfants, sa famille, sa patrie. En un mot, l'homme doit à ses semblables le bien.

« Cela est vrai encore, » répondent mes antagonistes.

Eh bien, je poursuis et leur dis :

Maintenant qu'est-ce que la société ? La société n'est pas autre chose que l'homme multiplié par dix, vingt, trente, quarante millions d'hommes, selon le chiffre de la population de tel ou tel pays, empire, royaume ou république. Donc, puisque chaque homme individuellement considéré est un être doué

de conscience, obligé à l'exercice de certaines vertus, et tenu par cette conscience et par la loi divine de faire tout le bien possible à ses semblables, la société, qui n'est que la collection d'un plus grand nombre d'hommes, ne change en rien la nature et les devoirs de chaque individu dont elle se compose, mais elle multiplie au contraire cette obligation de la bienfaisance, de la moralité et de la vertu par toute la puissance de nombre, d'organisation, d'administration, de richesse et de puissance dont elle est investie. Comprenez-vous bien cela ? un enfant le comprendrait. Eh bien, quelle est la conséquence ?

La conséquence, c'est que la société est tenue d'être bienfaisante et fraternelle si elle veut être véritablement divine, inspirée et soutenue par Dieu ; la conséquence, c'est qu'un gouvernement parfait doit avoir la fraternité pour maxime et des assistances fraternelles pour institutions ; la conséquence, c'est que la République, forme de cette société plus parfaite parce qu'elle est plus démocratique, c'est-à-dire plus universelle et plus juste, ne doit pas être seulement un ordre et une force, mais doit être aussi une bienfaisance et une vertu.

Or, la fraternité et la charité sont-elles des vertus ?

Oui. Donc, la société elle-même doit exercer ces deux vertus ; donc, la société ne doit pas, comme le prétendent des économistes qui n'ont pour religion que l'arithmétique, se désintéresser de ces deux grands devoirs et laisser faire et passer la misère et la mort; donc, il n'y a pas deux morales, une petite et une grande, comme disent les ambitieux ; il n'y a qu'une seule et même morale qui éclaire du jour divin la conscience et l'acte de l'individu et la conscience et l'acte du genre humain, comme il n'y a qu'un soleil là-haut qui éclaire des mêmes rayons un atome ou un empire, une famille ou un peuple, une tête d'homme ou les têtes innombrables d'une multitude. Le nombre ne change rien à la moralité, rien au rayon; autrement la moralité, ce qui est révoltant, dépendrait des chiffres. Or, dites-moi, si vous le savez, à quel nombre d'hommes la moralité finit ou commence, et comment ce qui est moral et obligatoire dans un homme cesse d'être obligatoire et moral dans deux, dans trois, dans quatre, dans cent mille. Une telle absurdité ne se discute pas. La moralité est une, comme Dieu est un; elle n'a de limites que nos forces.

X

L'instinct de l'humanité, plus infaillible que les sophismes des politiques et des économistes, l'a bien senti. Les révolutions ne sont en général que des aspirations des peuples à rendre leur gouvernement et leurs institutions de plus en plus conformes à cette conscience de justice, de bienfaisance, de moralité, de fraternité qui les travaille intérieurement. Le christianisme et la philosophie, qui ont des dogmes différents, mais qui ne sont qu'une même morale, ont sans cesse tendu à la transformation des gouvernements humains dans un sens plus cordial, plus équitable, plus fraternel, plus *vertueux* des institutions. Ils ont montré aux peuples un divin modèle de famille sociale, où la loi politique ne serait pour ainsi dire que la loi divine de la conscience écrite en code et appliquée en institutions par la loi humaine, et ils ont dit à la société civile : « Sois parfaite comme ton inspirateur suprême est

parfait, comme ta conscience dans laquelle il se révèle est parfaite en toi. »

La République elle-même n'est pas autre chose qu'un de ces efforts de la nation française pour se rapprocher davantage de cette perfection idéale des gouvernements, en distribuant plus équitablement le pouvoir politique à toutes les classes de la société et à tous les individus, afin que personne ne fût tyran, personne esclave, personne oppresseur, personne opprimé, personne privilégié, personne dénué.

La République, c'est la charité en action. La démocratie, c'est la fraternité chrétienne introduite dans les gouvernements et appliquée en grand à toutes les classes du peuple tout entier. Voilà la vraie définition de la République : la moralité d'une philosophie et d'une religion devenue loi politique.

XI

Qu'en conclure ? Que si la République veut durer, s'affermir, se légitimer et se féconder elle-même,

elle doit réaliser peu à peu en institutions également favorables à toutes les classes du peuple, riches, moyennes ou pauvres, la pensée d'où elle est émanée, c'est-à-dire l'amélioration des conditions morales et matérielles des masses par la fraternité des âmes, par la multiplication du bien-être, par l'assistance mutuelle, par le travail et par le crédit.

Mais cela ne se fait pas aussi facilement et aussi rapidement que cela s'écrit, surtout le lendemain d'une révolution inattendue, qui a frappé les imaginations, diminué momentanément le travail, altéré le crédit, immobilisé les capitaux, tari les salaires, intimidé le numéraire et la confiance, comme font toutes les révolutions pendant un certain temps. Il faut d'abord que la société reprenne ses sens et qu'elle respire après le cauchemar que les menaces des communistes, des socialistes et des terroristes ont fait peser sur son imagination. Voilà les aveugles et implacables ennemis de la fraternité et de l'assistance ; car ils glacent le cœur qui veut fraterniser, et ils paralysent d'effroi la main qui assiste !

XII

On accuse la société d'égoïsme ; ce n'est pas moi qui la laverai entièrement de ce reproche, car je n'ai cessé de lui crier depuis dix-huit ans : « Prenez garde au paupérisme, guérissez-le, ou il vous rongera. Vous êtes à une époque industrielle; l'industrie multiplie à la fois la richesse et la misère; elle crée les plus dangereuses des populations, les populations flottantes, nomades, non agricoles, non domiciliées, non responsables. Que les factions se lèvent et leur soufflent leurs chimères et leurs vertiges, vous aurez créé ainsi l'armée en disponibilité des factions! Vous recrutez les guerres civiles, et ce qui est pire encore, les guerres serviles. Imitez l'Angleterre, qui, en créant la première le mal, a créé le remède ; occupez-vous nuit et jour du paupérisme. Faites un ministère de l'assistance publique! Osez voter l'impôt du salut social! Faites la taxe des pauvres! Cette taxe de la fraternité en action, qui est en même temps la taxe de la sécurité

du riche et de la vie du pauvre, a sauvé dix fois l'aristocratie anglaise depuis le règne d'*Elisabeth;* cette taxe sauvera, deux siècles, la propriété, l'industrie, la démocratie françaises. Hors de là point de salut que dans le canon, car le dernier mot d'une société chrétienne à l'homme qui lui demande la vie ne peut pas être la mort! Le dernier mot d'une société bien faite doit être du travail et du pain. Le droit de vivre ne s'écrit pas, il est écrit dans la loi des lois, dans la loi non écrite. Tout législateur qui refuse de la reconnaître ne raisonne pas, il blasphème ! »

Voilà ce que je n'ai cessé de dire et d'écrire pendant la monarchie de Juillet. Je ne le pense ni plus ni moins sous la République, et, après avoir essayé en vain de convaincre les économistes d'alors, je voudrais convaincre la propriété d'aujourd'hui. Son sort est maintenant dans ses mains.

XIII

On a été sourd à ces avertissements trop longtemps; c'est vrai. Cependant il ne faut pas être in-

juste, il ne faut pas que le peuple souffrant méconnaisse les impulsions qui ont été données, les tentatives, les efforts successifs qui ont été faits pour introduire en institutions secourables cet esprit de bienfaisance, d'assistance, de fraternité et de charité démocratiques que la philosophie, l'humanité, la religion, ont inspiré aux classes possédantes sous la monarchie, et principalement sous la République. L'ingratitude oublie tout, parce qu'elle veut tout méconnaître. Gardons-nous d'exposer le peuple à ce vice auquel la nature humaine n'est que trop inclinée. L'oubli est le commencement de l'ingratitude. Rappelez-vous ce qui a été déjà fait en France pour le pàupérisme et pour le soulagement du peuple travailleur, agricole ou industriel.

XIV

Les droits féodaux, dîmes et redevances remis au peuple; les maîtrises, jurandes, corporations privilégiées d'ouvriers supprimées; les héritages divisés, subdivisés, démocratisés jusqu'au parcellement de

la terre et des meubles par le Code civil; l'enseignement gratuit des pauvres donné aux frais des riches; les salles d'asile ouvertes aux dépens des municipalités; les caisses d'épargne instituées pour l'encouragement et pour la sécurité garantie par les riches de l'économie des prolétaires; des écoles d'arts et métiers et des enseignements professionnels par les premiers professeurs de la science, accessibles souvent gratuitement aux fils des familles indigentes; des lois pour limiter les heures du travail et pour surveiller la moralité et la santé des enfants dans les manufactures; le droit des pauvres prélevé sur le produit des théâtres ou d'autres réunions des plaisirs publics; la part des indigents prélevée de même sur le prix des concessions de terre que les villes vendent pour les tombes à perpétuité des familles riches; tous les actes de la vie civile dispensés de timbre et d'enregistrement coûteux pour le pauvre; les sociétés de charité maternelle pour prêter asile et secours aux mères surprises par l'enfantement; des monts-de-piété au nombre de quarante-six, pour convertir en moyens immédiats de subsistance jusqu'à concurrence d'environ cinquante millions par an, les mobiliers de la famille souf-

frante, et pour les lui restituer après dans des jours meilleurs; des distributions de nourriture, de bois, de vêtements, faites annuellement par huit mille bureaux de secours dans nos villes; près de quatorze cents hôpitaux possesseurs d'un revenu de 52 millions, et pourvus de tous les secours de la médecine et de la pharmacie, s'ouvrant aux malades, aux infirmes, aux blessés du prolétariat sur toute la surface de la République; près de quatre-vingts asiles récemment affectés aux aliénés des familles indigentes; trente mille enfants trouvés ou abandonnés, recueillis, allaités, instruits, nourris aux frais des départements chaque année; près de dix mille autres établissements de bienfaisance nationale, départementale, communale, religieuse ou privée, en tout, 115 millions par an, consacrés déjà au soulagement du paupérisme, par les institutions légales et publiques; sans compter un budget caché d'assistance privée, directe, individuelle, de la main du riche à la main du pauvre; sans compter ces ateliers innombrables de circonstance et de nécessité, ouverts par le gouvernement, par les villes, par des industriels même, et par des agriculteurs riches et bienfaisants, pour occuper et alimenter, pendant

les chômages forcés, les ouvriers sans travail; sans compter ces dispendieux mais indispensables ateliers nationaux d'urgence, dans lesquels la République, versant jusqu'à un million et demi par jour, a nourri des millions de familles de prolétaires; sans compter enfin ces commandes d'ouvrage faites par la République aux grandes industries des grandes villes manufacturières, pour soutenir artificiellement le travail des usines et du luxe pendant son interruption; et les secours substitués à ces ateliers par l'Assemblée constituante; et les frais de route donnés aux ouvriers pour regagner leurs foyers; et les frais de route et de premier établissement donnés aux colons d'Afrique; et le prix du pain réduit à la proportion de leurs facultés à Paris et dans les villes industrielles; et l'impôt du sel aboli au bénéfice exclusif du pauvre; et le droit d'entrée du vin et de la viande dans Paris réduit de moitié par la République; et la taxe des lettres baissée et uniformisée pour favoriser les communications du cœur et de la pensée entre les membres séparés de la famille absente; et les legs enfin autorisés et acceptés par la loi en faveur des maisons de secours à toutes les misères et à toutes les infirmités des prolétaires.

En tout, plus de deux milliards en vingt ans, plus de cinq cents millions pendant la seule première année de la République. Voilà le mouvement exact du principe spiritualiste et divin de la charité et de la fraternité des classes possédantes envers les classes souffrantes en France aujourd'hui.

Vérifiez ! vous trouverez que je ne vous exagère pas d'une obole.

XV

Est-ce assez ? Non, puisqu'il reste des souffrances et des dénuements encore. Mais n'est-ce rien ? mais est-ce là cet endurcissement brutal et implacable du cœur de l'État et de l'âme de la propriété dont vous parlent vos tribuns du paupérisme, afin de faire du paupérisme une rage, de la misère une faction, du prolétariat une jacquerie ? Non ; c'est quelque chose ; c'est beaucoup ; c'est l'expression, en chiffres, d'un sentiment juste, humain, divin dans les âmes. Ce sentiment, au lieu de le repousser, de l'injurier et de le flétrir comme vous faites, il faut le reconnaî-

tre, le saluer, le bénir, l'encourager, l'exploiter, le multiplier au profit de la véritable démocratie pratique. Il faut l'éclairer surtout et le rendre encore plus efficace, en réunissant en un seul et vaste ensemble toutes ces institutions admirables, mais incomplètes, confuses, éparses, et les compléter enfin par trois choses que l'époque industrielle, l'époque républicaine et l'époque de crise socialiste demandent d'un seul et même cri :

Une loi organique d'assistance par le travail et par le secours,

Une taxe des pauvres,

Un ministère des institutions fraternelles.

XVI

La loi consacre le principe divin et politique de la Fraternité. Ce principe ne doit pas rester une lettre morte dans notre constitution. Le peuple souverain, aujourd'hui, doit instituer sa propre Providence. Le premier acte de cette Providence du peuple envers lui-même, ce doit être le droit de vivre. Il doit

apporter avec lui ce droit en naissant, il doit le retrouver dans toutes les circonstances de sa vie, en institutions, en travail, en assistance pour les cas extrêmes autour de lui. Il l'a bien en Suisse ! il l'a bien en Angleterre ! il l'a bien en Belgique ! il l'avait bien à Rome dans l'antiquité ! il l'avait bien par l'Église dans le moyen âge ! et il ne l'aurait pas en France, sous la République la plus populaire, la plus civilisée, la plus chrétienne et la plus cordiale que des législateurs mortels aient jamais écrite ! C'est impossible, cela crierait opprobre et flétrissure contre votre démocratie sans cœur et sans mains ! Chaque révolution en France doit se faire reconnaître et se légitimer par la conquête et par l'application d'un grand principe moral de plus ! Je l'ai dit dans le préambule de l'acte par lequel la République abolit l'échafaud politique, je le redis ici : une révolution, c'est une vertu de plus, ou ce n'est qu'une ruine et une moquerie. Les deux grandes conquêtes opimes, l'une morale, l'autre matérielle, que le peuple a faites par la République, sont :

En politique, la souveraineté de tous par le suffrage universel ;

En morale, le droit de vivre, le droit de chacun à

la providence de tous ; en d'autres termes, le droit à l'assistance par le travail ou par le secours. La mort par la misère et par la faim est bannie désormais de nos lois économiques, comme la mort par l'échafaud politique est bannie de nos lois révolutionnaires.

XVII

Et que ce mot n'effraye pas la propriété ni le contribuable. Je vous ferai voir incessamment qu'avec ces trois institutions, le droit de vivre, une taxe des pauvres, un ministère des institutions fraternelles, vous aurez un bugdet de l'assistance publique qui ne grèvera pas de beaucoup de centimes de plus l'impôt de la propriété, et qui, en décuplant sa valeur capitale, consolidera ses bases, moralisera sa jouissance et accroîtra ses revenus. Souvenez-vous de ce qui arriva quand la Restauration fit payer à la propriété le milliard d'indemnité aux émigrés. On cria à la ruine aussi, à l'impossible, à la spoliation des contribuables. Six mois après, la propriété, légitimée

ainsi dans la main de tous, avait acquis trois milliards de valeur de plus, et l'impôt indirect quarante millions de produit en sus ! Vos émigrés, aujourd'hui, ce sont vos classes souffrantes, ce sont vos prolétaires sans pain pour leurs enfants ! Osez créer l'impôt du prolétariat à relever, osez voter en institutions l'indemnité annuelle et éclairée du paupérisme, et vous verrez si la charité bien administrée est une ruine, et si la fraternité raisonnable en action est un principe de mort pour une société ! Colonisations, défrichements à l'extérieur et en France, concessions graduées et conditionnelles des biens communaux stériles pour tous, émigrations annuelles avec primes de premier établissement en Algérie, compensations de salaires aux ouvriers dont le travail ne peut suffire à l'entretien d'un trop grand nombre d'enfants, institutions navales, institutions militaires, institutions agricoles surtout pour ces enfants adoptés par l'État, jurys pour discerner les vraies misères des fausses mendicités et des vices, répression et déportation sévères des vagabonds et des oisifs, secours aux dénuements immérités, hospices aux malades, retraites économisées avec prime de l'État aux infirmes, caisses mutuelles pour la vieillesse

des ouvriers, dissémination et multiplication de tout genre de la propriété agricole ou mobilière, ou en rentes sur l'État, pour abolir, autant que possible, le nom de prolétaire, administration communale, cantonale, départementale et nationale, vigilante, active et partout présente de l'assistance publique ; voilà vos moyens. Je les toucherai tous, l'expérience anglaise sous les yeux, l'utopie sous mes pieds. L'utopie, dont on m'accuse, je la méprise et je la déteste. Le possible n'a pas de pire ennemi que l'impossible. C'est l'impossible que le socialisme vous prêche, c'est le possible que nous voulons.

Nous sommes des hommes, nous ne sommes pas des dieux.

Je passe au travail.

XVIII

Le premier moyen de nous assister mutuellement, c'est le travail. Cela est vrai surtout depuis que la France, cessant d'être exclusivement agricole, militaire et ecclésiastique, comme elle l'était avant la

révolution, est devenue commerçante, travailleuse et industrielle. Une nation agricole peut être oisive impunément, parce qu'elle peut être pauvre sans mourir de faim. Une population rare et clair-semée, répandue sur une immense surface du sol, se passe de numéraire, d'industrie et d'échange sans périr pour cela. Elle arrache à la terre ou elle glane toujours suffisamment sur la terre de quoi se nourrir d'une racine, de quoi s'abreuver de lait ou de vin, de quoi s'abriter sous une chaumière, de quoi se vêtir d'une toison de laine filée et tissue de ses propres mains. Mais une population triplée ou décuplée par l'industrie, accoutumée aux gros salaires, accumulée en masse sur quelques centres manufacturiers du pays, obligée de se loger, de se vêtir, de s'alimenter, de se chauffer, et souvent de se dissiper à grands frais par un numéraire qu'on lui verse pour son travail à la fin de chaque journée, de chaque semaine, de chaque mois, une telle population languit et périt à l'instant si le travail cesse. Où voulez-vous qu'elle aille? Elle n'a ni sol, ni foyers ; il faut qu'elle lèche les pavés. Son champ, c'est son métier. S'il ne produit plus, elle se couche dessus et meurt.

XIX

Or, qui est-ce qui apporte chaque soir, chaque samedi ou chaque fin de mois son salaire à ces artisans ? C'est le fabricant.

Mais avec quoi le fabricant paye-t-il leur solde à ses artisans ? Avec le numéraire que le commerçant lui apporte, à lui fabricant, pour prix de l'ouvrage qu'il est chargé de commander aux ouvriers.

Et avec quoi le commerçant lui-même paye-t-il le fabricant ? Avec le numéraire que l'acheteur ou le consommateur de la matière fabriquée lui donne pour prix de sa denrée consommée par l'acheteur.

Quand donc le travail s'arrête pour l'ouvrier, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que le consommateur cesse d'acheter et de consommer ; que le commerçant, dont on ne consomme plus la marchandise, cesse de la commander au fabricant ; que le fabricant, à qui le commerçant ne commande plus, cesse d'en faire fabriquer, parce qu'il ne peut plus en recevoir le prix ou la représentation en nu-

méraire du commerçant. Vous voyez donc que tout le travail n'est qu'une question de consommation. Or, la consommation elle-même, qu'est-ce que c'est? C'est une question double, de faculté d'abord dans le travailleur, et de sécurité ensuite dans le riche.

De faculté dans le travailleur? Voici comment : Si je n'ai pas d'argent, je ne puis pas consommer ou acheter; car nous sommes tous travailleurs et consommateurs à la fois. Si vous n'achetez pas mon produit, je ne puis pas vous acheter le vôtre. Je fais des livres, par exemple, achetez-moi mes livres, je vous achèterai votre drap, votre papier, votre cuir, votre lin, votre maison, votre champ; mais si vous ne m'achetez rien, je n'ai rien pour vous acheter tout cela. Nous ne travaillons plus, nous ne dépensons plus ou nous dépensons moins, nous nous appauvrissons réciproquement, nous n'avons plus de faculté de consommer. Le travail baisse.

De sécurité pour le riche? Vous le comprenez aussi. On n'achète que les choses dont on a la certitude ou la perspective de jouir en paix et toujours. Si donc le riche n'a pas la certitude ou la perspective de posséder librement, en paix et toujours, ce champ, cette maison, cette voiture, ces chevaux, ces

meubles, ces étoffes, ces tentures, ces bijoux, ces objets d'art ou de luxe, livres, tableaux, statues, qu'il achète, il se dégoûte, il s'inquiète, il s'alarme, il se trouble, il se replie sur lui-même, il resserre son cœur et sa main, il n'achète pas. Voilà le crime stupide de ces artisans idiots qui font des imprécations contre le luxe dont ils vivent et qui crient : *A bas les riches!* qui sont les seuls consommateurs de leur travail. *A bas les riches!* ou *Vive la mort et la faim des ouvriers!* C'est un seul et même cri! Les barbares ! ils vocifèrent leur propre condamnation.

Or, pendant les premiers temps qui suivent une révolution, ces deux phénomènes se produisent toujours à la fois, les facultés de consommer baissent chez les consommateurs pauvres et travailleurs, et la sécurité qui fait qu'on consomme baisse chez les riches. Il en fut ainsi en 1791, en 1794, il en fut ainsi quatre ans de suite après la révolution de Juillet. Et cependant on n'avait pas les communistes alors, ces grands intimidateurs de toute consommation, de toute richesse, de toute propriété.

XX

Quel remède y a-t-il à cette diminution du travail et, par conséquent, du salaire, du commerce et de l'aisance générale? Aucun remède violent d'abord. Tout remède violent en fait de travail tue l'ouvrier en tuant le consommateur. Si vous faites violence ou peur à un écu, des millions d'écus disparaissent à l'instant. Si vous le cherchez à un pied sous terre, il s'enfouit à mille pieds. Si vous voulez ouvrir par force une main de riche, cent mille autres mains se ferment pour dix ans. Il n'y a que deux remèdes, lents, mais assurés : le temps, et l'exemple de l'État.

Avec le temps les besoins de consommation se font sentir, la sécurité renaît peu à peu, on prend confiance, on se fait crédit, on hasarde un écu pour sa nécessité, pour son plaisir, pour son luxe, puis deux, puis trois, puis dix, puis cent, puis cent mille. Toutes ces petites sommes réunies produisent en rayonnant un capital travailleur qui se multiplie par ricochets dans une proportion incalculable. La vie

renaît aux extrémités, elle rend la force au centre, l'activité à la circulation ; on commence à travailler, à mesure qu'on travaille on consomme ; cette consommation, d'abord faible, recrée elle-même les besoins et les facultés, d'autre travail et d'autres consommations reproductives. C'est la végétation du corps social, c'est le miracle lent, mais infaillible, de la multiplication des pains.

Mais nous l'avons dit : ce miracle est lent, et pendant qu'il s'opère des classes nombreuses souffrent encore. Comment l'accélérer ? Nous l'avons dit aussi : par l'exemple et par l'impulsion de l'État ou de la République.

XXI

Ici ne nous faisons pas d'illusions cependant. Bien que le travail soldé par l'État s'élève à un milliard et demi par an, il n'est pas la septième partie de la masse de travail national commandé et salarié par la consommation des besoins ou des luxes privés en temps ordinaire. Mais, dans des moments

de crise où les besoins et les luxes privés se restreignent ou cessent de commander ces milliards de production libre et individuelle, l'État peut et doit quelquefois suppléer à ces lacunes, à ces éclipses, à ces catastrophes rares de la consommation, par l'exemple, par l'impulsion, par l'initiative de grandes commandes extraordinaires de travail, travail national utile autant que grand, et reproductif lui-même d'une multitude d'autres travaux privés. Ainsi faisaient les Égyptiens, ainsi faisaient les Romains, ainsi l'empire de la Chine, cette immense démocratie intelligente et couronnée; ainsi fit la révolution de Juillet elle-même, quand elle vota les cent millions de travaux publics. Ainsi se préparait à faire le Gouvernement provisoire, quand il proposa à l'Assemblée de réacquérir et d'achever tout le réseau des chemins de fer par la main de la République. Ainsi doit faire aujourd'hui le gouvernement définitif de la République. Une immense campagne pacifique d'achèvement de ses routes de fer, de complément ou de création de ses grands monuments d'utilité publique, une colonisation intérieure et extérieure défrichée, fondée, bâtie et outillée aux frais de l'État; voilà une de ces impulsions que

la République doit donner où d'un seul coup, ou partiellement et annuellement, pour la reprise du travail. Cinq cents millions ou un milliard consacrés à cette œuvre, produiront plus de quatre milliards de travail privé, résultat forcé de ce travail national. Les anciens, à certaines époques de la multiplication du nombre des citoyens, partageaient les terres conquises au peuple surabondant. Une grande reprise du travail par l'action directe de la République est la loi agraire des temps modernes. Cette pensée a été, dès le lendemain du 24 Février, la pensée des fondateurs de la République. Elle l'est encore. Un journal inspiré par le vrai génie du temps, le génie du travail, le journal *le Crédit*, la développe et la démontre tous les jours.

« Mais où sont les moyens? » disent les esprits négatifs et répètent les financiers sans magnanimité. Je le reconnais avec eux, ces moyens se bornent à un seul, le crédit. Le crédit fondé sur les produits de ces grands travaux eux-mêmes accomplis. Parlons du crédit.

XXII

On ne peut pas augmenter l'impôt au moment où le capital baisse, où le revenu tarit, où des impôts considérables remis au peuple, tels que l'impôt du sel, de la poste, des boissons, réduisent encore les ressources de la République. On ne peut pas créer des assignats à cours forcé : je vous ai prouvé qu'un papier à cours forcé était la disparition immédiate de tout numéraire ; on ne peut que lentement, et par la renaissance de l'ordre, de la sécurité rendue à la propriété troublée par la crise, rétablir ce signe de circulation et de richesse libre, incalculable, qu'on appelle la *lettre de change* ou l'*effet à terme* entre particuliers, numéraire fictif, qui s'élève en temps calme à plus de trois milliards, et qui s'évanouit dans les temps agités après les grandes liquidations.

Reste donc le seul crédit de tous, représenté par l'État. C'est au moyen de ce *crédit*, hardiment et sagement manié, que les hommes d'État de la Ré-

publique peuvent tenter avec un succès infaillible la reprise des affaires par une des grandes campagnes de travail national que je viens de vous signaler. Quel est donc le riche, quel est donc le rentier ou le commerçant, quel est donc l'artiste ou l'artisan aisé qui ne s'empresse de prendre une *action*, ou dix, ou vingt, ou cent *actions*, dans cet *emprunt du travail* destiné à des entreprises productives d'un rapport certain et à courte échéance, pour assurer sa propriété, son capital, son revenu, sa profession, son état; pour vivifier la terre, l'industrie, le métier, la société, la nation dont il est membre, et pour arracher à la langueur, à la misère, aux prédications funestes, et au désespoir, plus funeste conseiller encore des milliers de travailleurs dont il est frère, et dont il est, qu'il le veuille ou non, responsable? Aucun.

XXIII

On ne cesse de dire : Mais les ennemis de la République ne veulent pas qu'elle fasse de ces grandes

choses, afin de prouver que la République ne peut rien et de prendre le peuple par famine au piége de la monarchie qu'ils regrettent? Citoyens, je suis moins que tout autre disposé à méconnaître qu'il y a des ressentiments malveillants contre la République et surtout contre ceux qui l'ont proclamée. Cela est juste, cela est dans la nature humaine; je serais insensé si je m'en étonnais, je serais aveugle si je le niais; mais de ce que ces hommes du passé dénigrent et calomnient les fondateurs de la République et la République elle-même, s'ensuit-il qu'il faille les dénigrer et les calomnier nous-mêmes jusqu'à l'injustice et jusqu'à l'absurdité? Non! Ces perversités profondes n'existent pas; non! il n'y a pas dans le gouvernement ni dans l'Assemblée d'hommes assez pervertis par leurs ressentiments, assez endurcis par leurs systèmes, assez ennemis de Dieu, des hommes, et assez ennemis d'eux-mêmes, pour vouloir perfidement pousser le peuple à la faim par l'égoïsme, et de la faim au désespoir, et du désespoir aux insurrections et aux crimes qui retomberaient sur le peuple et sur eux! De telles scélératesses raffinées sont des suppositions odieuses et des calomnies aussi pleines de sang que d'absur-

dité. Sans doute, il y a beaucoup de ces hommes qui préféreront, et ils en ont le droit, une monarchie, une aristocratie, un despotisme, une oligarchie, une théocratie à une République; mais il n'y en a pas deux qui voulussent fermer la main à un peuple affamé, et le faire languir et périr d'inanition pour la cruelle satisfaction de sa vengeance. Non, ces hommes sont timides, encroûtés de vieilles idées fausses en finances, imbus de préjugés économiques, tremblants à toute innovation aventureuse; mais ils ont un cœur comme nous. Leur seule conspiration, voulez-vous que je vous la dise? c'est la routine! leur seul crime, voulez-vous que je vous le dénonce? c'est l'habitude. Le temps, le bon ordre, la sagesse, la patience du peuple et nos conseils, les ramèneront au vrai; ils s'apercevront à la fin qu'il n'y a jamais de danger dans une vertu.

XXIV

Voilà, citoyens, le conseil que je donne aujourd'hui, dans notre intérêt commun, au riche et au

pauvre, à la propriété et à l'indigence, à la bourgeoisie et aux prolétaires. Voilà les vraies inspirations de la philosophie et du christianisme à réaliser en actes dans la philosophie républicaine; voilà les applications démocratiques possibles et vraies; voilà le progrès, et non le chaos!

L'esprit du christianisme, qu'on torture en le traduisant en chimères et en séditions dans vos feuilles incendiaires et dans vos clubs, ne vous a pas dit : Créez le communisme, car c'eût été vous dire : Anéantissez l'individu, la famille et les générations elles-mêmes.

Il ne vous a pas dit : Supprimez le capital; car en supprimant le capital il aurait supprimé le revenu; en supprimant le revenu, il aurait supprimé le salaire et le travail; en supprimant le salaire et le travail, il aurait supprimé l'ouvrier.

Il ne vous a pas dit : Partagez les terres, les maisons, les meubles, car ce partage eût été le pillage universel, et il aurait fallu recommencer le lendemain à partager et à piller pour rétablir l'égalité des parts et des dépouilles!

Il ne vous a pas dit : Établissez l'égalité des richesses, des conditions et des professions; car cette

égalité eût été renversée le jour même par l'inégalité des forces, des âges, des aptitudes, des santés, des vices, des vertus, du travail, des fruits de la terre, des saisons, des climats !

Il ne vous a pas dit : Supprimez les riches qui vivent de luxe; car il eût supprimé du même mot la consommation qui fait subsister l'ouvrier, qui lève par le travail un subside sur les besoins, sur les jouissances, sur les caprices même du riche !

Il ne vous a pas dit : Instituez l'association des ouvriers et l'égalité des salaires ; car des ouvriers qui n'ont pas de capital n'associent que des besoins, et le salaire égal aux paresseux et aux bons travailleurs serait une prime à l'incapacité, et une injustice odieuse à l'activité et au talent.

Il ne vous a pas dit : Organisez le droit au travail fourni par la République à chaque catégorie de travailleurs qui viendra lui demander un travail conforme à sa profession, celui-ci de la terre à remuer, celui-là un palais à bâtir, celui-ci un tableau à peindre, celui-là un bijou à ciseler, celui-ci une statue à sculpter, celui-là un poëme ou une musique à composer. Non ! il n'a jamais dit une pareille absurdité ; car où l'État aurait-il pris les

richesses nécessaires à solder ces millions de travaux divers? Le travail n'est productif, vous l'avez vu, qu'à la condition d'être consommé. La société qui aurait créé des millions de travailleurs n'aurait pas pu créer un seul consommateur. Tout se serait résumé dans une immense banqueroute de la République au travail. Il n'y a pas un des systèmes socialistes qui se dénoue autrement, par une catastrophe ou par une niaiserie! Vous le voyez, je ne l'invente pas.

Non, encore une fois, l'esprit de la philosophie religieuse et du christianisme n'a rien dit de toutes ces démences. Il a dit : La nature est la nature, et je ne puis pas la changer d'un mot; Dieu est Dieu, je ne puis pas refaire sa création. Les conditions sociales, les lieux, les temps, les climats, les fertilités ou les aridités du sol, les forces individuelles, les vigueurs, les âges, les sexes, les vertus, les vices, les dépenses, les économies, le nombre des vieillards, des infirmes, des enfants dans les familles, les professions, les métiers, les consommations, les prix des subsistances, les taux des salaires, sont des inégalités ou naturelles ou sociales, ou divines ou humaines, qui paraissent être dans le plan de Dieu,

où les diversités qui scandalisent notre faiblesse sont souvent des harmonies qui satisfont l'éternelle sagesse de la Providence. Le bonheur ou le malheur ne sont pas dans ces conditions elles-mêmes; ils sont en nous. Une fois le nécessaire assuré, qui osera dire qu'il y a plus de bonheur dans un palais que dans une masure? dans un écu que dans un gros sou? Supprimer toutes les inégalités et toutes les misères, je ne le peux pas, car je ne le sais pas; il n'y a que le socialisme qui le sait, mais il ne l'a pas dit encore.

Le christianisme et la philosophie religieuse ont dit seulement aux individus, et la démocratie dit maintenant aux gouvernants : Nivelez graduellement toutes ces inégalités injustes établies non par la nature, mais par de mauvaises lois; tempérez, soulagez, nourrissez, instruisez toutes ces ignorances et toutes ces misères; répandez votre âme et votre force en bienfaits, en lumières, en assistances, en fraternité envers toutes ces classes et tous ces individus travaillants, souffrants, nus ou déshérités autour de vous! Abolissez de plus en plus tous les priviléges politiques qui ne sont pas indispensables au maintien de la famille, de la propriété

et de la patrie. Transportez la charité infinie du christianisme, de la conscience de l'individu dans la conscience des gouvernants. Étouffez sous la toute-puissance de la raison et sous la toute-puissance de vos bienfaits ce cri de vengeance et de réparation qui s'élève du fond du paupérisme, et dont les démolisseurs de tout ordre humain s'emparent quand il est juste pour en faire le cri de guerre contre la société ! Mettez le bon droit de votre côté, enlevez à la sédition toutes ses armes en lui enlevant tous ses griefs légitimes et toutes les misères imméritées ; donnez la vie, ravivez le travail, organisez la vertu et laissez la république sociale s'agiter dans le vide avec ses chimères et ses haines. Vous aurez créé la République impérissable ; car vous aurez mis dans votre gouvernement tout ce que le temps contient de vérité et tout ce que l'Évangile contient de charité.

Je me résume, en un mot, par ce cri qui m'échappa à la tribune, dans la discussion de la Constitution : Du cœur, du cœur et encore du cœur pour le peuple ! Les grandes civilisations viennent de là, car les grandes civilisations ne sont que de grandes vertus.

LIVRE SIXIÈME

AUX INSTITUTEURS RURAUX.

I

Septembre 1849.

C'est à vous, aujourd'hui, que j'adresse la parole, et certes c'est la parole d'un ami. C'est la parole d'un homme qui, le lendemain de la révolution de Février, au moment où on lui criait de toutes parts : « Le peuple n'est pas mûr pour ces magnifiques institutions ! le peuple n'a ni oreilles pour entendre, ni esprit pour comprendre, ni cœur pour aimer, ni modération pour contenir la République ; la République n'a aucun intermédiaire, aucun interprète entre elle et le peuple ! » s'écria : « Vous oubliez les trente-huit mille instituteurs ruraux, vous oubliez

cette jeune élite de la démocratie rurale, laborieuse, domiciliée, adhérente encore à la famille, assise sur le premier degré de la propriété, mariée, cultivatrice, relativement instruite, quittant le livre pour prendre le manche de la charrue dans son petit champ, ou le manche de la bêche dans son jardin, quittant la charrue ou la bêche pour reprendre le livre, en subordination avec le maire, en bons rapports d'indépendance, mais de convenance et de voisinage avec les ministres des différents cultes, en fréquentation avec les inspecteurs des écoles primaires et avec les citoyens honorables, lettrés et vigilants qui composent partout les comités d'arrondissement, d'enseignement. Voilà les intermédiaires naturels entre la République et le peuple des campagnes! voilà les interprètes entre les classes propriétaires et les classes agricoles et laborieuses de la population! voilà les organes des bonnes et saines pensées démocratiques! voilà le chaînon de deux civilisations! voilà le fil électrique conducteur de la vraie lumière et de la saine moralité dans les masses! Occupons-nous des instituteurs, améliorons leur situation, élargissons leur enseignement, élevons leur dignité et leur traitement, faisons-en les

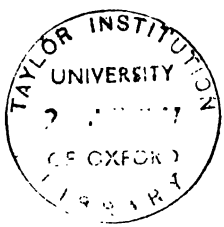
magistrats de l'intelligence rurale. Les instituteurs sont la pierre d'attente de la civilisation future, la pierre angulaire de la République intellectuelle. Fondons nos espérances sur cette institution et développons-la, comme l'Église, dans les siècles où elle était à elle seule la civilisation tout entière, développa, instruisit, organisa, dota, répandit partout son clergé. Le clergé est l'Église des âmes, les instituteurs doivent devenir les réflecteurs des intelligences ! »

II

Voilà ce que je disais de vous au mois de février 1848, au gouvernement provisoire; voilà ce que l'immense majorité d'entre vous a justifié par son excellente conduite pendant les premiers temps de la République, et pendant la première épreuve du suffrage universel, que la République vous avait pour ainsi dire confié dans les campagnes. Vous avez été alors ce que vous deviez être, des hommes de bien, de lumière, de bonne volonté, d'harmonie, de

bon sens et de paix. Vous avez fait comprendre au peuple ce que c'était que la République. Vous lui avez enseigné que la République n'était ni la victoire violente et inique des pauvres sur les riches, des blouses sur les vestes, des vestes sur les habits, des prolétaires sur les propriétaires, des ouvriers sur les fabricants, des fabricants sur les commerçants, des petits sur les grands, de la misère sur l'aisance, des blancs sur les bleus, des bleus sur les rouges, des démagogues sur les aristocrates, des chaumières sur les maisons, des cabarets sur les écoles, sur les presbytères ou sur les temples; mais que la République était le gouvernement sans exclusion, comme sans privilége, le gouvernement de la raison, de l'intérêt bien entendu, et de la volonté régulière de toutes les classes honnêtes de la population, représentées proportionnellement à leur valeur et à leurs lumières sociales dans la représentation souveraine du pays. Vous leur avez appris que la République n'était ni la guerre entre les professions, ni la guerre entre les costumes, ni le pillage, ni la terreur, ni la guillotine, ni l'échafaud. Et pendant que nous luttions, nous, sans armée, sans Assemblée nationale, sans gouvernement constitué, sans lois, avec la seule

force du bon sens et de l'intérêt public, contre cette écume des tempêtes, que les factions perverses ou abruties cherchent toujours à soulever, pour submerger les nations, dans leurs équinoxes, vous vous êtes unis à la partie saine des populations, aux hommes d'expérience, aux hommes de bien, aux magistrats véritablement populaires, aux propriétaires considérés, aux agriculteurs laborieux, aux commerçants probes, aux ouvriers qui savent que la source de l'aisance et de la propriété est dans le champ, dans la grange, dans le pressoir, dans l'atelier, et non dans le club et dans le cabaret, aux juges de paix, aux maires, aux curés, aux probités, aux honnêtetés, aux vertus de vos villages, pour diriger le choix du peuple, non pas sur les plus turbulents et les plus frénétiques, mais sur les meilleurs citoyens!



III

Aussi l'estime et la considération universelles vous ont environnés alors, et vous avez eu pour sauver la

patrie, et pour asseoir dans l'ordre et dans la paix le nouveau gouvernement, cette Assemblée constituante que l'on a si justement appelée la sagesse et l'honnêteté personnifiées de la patrie. Aussi la République reconnaissante à senti qu'elle avait, en vous, une magistrature d'opinion, d'influences naturelles très-précieuses. Elle a dit à l'instant, avec nous : Il faut grandir cette bonne influence. Il faut relever cette magistrature. Il faut honorer, améliorer, consolider par un premier effort cette situation des instituteurs. Il faut élargir leur clientèle morale et politique dans les campagnes, et l'Assemblée constituante a élevé à 550 francs, au lieu de 200 francs, le *minimum*, garanti par la République, du modeste traitement des maîtres de l'intelligence et de la moralité du peuple.

Voilà ce que la république régulière a fait dès les premiers jours pour vous, au milieu des embarras financiers et pendant la détresse du trésor. L'avez-vous déjà oublié ?

IV

Et maintenant, qu'est-ce que l'on entend dire par-

tout? Je vais vous le redire avec franchise, sans crainte de vous offenser, de vous déplaire, de perdre la popularité volontaire dont vous avez entouré mon nom aux premières élections. Je ne veux pas de popularité au prix de flatteries à telle ou telle classe du pays. Les républiques vivent de vérités courageusement dites à l'opinion.

Voilà ce qu'on entend chuchoter partout sur quelques-uns d'entre vous, et les fautes d'une imperceptible minorité tombent sur le corps entier.

V

« Les instituteurs communaux sont devenus, dans plusieurs départements, des fomentateurs de haine, de division, d'envie, de discordes, d'exécrables passions, de stupides doctrines anti-sociales entre les classes de citoyens. Ils se sont laissé séduire comme des hommes sans jugement ou entraîner comme des hommes sans conscience et sans moralité, à toutes les absurdités prétendues *sociales* et à toutes les perversités prétendues *démocratiques* que les factions socialistes, communistes, terroristes et déma-

gogiques, ont voulu semer dans l'esprit du peuple pour le pervertir, pour faire de la propriété un crime, de la République une anarchie, de la société un chaos. Ils se sont affiliés à ces *clubs*, conspirations en plein vent, attroupements à domicile, volcans ambulants, pour entasser et pour allumer, au souffle des plus mauvaises et des plus abjectes paroles, tous les éléments incendiaires que des *Catilina* de chefs-lieux ou des *Gracchus* de village peuvent *soufrer* de leur haleine pour mettre le feu aux populations. Ils se sont faits les préparateurs complaisants des banquets démocratiques de banlieue ou de canton, les recruteurs à gages ou sans gages de ces bandes du 15 mai ou du 13 juin, à qui le tocsin sonné autour de Paris, de Lyon, de Mâcon et de Bourges donnait le signal de l'insurrection contre la République et de l'assaut contre le gouvernement. Ils se sont faits les missionnaires de cette nouvelle religion qui consiste à nier Dieu, à diviniser la nature, à adorer le plus brutal sensualisme, à renverser les autels, à arracher les bornes des champs, à supprimer la famille, à disperser le foyer domestique, à renverser la marmite, comme dit le paysan, à convier le genre humain à une *gamelle* universelle, à mettre la so-

ciété à la *ration* comme une compagnie de discipline dans une caserne, ou comme une escouade de galériens sur un ponton. Ils se sont institués les grands-prêtres de ce culte des démolisseurs, et ils se sont mis à pérorer comme des inspirés dans toutes les langues politiques qu'ils ne savaient pas. Ils ont fait des harangues avinées sur des tréteaux de cabaret; ils ont écrit des manuels d'expropriation et des évangiles de discordes. Ils ont crié à bas ceux-ci ! à bas ceux-là ! c'est-à-dire vive la guerre civile ! Enfin, quand la nation a eu pour la seconde fois à faire sortir de son scrutin, sa raison, sa sagesse, son esprit de progrès régulier et de conservation dans son assemblée législative, les instituteurs ont pris le mot d'ordre et l'inspiration politique, de qui ? de leurs magistrats naturels ? des hommes de lumière et de paix de leur voisinage ? des cultivateurs et des trafiquants, pères de famille éclairés, intéressés à l'ordre ? de leurs maîtres dans l'université ? de leurs inspecteurs dans les arrondissements ? de leurs magistrats ou de leurs bons conseillers naturels ? Non; de quelques commis-voyageurs, colporteurs de démocratie falsifiée, et de quelques souteneurs de clubs, notés de démence, d'ingratitude et de scan-

dale dans les chefs-lieux voisins. Ils se sont faits les *facteurs* ruraux de ces insensés dont le règne serait la honte, le deuil, l'extermination de la patrie. Ils ont distribué ces listes appelées *rouges* parce que le bon sens prophétique du peuple sait bien qu'elles sont écrites en teinte sinistre; ces listes dont les noms, inconnus des hommes de bien, semblaient sortir pour la première fois à la lumière comme d'un conciliabule de ténèbres, pour étonner ou pour effrayer la Patrie. Ils ont employé tout l'ascendant légal que leur titre, la loi, le gouvernement, le subside de la propriété, l'enseignement gratuit dont la société les a gratifiés leur confèrent, leur prêtent, en faveur de qui? en faveur des ennemis avoués de toute loi, de tout gouvernement, de tout ordre régulier? et contre qui? contre toute loi, contre tout ordre, contre tout gouvernement républicain, contre toute propriété, contre toute société! et dans beaucoup d'endroits le peuple ignorant, égaré, fanatisé, aveuglé, abruti par eux, a porté ces listes données sous main par les instituteurs, et a laissé tomber dans l'urne des noms qui, s'ils avaient réussi, auraient été la condamnation, la faim et le scandale du peuple lui-même!

« Voilà ce qu'ont fait quelques instituteurs, » nous dit-on de toutes parts.

VI

Que voulez-vous que je réponde ? Que cela n'est pas vrai, n'est-ce pas ? Que, si quelques-uns des instituteurs communaux se sont décrédités, déshonorés, avilis dans certains pays par ce rôle méprisable, la grande majorité de ces jeunes gens est restée digne de la confiance des familles honnêtes, de l'estime des populations, de l'intérêt du gouvernement, de leur rôle dans la civilisation. Qu'une faible minorité parmi eux a été captée, trompée, séduite par ignorance des choses et des hommes politiques, qu'elle a fait le mal en croyant faire le bien de la démocratie, et qu'enfin un petit nombre a passé dans les rangs des plus pervers clubistes et de la plus turbulente anarchie. C'est la vérité.

Qu'y a-t-il à en conclure ? Qu'il faut estimer profondément, soutenir, honorer, encourager le plus grand nombre, ramener par le raisonnement et par

le repentir la minorité seulement trompée, exclure de leur honorable profession, désavouer, destituer énergiquement de la confiance des familles et de l'intérêt du gouvernement la catégorie perverse, communiste, anarchique et surtout terroriste, et enfin conseiller, éclairer, instruire politiquement les instituteurs par des circulaires, des conférences, des écrits, des journaux spéciaux qui leur apprennent ce que c'est que la démocratie, ce que c'est que la république, ce que c'est que la société politique? Quelles sont les bonnes inspirations? quelles sont les mauvaises? à quel signe on reconnaît une saine doctrine républicaine? à quel signe on marque à l'épaule une détestable doctrine terroriste? A quel langage on reconnaît un véritable ami du peuple? à quel bredouillement et à quel patois on signale un ignare adulateur de la multitude? A quelle limite finit la république civilisée et progressive? à quel abîme l'exécrable anarchie commence?

C'est ce que je ferai, pour ma faible part, comme individu, comme philosophe, comme orateur politique ou comme écrivain publiciste, toutes les fois que les instituteurs, que j'aime comme les racines

vivantes qui puisent dans le sol la séve intellectuelle du peuple, me feront l'honneur de m'interroger sur leurs opinions, sur leurs doutes, sur leurs devoirs, sur leur action politique ou sociale, dans l'exercice de leurs fonctions enseignantes ou de leur influence électorale. Ils n'ont qu'à écrire au *Conseiller du Peuple*, ils recevront la réponse, le renseignement, l'avis, l'explication, le conseil dans le numéro qui suivra leur interrogation. Mais je ne suis qu'un homme sans autorité. C'est à l'association, c'est au gouvernement d'organiser ce dialogue continu entre les instituteurs honnêtes et la société politique. Je suis prêt, pour ma part, à faire partie d'une association pareille. *L'association libre pour la direction religieuse, morale et politique de l'esprit des instituteurs dans la République.*

En attendant, je leur adresserai spécialement la prochaine leçon du *Conseiller du Peuple*, sous ce titre : *l'Athéisme dans le Peuple.*

Aujourd'hui, je veux leur rappeler seulement ce que c'est que la République.

VII

La République dans laquelle la France s'est réfugiée comme dans un asile et s'est lancée comme dans un progrès, après la révolution soudaine, terrible et inattendue du 24 février, est-elle un désordre, un chaos, une anarchie, un bouleversement de la société, un ébranlement de la propriété, un tremblement continu du sol sous les fondements de la famille? un renouvellement radical de l'intellectualité humaine, une attaque à toutes les vérités et à toutes les traditions que les générations reçoivent avec le sang et sucent avec le lait des générations qui les ont précédées dans l'existence? est-elle une insulte au sentiment religieux, un assaut à toutes les institutions qui soutiennent le monde civilisé propriétaire, industriel et commercial? est-elle un déluge universel de vérités et de révélations inconnues et entièrement nouvelles qui submergent tout à coup les édifices, les temples, les colonnes, les monuments, les tombeaux et les berceaux, les

plaines et les montagnes d'un vieux monde, et qui ne laissent flotter au-dessus de cet universel océan que l'arche de je ne sais quels utopistes, pour survivre au cataclysme général, et pour aller aborder, après que les eaux ou le sang de la révolution se seront retirés, à je ne sais quel mont *Ararat*, afin d'y renouveler le genre humain?

Non! C'est là le rêve, le délire insensé, frénétique, atroce, hébété, du faux socialisme et du terrorisme soi-disant républicain. Délire dans lequel quelques-uns d'entre vous se sont laissé entraîner et se sont mis à divaguer sous les vapeurs de ce *galbanum* social, dont des *libelles* dignes de *Nostradamus*, des journaux dignes de *Marat*, et des *clubs* mille fois pires que les *clubs* des *Jacobins* et des *Cordeliers*, vous ont enfumés dans vos campagnes, comme on enfume la brute sauvage dans son terrier pour la prendre au piége de l'esclavage ou de la mort! Ce n'est pas là la République, c'est l'écroulement universel, c'est la guerre de tous contre tous, c'est le chaos!

VIII

La République n'est pas ce chaos. C'est, au contraire, plus d'ordre, plus de lumière, plus de justice, plus de fraternité, plus d'équité, plus d'équilibre, plus de providence dans les éléments dont l'ordre social se compose, plus de solidarité, plus de fusion, plus d'unité enfin, non entre les différentes classes de citoyens, puisque la démocratie ne reconnaît plus de classes supérieures ou inférieures, en droit, les unes des autres, mais plus d'unité entre les conditions, les professions, les intelligences, les sentiments des différentes parties du peuple. Le gouvernement d'une telle République, bien loin d'être cette agitation, cette opposition, cette discorde, cette agression ou cette résistance éternelle qu'on vous prêche dans des journaux, *véritables cartouches de guerre civile* distribuées au peuple, bien loin d'être cette fièvre continue qu'on vous a communiquée dans vos clubs et que vous avez vous-mêmes inoculée dans nos campagnes, le gouvernement, dans cette République, doit être, de sa nature, le plus

inattaquable, le plus sacré, le plus fort et le plus obéi de tous les gouvernements. Pourquoi? Parce que la violence, la tyrannie, l'oppression arbitraire d'un seul homme qu'on appelle roi, et d'une seule classe qu'on appelle aristocratie, en sont exclus, et que le gouvernement n'y est pas autre chose que la raison générale interrogée par le suffrage sincère de tous et la volonté de la majorité exprimée par la loi et exécutée par le gouvernement. Les factions sont naturelles et quelquefois légitimes sous les autres natures de gouvernements. Car il peut arriver que la minorité de la nation gouverne et opprime la nation elle-même par le privilége et par la violence. Dans ce cas, les factions ne sont quelquefois que la révolte de la majorité contre la minorité, du droit contre le fait. Sous la République démocratique, au contraire, c'est-à-dire sous la République sans privilége de classes, de cens, d'électeurs, et où tout le monde est citoyen, les factions sont des crimes, car elles sont la révolte de la minorité contre la volonté générale et contre le gouvernement légitime de la majorité. Une faction sous la République, qu'elle s'appelle *rouge*, *bleue* ou *blanche*, c'est l'insurrection d'une insubordination ou d'une ambition indivi-

duelle contre la souveraineté de tous ! C'est un parti contre une nation, c'est une passion contre la raison. Ailleurs l'obéissance au gouvernement n'est que bon ordre, discipline, nécessité. Sous la république démocratique, cette obéissance est plus que cela, c'est un devoir et c'est un honneur. Un devoir? car toute individualité doit se subordonner à la raison et à la volonté de la société générale. Un honneur? car en obéissant à la loi on n'obéit qu'à soi-même.

IX

Le gouvernement républicain, par la raison même qu'il est le plus libre des gouvernements à sa base : par le suffrage universel, doit être le plus absolu et le plus irrésistible des gouvernements à son sommet. Car si le suffrage universel, sa base, est la raison suprême de tous, le pouvoir républicain, son sommet, est la volonté légale de tous. Cette *volonté* doit *vouloir* hardiment et doit s'imposer avec une force irrésistible comme la fatalité sociale.

Non pas fatalité brutale et aveugle comme celle des anciens, mais fatalité intelligente et légitime comme celle de la raison et du droit de l'humanité libre. Voilà la théorie vraie du gouvernement républicain. Voilà le véritable droit divin des républiques! Et ce droit est non pas seulement de mot, mais de fait, divin. Car la raison générale consultée, c'est Dieu évoqué dans le gouvernement, et la volonté générale obéie, c'est Dieu obéi dans la loi. Réfléchissez et discutez avec vous-mêmes ce que je vous dis là, et si vous êtes des hommes de sens, des hommes honnêtes et des hommes religieux, vous comprendrez, sous la République, l'illégitimité, le crime et l'impiété des factions!

X

Voilà la République! or, maintenant, voulez-vous vous rendre compte de la place spéciale que vous y occupez? des services que vous avez à rendre à la patrie? et des devoirs particuliers que vous avez l'obligation d'y remplir comme instituteurs, indé-

pendamment des devoirs qui vous sont communs avec tous les autres citoyens ? Je vais vous le dire en peu de mots.

Pourquoi la société vous a-t-elle choisis, préférés, privilégiés, parmi les autres enfants du peuple ? Pourquoi vous a-t-elle fait donner une éducation forte et une instruction coûteuse par des maîtres qu'elle a déjà préparés à grands frais pour vous former des professeurs dans ses hautes écoles normales ? Pourquoi la République vous a-t-elle exemptés, par une faveur immense et qui retombe en défaveur sur d'autres jeunes gens de la même condition et du même âge que vous, de ce service militaire, qui impose la vie du soldat de sept années de perte de temps, de discipline, de fatigues, d'expatriation, de dangers et souvent de mort ? Pourquoi la République vous a-t-elle fait examiner avec soin et décerner des diplômes qui sont un titre permanent de capacité et d'emploi de vos talents ? Pourquoi vous a-t-elle assigné une commune voisine du lieu de votre naissance, pour y exercer exclusivement vôtre noble profession ? Pourquoi vous y fournit-elle ce qu'il est si difficile au pauvre prolétaire de se procurer à la sueur de son front, une maison,

un foyer, un jardin, la possibilité de vous y établir, de vous y marier, d'y élever une jeune famille, d'y vivre et d'y vieillir en paix, au milieu des vôtres ? Pourquoi vous autorise-t-elle, par privilége, à enseigner les enfants avec rétribution particulière, non-seulement de la commune, mais des familles aisées du village ou des environs ? Pourquoi enfin la République, trouvant encore ces avantages et ces honoraires insuffisants pour quelques-uns de vous dans les pays pauvres, vient-elle d'élever jusqu'à 550 francs le *minimum* de vos traitements qui n'étaient, avant la République, que de 200 francs ? Pourquoi, enfin, vous a-t-on donné par l'inamovibilité et par la propriété de vos fonctions, à moins de forfaiture jugée par un jury indépendant et spécial, une espèce d'investiture plus personnelle que celle du clergé lui-même, et pourquoi a-t-on fait ainsi à la fois de votre profession un salaire, un privilége, une magistrature et une propriété ?

Le voici : tâchez de le comprendre, et si vous le comprenez bien, tâchez de vous en souvenir. Car il est évident que si vous continuez à l'oublier comme quelques-uns d'entre vous l'ont fait, la société et la République se souviendront, elles, de leur devoir

envers le peuple qui leur est confié, et réformeront vigoureusement une si belle institution que vous faussez, en faisant d'une magistrature une faction, et d'un sacerdoce intellectuel une corruption privilégiée de l'esprit du peuple.

XI

Remontez aux principes et voyez d'où vous venez. La société humaine est comme une famille. La génération qui vieillit et que Dieu rappelle à lui par la mort, a pour enfants les jeunes générations qui naissent, qui grandissent, et qui vont la remplacer sur cette terre. Un lien puissant tissu par Dieu lui-même, unit les générations les unes aux autres. C'est l'affection, c'est la prolongation, si vous voulez, par la pensée et par le sentiment, de l'existence, de la pensée et du sentiment du père et de la mère dans la vie, dans la destinée, dans le bonheur, dans l'intelligence, dans la conscience des enfants qui vont vivre après eux ici-bas.

Aussi ces générations ne sont pas isolées les unes

des autres, dans la succession des temps. Il n'y a pas un jour du siècle où toute la vieille génération disparaît à la fois et descend au tombeau comme vous voyez chasser tout à la fois un troupeau dans l'étable, et où la nouvelle génération vient tout à la fois aussi, comme une troupe d'agneaux séparés de leurs mères au printemps, prendre possession de la terre abandonnée. Non, il n'y a pas ainsi solution cruelle et impossible de continuité entre les générations humaines. Les trois quarts des rapports, des attachements, des devoirs, des délices de cœur et d'esprit qui naissent entre les hommes de ces filiations, de ces affections, de ces devoirs réciproques, de ces respects et de ces tendresses qui descendent et qui remontent par la diversité des âges, des années, des situations, des forces, des faiblesses, des enfances, des maturités, des vieillesses, des exemples, des enseignements, des imitations, des obéissances, seraient ainsi supprimés. L'homme n'aimerait personne en haut, personne en bas. Il se désintéresserait de tout ce qui a été avant lui, de tout ce qui sera après lui. Il n'aurait que des rapports de niveau avec ses semblables. Il serait un être presque égoïste. La moitié de ses vertus disparaîtrait. Que devien-

drait le dévouement aux générations à venir, à la patrie, à l'humanité ? Il ne les connaîtrait pas. Chaque génération subirait la grande malédiction de Dieu : « *Væ soli !* » Elle serait seule dans son temps, seule dans son passé, seule dans son avenir !

Dieu a fait autrement, et voilà pourquoi nous sommes l'humanité.

Il a voulu que l'humanité, pour être solidaire d'elle-même, fût continue ; c'est-à-dire qu'elle ne fût jamais ni finie ni recommencée en masse, et d'un seul jour ou d'un seul siècle ; mais qu'elle se regreffât imperceptiblement jour par jour, heure par heure, minute par minute, âge par âge, naissance par mort, père par fils ; en sorte qu'il y eût toujours dans l'humanité vivante le même nombre et la même proportion d'enfants, de jeunes gens, d'hommes mûrs, de vieillards, les uns avançant, les autres se retirant, tous communiquant ensemble, se mêlant, se perdant, se retrouvant, se confondant, se succédant, s'aimant, s'enseignant, se renouvelant, se mûrissant et se rajeunissant à jamais les uns les autres comme les arbres d'une forêt vierge où vous voyez les vieux troncs ombrager les jeunes plants de toutes les pousses, et où la végétation de tous les

printemps se nourrit de la poussière de toutes les ruines et s'unit à la végétation de tous les siècles !.. Admirable harmonie inventée par Dieu, et devant laquelle il faut tomber à genoux, quand on a un œil pour voir et un cœur pour contempler ! Car c'est par elle que chaque homme formé du suc des générations passées, et léguant à son tour son être aux générations futures, n'est pas seulement un homme, mais qu'il est une portion indivisible de l'humanité ! C'est pourquoi on peut dire : la pensée humaine, l'esprit humain.

Me comprenez-vous ?

XII

Eh bien, c'est de là que résulte l'enseignement.

Ces générations qui se touchent ainsi en se succédant, ont quelque chose à se dire, à se communiquer, à s'enseigner les unes aux autres. Elles ont une lumière à se refléter, une lampe à se passer de mains en mains, comme dit le poëte latin *Lucrèce*, dont vous connaissez le nom.

Et vitæ... sibi lampada tradunt

Elles ont une succession à se transmettre, un legs à se faire, un héritage moral à donner ou à recueillir avec la place au soleil, le champ, la maison, le nom de famille, les meubles du foyer. Elles se lèguent leur intelligence acquise, transmise et croissant ainsi depuis le commencement du monde, leurs notions des choses, leurs lois, leurs idées sur Dieu, sur le gouvernement, tout ce qu'on appelle leurs traditions. C'est là le champ intellectuel toujours fécondé, agrandi, retourné, amélioré, semé, planté de semences anciennes et nouvelles que nos pères nous lèguent, et que nous léguons à nos enfants, la civilisation, en un mot !

XIII

Chaque père de famille fait cela pour ses enfants, autant qu'il le peut, selon son loisir, ses connaissances, sa tendresse plus ou moins éclairée, plus ou moins attentive envers ses fils. Mais le père de famille n'agit que dans un cercle domestique et borné autour de lui. L'immense multitude des enfants

sans famille ou des enfants privés de pères, ou des enfants dont les pères sont ignorants, insouciants, dépravés, ou même des enfants du peuple dans lequel le travail journalier enlève aux pères le temps et les moyens d'instruire et d'élever leurs enfants, restent ou restaient sans enseignement, c'est-à-dire sans héritage intellectuel et moral. Il fallait leur créer une famille spirituelle, un père de famille commun, un maître partout présent et dégagé de tout autre travail dans la vie que du soin de donner aux jeunes générations l'enseignement des éléments des connaissances nécessaires à tous, afin que personne ne naquît et ne vécût complétement déshérité de ce qui fait l'homme, l'intelligence, les idées générales !

Les maîtres sont ces pères de famille intellectuels des générations, dans tous les établissements publics ou privés, transcendants ou secondaires, où les familles aisées vont acheter l'enseignement conforme à leur état pour leurs enfants.

XIV

Mais la société de plus en plus animée d'un principe divin d'unité, de charité, de fraternité envers tous les membres dont elle se compose, s'est aperçue qu'en fournissant aux classes riches ou aisées l'instruction supérieure que ces classes payent, elle ne faisait pas encore tout son devoir. Elle a regardé en bas, elle s'est dit : Voilà des classes nombreuses, laborieuses, prolétaires, ouvrières, agricoles, qui n'ont ni le loisir de se déplacer, ni les moyens nécessaires d'acheter la lumière intellectuelle et morale pour leurs enfants. Faisons-leur une immense charité d'intelligence. Rapprochons la lumière d'elles, puisqu'elles ne peuvent pas se rapprocher de la lumière ! Accomplissons le plus grand acte de solidarité que la civilisation et la religion aient jamais inspiré aux hommes ! donnons-leur à nos dépens, aux dépens des riches, ce qu'elles ne peuvent pas nous acheter ! que l'air intellectuel dont vit l'homme moral ne se paye pas sur la terre, pas plus que l'air

que l'homme physique respire ne se paye sous le ciel. Créons l'enseignement gratuit pour le peuple !

Vous êtes nés de cette grande et sainte pensée !

Vous êtes la main que la société riche, propriétaire, éclairée, tend au peuple, nu, pauvre, déshérité de vérités, pour l'élever à la lumière intellectuelle et morale. Par cet acte de vertu que la société a accompli et qui en présage d'autres, il n'y a plus de déshérités, il n'y a plus de *prolétaires de l'intelligence!*

Instituteurs primaires, voilà ce que vous êtes ! la charité visible des classes riches et propriétaires envers les classes pauvres et laborieuses ! la vertu et la cordialité sociales en action ! les pères de famille de ceux qui n'ont pas de famille ici-bas pour leur distribuer la tradition, le don de la lumière, l'aumône honorable et divine de l'esprit !

Réfléchissez bien à votre situation. Si la société était égoïste, sans entrailles, sans fraternité, sans charité, sans vertu, comme vous l'entendez dire dans vos clubs et comme vous le répétez dans vos villages, vous n'existeriez pas ! Qui êtes-vous ? Qui est-ce qui vous a institués et qui est-ce qui vous paye ? La société, la propriété, le contribuable, la République !

XV

Mais croyez-vous que la société, la propriété, le contribuable, la République, vous instituent, vous instruisent, vous autorisent, vous placent, vous logent, vous payent de leur superflu, et souvent de leur nécessaire, pour enseigner et pour propager autour de vous l'envie, l'ingratitude, la haine entre les classes de citoyens, les calomnies contre le gouvernement, le mépris des magistrats, l'insulte aux consciences, l'outrage aux cultes religieux libres, et respectables parce qu'ils sont libres, la cupidité, la soif du partage, la désignation des propriétés à dépecer, les citoyens à proscrire, enfin, le feu couvant des guerres civiles, les vociférations contre ceux-ci ou contre ceux-là, les *Ça ira*, les terreurs, les lanternes, les guillotines, le drapeau de sang, et tous ces cris de guerre de la barbarie que les enfants perdus de l'anarchie ont fait entendre en pleine civilisation, cris auxquels quelques-uns d'entre vous ont eu, dit-on, la lâcheté ou la perversité le sourire ?

Si vous le croyez, vous vous trompez, et vous l'apprendrez cruellement, à vos dépens, un jour ou l'autre. Non; vous avez été institués pour faire juger, mépriser et exécrer au peuple ces incitations à la férocité et au crime, et pour enseigner à ceux parmi lesquels nous vous avons placés, et sur qui vos fonctions fraternelles vous donnent influence, que la société ne vit que de respect et d'échanges mutuels de services et de sécurité, entre tous les rangs, toutes es fortunes, toutes les conditions, toutes les opinions, et que le pillage et la guillotine ne sont pas des opinions, mais des forfaits!

XVI

Enseigner tout ce qui est sain, honnête et bon, tout ce qui tend à pacifier, à former, à resserrer les liens de toute nature entre les habitants d'un même pays, les membres d'une même famille; à consolider l'ordre, à favoriser les améliorations légales et régulières, à élever l'âme du peuple au-dessus des vils instincts de la brute qu'enivre le vin et qu'allè-

che le sang ; à diviniser la conscience qui est déjà divine par le sentiment religieux, à rétablir la concorde dans le village ; à décréditer les cabarets, réunions d'oisiveté et de vices ; les rassemblements politiques, réunions de factions ; à faire déserter les tréteaux des démagogues nomades qui viennent des villes voisines vendre des sottises et des poisons au peuple pour en rapporter des suffrages achetés pour le compte des ambitieux ; à répandre les livres qui ne craignent pas le grand jour, et qui sont approuvés et recommandés par vos maîtres, par vos guides, par les comités d'arrondissement ; à donner l'exemple de la subordination digne et décente aux magistrats, de la bonne harmonie sans dépendance avec les ministres des cultes, en un mot, à être le sacerdoce laïque, non de telle ou telle communion, puisque vos attributions ne sont pas divines, mais à être le sacerdoce de la fraternité entre les citoyens et les promoteurs de la civilisation des campagnes.

Voilà votre mission que la République élèvera et agrandira encore à mesure qu'elle se délivrera des mauvaises factions qui tâchent de l'étouffer dans son berceau sous leurs excès, quand elle aura constitué inébranlablement sa force, elle se répandra

par vous en lumières et en charités nouvelles, envers les classes ouvrières et agricoles dont vous sortez.

XVII

Mais est-ce bien cela que vous avez fait tous jusqu'ici depuis dix-huit mois? Au commencement, oui; plus tard, non.

Vous avez été admirables de bonne intelligence de votre rôle dans la République, sous le gouvernement provisoire, pendant la tempête, aux premières élections de l'Assemblée constituante. Vous avez marché avec les meilleurs citoyens, les maires, les curés, les agriculteurs, les bons ouvriers, en tête des colonnes électorales du village, pour aller déposer dans les urnes, les noms des représentants de l'intelligence, de la conscience, de la moralité publiques. Vous avez dit au peuple ce que la nature lui dit : Il faut vous gouverner par votre tête et non par vos pieds. Choisissez l'élite avérée et notoire de vos concitoyens pour vous représenter, car vous êtes un peuple d'honnêtes gens. Aussi vous avez eu

l'Assemblée constituante et la République. Mais depuis!...

XVIII

Ah! depuis, il faut le dire, vous vous êtes égarés. Et la France presque entière se plaint amèrement de quelques-uns d'entre vous. Prenez garde à ce murmure général; il est le présage certain de quelques grandes fautes commises par ceux qui décréditent ce corps des instituteurs primaires. La conscience d'un pays ne se soulève pas en vain.

Vous n'avez pas compris la République. Vous avez pris d'abord pour des républicains les démagogues et les terroristes, les ennemis les plus mortels de toute démocratie, parce qu'ils la rendent odieuse en la faisant confondre avec la tyrannie, avec le pillage, avec le crime, avec le sang. Ces hommes, créés pour dépopulariser la République, sont venus dans vos villages, missionnaires souvent déshonorés d'avance par leur vie et par leur nom, émissaires des cafés mal notés, des cabarets mal famés et des clubs mal

hantés des villes voisines; vous le savez aussi bien que moi. Ils vous ont recherchés, adulés, caressés, invités, traités à l'auberge du canton. Ils vous ont dit :

« Comment ! vous n'êtes pas les premiers du village ? Vous ne régnez pas seuls et absolus sous le clocher ? Vous ne pliez pas sous votre ascendant dominateur et souverain les propriétaires, le conseil municipal, l'adjoint, le gendarme, le maire; le conseil de fabrique, le curé? Vous ne faites pas l'élection des représentants ? Vous ne vous faites pas représentants vous-mêmes ? Mais le monde est renversé! Mais n'êtes-vous pas l'intelligence du prolétaire écrasant aujourd'hui l'intelligence et le droit de toutes les autres classes sociales et les soumettant par la terreur à son niveau ? Mais n'avez-vous pas le droit d'ouvrir un club, de transformer votre chaire en tribune, d'ameuter tous les soirs les oisifs, les paresseux, les débauchés, les vagabonds de la commune, de leur lire pour leçon les journaux incendiaires que nous vous envoyons, tachés de vin, des cafés de la ville, et d'apprendre à ces auditoires d'élite que rien n'est légitime que leur caprice et leur tyrannie? Mais n'avez-vous pas quelque grande ou

moyenne ou petite propriété dont celui-ci ou celui-là convoite les pièces de terre ou de pré, et ne pouvez-vous pas en montrer de loin, dans une vague perspective, le démembrement gratuit et le pillage à l'amiable entre les convoitants? Allez, vous n'entendez rien à la République. La République n'est pas cette souveraineté régulière du peuple nommant elle-même son propre gouvernement pour en avoir un meilleur; ce n'est pas cette doctrine pacifique, religieuse et niaise que le peuple de Paris et les philosophes du gouvernement provisoire, dans leurs proclamations philanthropiques, vous ont fait prendre pour elle pendant les premiers temps; ce n'est pas l'abolition de la peine de mort, le suffrage universel, la souveraineté raisonnable et proportionnelle de chacun, la paix entre les nations, le respect des frontières, l'instruction gratuite et l'assistance fraternelle au peuple, la garantie à toutes les propriétés, l'hommage à la religion libre, l'ordre énergiquement maintenu par le gouvernement contre tous et au profit de tous, les progrès lents et réguliers, les améliorations, sans rien détruire des conditions morales et matérielles de toutes les classes à la fois fraternisant dans la concorde et dans la charité!

« Non, non. La République, c'est la terreur imprimée à toutes les classes d'une nation par une seule classe, c'est-à-dire par les non-possédant, par les ouvriers, par les prolétaires dont vous et nous nous nous disons les tribuns! la République, c'est la conquête violente du sol, des propriétés, des maisons, des immeubles, par une invasion de démocrates résolus et impitoyables ; la République c'est l'échafaud debout partout, pour intimider les résistances des bourgeois, des blancs, des bleus, des marchands, des heureux possesseurs du capital! la République, c'est le bouleversement ou ce n'est rien! le peuple n'écrit ses droits et ses conquêtes que sur des ruines! Voilà pourquoi nous osons franchement nous appeler Rouges! allons, soyez rouges comme nous et déclarons partout que quiconque est ennemi du drapeau rouge, des dictatures, des confiscations, des proscriptions, des dépouillements d'une classe par une autre, est ennemi de la République ! »

Voilà littéralement le langage que les émissaires de certains clubs vous ont tenu, et, il faut le dire en rougissant, voilà le langage que quelques-uns d'entre vous ont applaudi et répété, corrupteurs de l'âme du peuple, que la société et la République

vous avaient donnée en garde. Oui, quelques-uns d'entre vous se sont faits les vils échos, les entremetteurs d'anarchie de ces *terroristes*, germination impure et vénéneuse, née de la fange détrempée de sang humain sous les égouts des échafauds de 93!... Détournons les yeux, ils n'étaient que trois ou quatre!

XIX

Mais après les terroristes sont venus à vous les *socialistes*, les *communistes*, les *rénovateurs* radicaux de la société, de la propriété, de la famille. Ceux-là ne font pas horreur, du moins, ils font peine, ils font pitié. Ce sont les malades, ce ne sont pas les scélérats de la civilisation. Ils aiment les hommes, au fond. Ils ne voudraient le pillage et la mort de personne. Ils ont en tête je ne sais quel remède pour guérir d'un seul coup, chacun à sa manière, tous les maux, toutes les infirmités, toutes les misères, toutes les inégalités, toutes les souffrances, pauvretés, maladie, mort, dont la nature et Dieu ont pétri l'humanité depuis qu'elle existe! Seulement,

il faut commencer par renverser, détruire, bouleverser et anéantir tout aussi du premier coup, œuvres des hommes, œuvres de la nature, œuvre de Dieu, n'importe. Ayez confiance, faites comme ce vieillard qui consentit à se laisser tuer pour rajeunir! laissez-vous d'abord tuer amoureusement par les socialistes. Vous renaîtrez ensuite plus vivant, plus jeune et plus immortel que jamais! Il n'y a que la foi qui sauve!

Malheureusement, la société, la famille, la propriété n'ont pas la foi, et ne consentent pas à se laisser tuer et démembrer pour se retrouver mieux faites, plus jeunes et plus belles après leur résurrection sur parole. Cette petite révolution radicale qui consiste simplement à renverser et à reconstruire non pas seulement une forme de gouvernement, mais l'humanité tout entière, sur un plan nouveau ou plutôt sur vingt plans contradictoires, selon le maître en socialisme, en qui l'on a confiance, à créer comme Dieu après Dieu et mieux que Dieu, à nier et à réformer tous les instincts, toutes les tendances, toutes les lois de notre nature d'où sont sortis comme des conséquences sortent invinciblement d'un principe, les nations, les sociétés civiles,

les familles, les propriétés, les hérédités, les mariages, les rapports des sexes entre eux, les relations des fils avec les pères, les conditions du travail, les industries, les commerces, les arts, les possessions personnelles, mobilières ou immobilières, et à renouveler les civilisations d'un mot dans un *club*, comme *Jéhova* débrouilla d'un mot le monde physique et l'univers moral du chaos des éléments confondus; tout cela ne laisse pas que d'inquiéter un peu la foi du genre humain. La société, la famille, les femmes, les épouses, les mères, les époux, les fils, les pères, les propriétaires, les travailleurs, les traficants, les artistes, les philosophes, les hommes timides ou religieux, la civilisation enfin, ne sont pas encore assez sûrs des merveilleux talents de ceux qui leur promettent ce petit miracle pour un grain de foi. Ils hésitent, et il faut leur faire une salutaire violence, bien à contre-cœur, mais pour leur avantage, en s'unissant aux *terroristes* qui connaissent si bien, eux, le mystère de la mort, en préconisant les mesures violentes et en remettant d'abord la France aux licteurs!

XX

La France a bien tort, il faut en convenir, de se défier ainsi de ces opérateurs ; mais que voulez-vous ? Le monde est si vieux ! il est si embourbé dans l'ornière de ces vieilles habitudes qu'on appelle la nature, l'instinct, les lois de la société, de la famille, du *tien* et du *mien*, qu'il faut faire préalablement une coupe complète de cinq ou six générations humaines par le tranchant de la faulx de *Marat* ou de *Babeuf*, pour faire entrer un peu de soleil nouveau, un peu de rayons du socialisme sous cette vieille forêt de l'humanité !

Or, pour cela, il faut que la loi nous donne la hache de 1793, et pour que la loi nous donne et nous aiguise de nouveau la hache de 1793, il faut que l'élection nous envoie les représentants les plus ineptes et les plus acerbes qu'elle pourra déterrer dans les ignorances et dans les perversités des clubs. Et pour que ces listes, qui sont, au fond, des listes de proscription, glissent de nos mains dans les mains

des ouvriers et des cultivateurs, pour tromper, corrompre et perdre le peuple, il faut que ces listes soient préconisées et contre-signées par les instituteurs en qui le peuple a une certaine confiance, et pour cela il faut tromper, corrompre et perdre de bon sens les instituteurs eux-mêmes. Voilà, mes amis, tout le manége ! Voilà à quoi vous vous êtes prêtés dans certains départements, comme des enfants ! Voilà ce qui a failli perdre le suffrage universel, la République, la France et la société, en les jetant, ne fût-ce que pour trois mois, entre les mains des émissaires communistes, alliés momentanés des terroristes, et qui avaient fait de quelques-uns de vous, savez-vous quoi ? les *recruteurs* de l'anarchie, des crimes, et, disons le mot, de toutes les BÊTISES dont les pervers et les imbéciles veulent fanatiser et hébéter le peuple français ! Tous les vrais amis du peuple des campagnes et des laborieux ouvriers des villes en ont gémi pour le peuple et pour vous.

XXI

Mon Dieu ! je comprends le *terrorisme*. C'est tout

bonnement la logique du crime : « Tu ne veux pas que je te dépouille et que je t'opprime? — Je te tue ! » Cela est clair et sinistre comme une goutte de sang. Cela brille d'évidence et de férocité comme un poignard. Cela est scélérat, mais cela n'est pas absurde. S'il y a quelques scélérats parmi vous, il est tout simple qu'ils fassent de ce bel axiome des clubs l'évangile des guillotineurs.

Mais le socialisme?... Ah! laissez-moi vous ouvrir enfin une fois mon cœur. Il y a vingt ans que j'étudie le socialisme, je m'y connais. Eh bien! je rougis pour mon siècle et pour mon pays, que, dans une nation qui passait pour spirituelle autrefois comme la France, des jeunes gens sortis des écoles de l'État, et chargés de recueillir et de disséminer dans le fond du pays le bon sens public et l'intelligence officielle de la nation, aient pu descendre à ce degré de sottise et d'hébêtement d'esprit! Que voulez-vous qu'on pense de nous dans le monde et dans l'avenir? Est-il donc vrai qu'il y a des moments de décadence et d'idiotisme dans le génie éclipsé d'un peuple? Est-il donc vrai que nous sommes près de tomber, nous, Français! dans une de ces nuits de l'esprit où l'on perd la mémoire

même du sens commun ? Est-il donc vrai qu'il en soit des nations comme des rois, et que Dieu, quand il veut les humilier ou les perdre, commence par les frapper de cécité morale ?

Quos vult perdere Jupiter dementat?

Oui, ce qui me confond, ce qui m'humilie, ce qui me désespère pour vous dans une doctrine fausse, ce n'est pas tant le crime ; le crime ? on le déteste, on le combat, mais on le comprend ; mais c'est la bêtise qu'on ne comprend pas !

Observez bien le caractère de toutes ces doctrines, ou plutôt (car rien là dedans ne mérite le nom de doctrine) de ces divagations qui partent toutes du matérialisme le plus grossier, pour arriver toutes dans leur soi-disant perfectionnement au sensualisme le plus brutal ; qui ne parlent que de boire, de manger, de palper plus d'or ou plus d'argent, de jouir de plus de voluptés dans le commerce illimité des sexes, d'avoir plus de houris dans le *phalanstère* que Mahomet n'en donne à ses croyants dans son paradis, de se partager les biens du riche sans les avoir gagnés ou hérités, de moissonner sans avoir labouré, de se reposer toujours, de dormir sans

cesse, d'avoir des rations également savoureuses, toujours préparées au râtelier des étables d'hommes, et de les *consommer*, comme ils disent, en les arrosant de boissons non encore savourées, aux sons de musiques non encore entendues sur la terre; observez bien, vous dis-je, toutes ces perspectives, tous ces assouvissements, toutes ces jouissances, vous verrez que tout s'adresse aux sens, rien à l'esprit; tout au matérialisme, rien à l'intellectualité; rien surtout à la moralité, à la liberté, à l'effort intérieur, à la victoire divine de l'homme moral sur l'homme brute! Rien à la vertu, rien à Dieu!

Eh bien, savez-vous ce qui est arrivé de cet oubli impie que le socialisme a fait de toute la partie intelligente, morale et divine de l'homme! Regardez-les! lisez-les! écoutez-les! Dieu, comme pour les punir de leur abject et ignoble matérialisme, a frappé de stupidité ces hommes de talent et les a humiliés de la plus plate crédulité qui ait jamais déshonoré le sens commun d'une nation! On rougit de dire, quand on sort de France, qu'on est le compatriote de pareils *somnambules!* Examinons-les, si vous voulez, système par système, et dites si j'ai tort d'être humilié pour l'intelligence de mon pays?

XXII

En voilà un qui vous dit : « Il faut renouveler l'ordre social en un tour de main. » Mais nos instincts qui sont éternels, la nature, la civilisation et Dieu ont mis des siècles à constituer de progrès en progrès imperceptibles l'humanité. Dieu a fait de la société une végétation, et vous voulez en faire une explosion ! Bêtise ! vous rêvez contre la loi de Dieu !

En voilà un autre qui vous dit : « Il faut faire de la société un monastère de la règle de Saint-Simon, avec un père supérieur, nommé par un conclave universel, qui sera Dieu, qui sera infaillible et qui assignera despotiquement et infailliblement à chacun sa fonction ! » — Bêtise ! vous rêvez contre l'indépendance morale de l'homme et contre le libre arbitre, le plus divin des dons de Dieu !

En voilà un qui vous dit : « Il faut faire de la société une grande série de familles jetées pêle-mêle dans une grande caserne nommée *phalanstère*, où chacun fera ce qu'il voudra ou bien ne fera rien,

et où tous les liens qui attachent l'homme à l'homme par la famille véritable, seront rompus et remplacés par des caprices individuels et par des passions parfaitement équitables qui formeront de la lutte de tous l'harmonie et la félicité universelles ! » — Bêtise ! Vous rêvez contre la nature et contre la sensibilité de l'homme, car vous supprimez la famille en supprimant ou en émancipant tous les amours qui en dérivent, et vous supprimez la vertu en supprimant la lutte du devoir et de la passion !

En voici un autre qui vous dit : « Il faut supprimer l'inégalité des fortunes, des conditions, des professions ! » — Bêtise ! Puisqu'en supprimant l'inégalité des fortunes vous supprimez le désir d'acquérir et de conserver, et qu'en supprimant le désir d'acquérir et de conserver vous supprimez le travail. Vous rêvez contre le travail qui est la loi de la terre et de l'industrie et la seule richesse de l'humanité !

En voici un quatrième qui vous dit : « Il faut supprimer le capital, le capitaliste, le commerçant, l'industriel, le banquier, l'intérêt de l'argent pour celui qui le fait valoir ou qui le prête. Tout ce qui possède un écu, un champ, une maison, est un voleur ! » — Bêtise ! puisque sans capital il n'y a pas de revenu,

sans commerce, pas de consommation à distance, sans consommation à distance, pas de production, sans production, pas de moyen d'exister, sans moyen d'exister, pas de multiplication de l'espèce. Vous rêvez contre la population. Vous êtes les théoriciens du néant !

En voici un cinquième qui vous dit : « Il faut supprimer toutes les industries privées, toutes les concurrences entre marchands, tous les trafics libres entre particuliers, parce que faire travailler et gagner en faisant gagner son voisin, j'appelle cela l'*exploitation de l'homme par l'homme !* Il faut que l'État seul vende et achète, fabrique, produise et consomme à un prix arbitraire, impératif pour tout le monde ! » — Bêtise ! puisque le travail, l'industrie, le trafic de chacun est sa richesse, son pain, sa liberté; que l'homme ne peut consommer qu'autant qu'il produit, et que si les individus ne vendent ni n'achètent rien, ils ne pourront rien consommer, rien produire. Il faudra que l'État nourrisse tout le monde ! Avec quoi ? avec l'oisiveté, la faim et la soif de tous ! Vous rêvez contre le salaire, contre les bras et contre l'outil de tous les travailleurs ! Vous rêvez bien plus que le miracle de la multiplication des

pains ! Vous rêvez de rassasier le peuple sans nourriture et de l'abreuver sans eau !...

En voici un autre qui vous dit : « Il faut tout mettre en commun pour être justes, et nous en aller en Amérique, où nous défricherons le sol en nous partageant la moisson, que nous mangerons dans des gamelles d'égales dimensions ! » — Beau plan de civilisation et de félicité, en effet ! Mais bêtise ! puisque l'un mettra dans la communauté sa force, l'autre sa faiblesse, l'un son gémie, l'autre sa crapule, l'un son travail, l'autre son oisiveté ! l'un sa sobriété, l'autre sa gloutonnerie ! Vous rêvez contre les premières notions de la justice !

Enfin, en voilà un dernier qui vous dit : « Attendez ! j'ai trouvé bien mieux ; j'ai découvert le principe des principes. Le voici : la terre n'appartient pas à celui qui la possède, la terre appartient à celui qui la cultive ! » — Transcendante bêtise ! puisque en vertu du même soi-disant principe, la maison appartient au maçon qui la bâtit ; le cheval à celui qui le monte ; le diamant à celui qui le taille ; la femme à celui qui la convoite ! Vous rêvez contre le sens commun !

XXIII

Voilà pourtant les révélations merveilleuses, *socialistes*, *communistes*, *icariennes*, *saint-simoniennes*, *fouriéristes*, *organisatrices du travail*, *suppressives de la famille*, de la propriété, du commerce, de l'industrie, des lois, des arts, de la civilisation, de l'intelligence, de la moralité, du travail, de la vertu, que ces rénovateurs du monde social vous débitent sans rire ou en riant sous barbe depuis quinze ans ! Voilà les imaginations à l'envers pour le triomphe desquelles il faut, selon eux, faucher à nu le genre humain !

O bêtise humaine ! étiez-vous jamais descendue si bas !

Et ce sont de pareilles inepties qui vous ont séduits, dit-on, et dont vous prétendez séduire à votre tour le peuple du bon sens ! Et vous croyez être l'intelligence enseignante d'une nation comme la France ? Mais si vous entriez à Canton, dans une de ces tabagies prohibées, où des *Thériakis* hébétés

fument l'*opium* qui leur épaissit l'intelligence, et où ils balbutient tout haut les délires et les vertiges que la fumée du poison fait monter à leur cerveau, vous n'entendriez pas de pareils idiotismes!... Mais si vous réunissiez sur la place du marché toutes les vieilles femmes de votre village et que vous les écoutassiez se raconter les rêves de leurs plus mauvaises nuits, après une soirée d'ivresse, vous n'entendriez pas de plus absurdes cauchemars!

Ma foi! si la démocratie devait dégrader si bas l'intelligence de mon pays, je dirais plutôt: Périsse la démocratie! car, à tout prendre, la grandeur des peuples se mesure à l'échelle de leur intelligence, et quelques têtes supérieures pour représenter un peuple dans l'histoire valent mieux que toute une nation d'idiots!

Mais ce n'est pas là la démocratie. C'est sa parodie. C'est la république ivre! La démocratie est, au contraire, l'élévation de l'intelligence de la nation au niveau des plus hautes pensées du génie et de la sagesse des hommes supérieurs du genre humain.

XXIV

Et c'est là la science des instituteurs ? le génie vulgarisé du peuple français ? Ah ! prenez garde, la France peut pardonner beaucoup, mais elle n'aime pas à rougir. Ne la faites pas rougir d'elle-même et de vous !

Il pourrait bien arriver un jour où un représentant, courageux et indigné, montant enfin à la tribune, dirait à ses collègues et à la République :

« Nous avons fait pour l'instruction gratuite du peuple ce que nous avons dû faire et ce que nous avons pu faire. Nous avons pris, dans les rangs du peuple lui-même, des jeunes gens de familles honnêtes et pauvres. Nous les avons dotés d'une situation honorable et utile. Nous les avons privilégiés dans les communes, nous leur avons donné un traitement fixe et des émoluments facultatifs. Nous leur avons assuré une inamovibilité convenable à leur centre de résidence et de famille près de leurs foyers. Nous leur avons créé un ministère de l'ins-

truction publique, des comités d'arrondissement, des conseils généraux de départements, des inspecteurs éminents pour les surveiller et les diriger? Tenez, voilà ce qu'ils enseignent au peuple livré dans leurs mains! Tenez, voilà les clubs qu'ils fréquentent et qu'ils haranguent! Tenez, voilà les livres ou les libelles qu'ils rédigent et qu'ils colportent dans les familles! Tenez, voilà l'usage qu'ils font contre la société des bienfaits et des salaires de la société! Je demande qu'on les épure! Je demande qu'on enlève aux coupables d'abord le salaire de l'État. Je demande qu'on leur ôte ensuite ce privilége abusif de l'inamovibilité; l'inamovibilité de la contagion morale et politique est un crime contre la population rurale, contre le peuple et contre la société! S'ils enseignent l'anarchie, le délire ou le crime, qu'ils les enseignent du moins gratis! et s'ils continuent, je demanderai plus. Je demanderai que les instituteurs ruraux convaincus de cette félonie contre la morale et le bon sens soient supprimés, et que s'il n'y en a pas d'un autre esprit à l'école primaire, chaque année le conseil municipal et tous les chefs de maison ou de foyers se réunissent, et nomment au scrutin un des pères de famille pris

parmi les plus considérés et les plus instruits de la commune, pour faire pendant un an et à tour de rôle l'office humble et sublime d'instituteur gratuit des enfants du peuple! »

XXV

Et ce représentant républicain qui aura le courage de frapper sur la partie immorale, gangrenée et anarchique des instituteurs primaires, à défaut d'un autre, savez-vous qui c'est? Ce sera moi!

LIVRE SEPTIÈME

LE CHANGEMENT DE MINISTÈRE.

A la majorité.

1er Octobre 1849.

On parle beaucoup depuis quelques semaines de changer le ministère qui gouverne depuis six mois la République. Les journaux de l'opposition violente lui adressent, tous les matins, une ration d'invectives repétrie sous la République du même esprit de dénigrement systématique, du même levain et de la même pâte qui servent depuis cinquante ans à toutes les feuilles démagogiques. C'est tout simple. De quel ministère et de quel gouvernement les hommes que la nature a faits hommes d'opposition,

les hommes que j'ai appelés autrefois les *hommes-obstacles*, ont-ils jamais été contents ? Leur affaire à eux, sous tous les régimes, c'est d'embarrasser les affaires, ce n'est pas de s'efforcer, avec nous, de tracer la route, de déblayer les difficultés et de faciliter la marche du pays en ayant toujours de la sincérité dans leur critique, de l'indulgence pour les fautes involontaires, et de la bonne volonté pour les gouvernements ! Ne nous en occupons donc pas, ils sont au peuple, sous la monarchie comme sous la République, ce que les mouches sont au taureau qui trace son sillon ; ils l'importunent, ils le harcèlent, ils le fatiguent inutilement, ils l'arrêtent dans son travail, ils le détournent de sa voie, ils le font mugir et frapper l'air de ses cornes. Ils l'amaigrissent, ils l'épuisent de sueur et de sang. Que voulez-vous ! c'est leur plaisir à eux, il y a des gens qui vivent de colère et d'injures, comme la Salamandre vit de feu. Il faut les plaindre et les supporter. Le monde ne vit que malgré eux, mais il vit et il vivra.

II

Les journaux de ce qu'on appelle la *réaction* (je vous dirai tout à l'heure ce que c'est que la réaction), les journaux, dis-je, de la réaction ou d'un des partis qui composent en ce moment la majorité dans l'Assemblée nationale, accusent, dénigrent, harcèlent aussi le ministère, mais avec plus de timidité, de mesure et de tâtonnements ; on voit qu'ils cherchent, du bout de la plume, le défaut de la cuirasse. Ils ne plongeront le fer que quand ils l'auront trouvé. Ils se bornent à dépopulariser le ministère dans l'esprit des hommes d'ordre, à lui imputer les fautes du temps, à fomenter l'impatience très-naturelle de travail, d'affaires, d'industrie, de commerce qui saisit un pays semblable, comme la France, à un grand atelier, et à dire tous les jours à ce pays affamé de travail et d'aisance : « Voyez ! si vous ne vendez pas et si vous n'achetez pas encore autant que vous aurez à vendre et à acheter, c'est la faute du ministère ! Si l'imagination

du pays, ébranlée par une révolution inattendue, n'a pas encore repris tout à fait cette sérénité qui ne revient qu'après une certaine habitude d'un ordre nouveau, c'est la faute du ministère ! Si la monarchie de Juillet a fait naufrage complet sur un écueil caché sous l'eau, invisible à ses orgueilleux pilotes si fiers aujourd'hui, c'est la faute de Napoléon qui était à Londres et de ses ministres qui étaient dans l'opposition ! Si deux partis perdus, les démagogues et les communistes, se sont ligués momentanément ensemble pour donner une secousse plus forte à la société qui leur résistéra, sur la base inébranlable de la République, et s'ils s'efforcent d'enrôler encore çà et là des ouvriers et des laboureurs plus raisonnables qu'eux, dans la conspiration de l'impossible et dans la cause du chaos, c'est la faute du ministère ! Si le souffle de la révolution de Février, franchissant les Alpes et le Rhin, a remué partout, avec le véritable instinct de la démocratie légitime et progressive, les antipathies de castes, de sacerdoces, de races, de nationalités chez les peuples, et les turbulences aveugles et sanguinaires de la démagogie, à Berlin, à Vienne, à Livourne, à Rome ; s'il y a eu une tempête de prin-

cipes, de passions, d'hommes, d'États, de villes, en Europe, et si les vagues de cette tempête à peine apaisée laissent voir encore ici une nation qui sombre, là un débris d'indépendance qui flotte au hasard, ailleurs une paix qui se signe à nos portes, sous l'épée de l'Autriche victorieuse, plus loin une République qui, si elle était destinée à périr, ne devait pas périr du moins de notre main ! partout enfin ce reste de murmure et d'agitation qui suit les grandes crises européennes et qui empêche les intérêts privés de se fier d'un certain temps à l'avenir et de hasarder les longues spéculations ; c'est la faute du ministère !

Si les démagogues ont violé l'Assemblée nationale le 15 mai, si les ateliers nationaux ont ensanglanté Paris le 23 juin, si les colonnes bien décimées, de nombre, du Conservatoire des Arts-et-Métiers, conduites par quelques chefs invisibles, ont paru vouloir imiter déplorablement ces grandes manifestations séditieuses de 1848, sans pouvoir ramasser seulement assez de lie, dans l'excellente population ouvrière de Paris, pour tacher le seuil de la représentation souveraine ; c'est la faute du ministère !

Changez ce ministère, il est trop faible, il est trop prudent, il est trop mesureur de lois et de jours, il est trop transacteur avec les difficultés du moment, il a trop de ménagements, pour l'esprit encore ombrageux des partis sérieux en France, il a trop de tempéraments avec l'Europe, il a trop de scrupules avec la République, il a trop de religion pour la Constitution, il contient trop le reflux des ressentiments contre la République et des témérités contre-révolutionnaires, il retient trop ce mouvement d'impatience qui aurait déjà précipité sans lui le pays dans une septième restauration de monarchie légitime, de monarchie illégitime, de monarchie bâtarde, de monarchie élective, de monarchie héréditaire, de monarchie viagère, ou de monarchie rétrospective et soldatesque, sous le nom de consulat ou d'empire, enfin, vers nous ne savons pas quoi, vers quelque chose qui nous débarrasse de la liberté et qui nous fasse justice de la Révolution. »

III

Voilà littéralement le langage de ces organes de

la réaction contre la République, et à cela ils ajoutent : « Donnez le ministère à nos amis, c'est-à-dire aux cinq ou six hommes politiques qui ont été précipités de plus haut par la République, qui ont été le plus froissés par leur chute, qui sont les plus irréconciliables avec l'événement de février, qui lui pardonnent peut-être parce qu'ils sont hommes d'État, mais que le préjugé public ne croira jamais, d'un certain temps, sincères dans leur magnanimité et dans leur amnistie pour la République.

Ceux-là vous rétabliront bien plus vite et bien mieux les affaires, les lois urgentes d'ordre social et moral ; ceux-là n'ont pas trempé dans la révolution le bout de leur pied, pendant que les hommes dévoués des temps difficiles du commencement de la République jouaient leur tête toutes les nuits pour sauver les frontières, la fortune et la vie des citoyens, pendant qu'ils faisaient le 9 thermidor du 15 mai, à l'Hôtel-de-Ville, en détrônant une seconde Commune insurrectionnelle de Paris ; pendant qu'ils combattaient de leur personne avec le général Cavaignac, la garde nationale, l'armée et l'héroïque garde mobile, aux journées de juin, pendant qu'ils tiraient du chaos la représentation

nationale ; puis, avec la représentation, la paix, la Constitution, l'administration, les cinq cent mille hommes de l'armée, le trésor, le crédit, la civilisation enfin, nos hommes à nous dormaient, s'abstenaient, attendaient à l'écart. Ils n'ont rien à exécuter dans les choses, rien à ménager dans les hommes, ils datent du 10 décembre et non de la République. Le 10 décembre a triomphé. Le gouvernement doit désormais leur appartenir ; le ministère actuel est un trait d'union habile, nécessaire, politique, providentiel entre la République et le 10 décembre. Nous ne voulons point de ce trait d'union. Que le ministère complice disparaisse et fasse place au ministère vierge de républicanisme, au ministère de pure réaction ! »

IV

Or, je vous ai promis tout à l'heure de bien vous expliquer ce que c'est que la *Réaction*, c'est le moment de tenir ma parole. Je n'ai pas besoin de vous dire que je n'entends pas ici par *Réaction* cette

grossière et stupide injure que certains démagogues jettent au visage de tout bon citoyen qui veut que la République soit un gouvernement et non une orgie d'idées, une saturnale de démocratie, une bacchanale de tapageurs. Je vous parle avec respect la langue sérieuse de l'homme d'État, et non le patois ordurier de l'homme de club.

Voici donc comment, en 1847, dans un discours public, je définissais au peuple assemblé les *réactions* politiques :

« Et d'abord, ne nous effrayons pas trop des réactions. C'est la marche, c'est la nature, c'est le flux et le reflux de l'esprit humain. Souffrez une image empruntée à ces instruments de guerre que beaucoup d'entre vous ont maniés sur terre ou sur mer, dans les combats de la liberté. Quand les pièces de canon ont fait explosion et vomi leur charge sur nos champs de bataille, elles éprouvent, par le contre-coup même de leur détonation, un mouvement qui les fait rouler en arrière. C'est ce que les artilleurs appellent le recul du canon. Eh bien ! les réactions politiques ne sont pas autre chose que ce refoulement de la pièce de canon sur elle-même en artillerie. Les réactions ? C'est le recul des idées ! Il

semble que la raison humaine, comme épouvantée elle-même des vérités nouvelles que les révolutions faites en son nom viennent de lancer dans l'espace, s'effraye de sa propre audace, se rejette en arrière et se retire lâchement de tout le terrain qu'elle a gagné. Mais cela n'a qu'un jour, messieurs! D'autres mains reviennent charger cette artillerie pacifique de la pensée humaine, et de nouvelles explosions, non de boulets, mais de progrès et de lumières, appliquées au gouvernement des sociétés, rendent leur empire aux vérités qui paraissaient abandonnées ou vaincues ! » . . . . . .

. . . . . .

Ainsi ne nous occupons pas beaucoup de la portée et de la durée de ces réactions, et voyons plutôt ce qui se passera quand elles auront achevé leur petit mouvement de contre-coup en arrière ! etc., etc...

V

Et maintenant je vous dis : « Avez-vous quelquefois vu la mer après une tempête qui a soulevé ses

vagues et lorsque le vent de cette tempête est déjà tombé ? Qu'est-ce qui vous frappait dans ce spectacle à la fois étonnant et sublime ? N'étaient-ce pas ces lames énormes couronnées d'écume qui s'avançaient en mugissant bien loin au delà du lit et du niveau ordinaire de l'Océan, comme s'il avait été déraciné de ses abîmes pour envahir le sable, les rochers, les falaises de la côte, et qui se retiraient ensuite comme chassées par un contre-coup de la terre bien au delà aussi de ses limites naturelles, en laissant un moment à sec et à nu un immense espace du lit qu'il doit légitimement occuper ? Eh bien, c'est là une réaction ! Dans l'ordre matériel comme dans l'ordre politique, cela a toujours lieu ainsi. Après une tempête de mer, le flot semble tarir et recule du bord qu'il a submergé ; après une révolution, qui est une tempête d'hommes, les idées semblent tarir et reculer un moment aussi, comme si elles se repentaient de s'être avancées trop loin, ce qui est souvent vrai. Les idées contraires paraissent prendre le dessus et ressaisir beaucoup plus d'espace et avec beaucoup plus de puissance et de colère qu'elles n'en avaient avant cette révolution, jusqu'à ce que cette lutte entre les idées révolutionnaires et les

idées stationnaires s'apaise, que les flux et les reflux deviennent moins turbulents, et que la conciliation pratique et le niveau régulier se rétablissent, sur les bords d'une révolution qui s'organise comme sur les bords d'un Océan qui reprend son lit. »

VI

Appliquez ceci à la révolution de février 1848. Que s'est-il passé le 24 février ?

Tout à coup, en plein calme apparent, sans aucune de ces secousses réitérées du sol qui précèdent et qui présagent les grandes catastrophes de gouvernement, un peuple se soulève, un gouvernement aussi fort qu'il en fut jamais, sur la terre, en puissance matérielle, se sent paralysé. Il vacille, il hésite, il se trouble, il ne sait ni céder tout à fait ni combattre résolument le mouvement. Il change trois fois en trente-six heures des ministres qu'il a usés d'avance au service d'une dynastie. Ces ministres fondent sous sa main, avant d'avoir seulement levée l'épée sur la révolution. L'opinion indécise

passe du côté de ceux qui marchent en avant. La garde nationale s'associe au mouvement par son immobilité d'abord, par ses démonstrations antimonarchiques ensuite. L'armée, nombreuse et forte, assiste sans ordre, sans impulsion, sans chefs entreprenants, à l'assaut de la monarchie dans son palais, à la fuite de son roi ; à l'invasion trois fois renouvelée de la représentation nationale, représentation plus dynastique que nationale, qui ne représentait que la cent-vingt-cinquième partie du pays. Le gouvernement est emporté à Saint-Cloud par cette rafale, avant qu'on le sache seulement à la chambre des députés et dans les quartiers lointains de Paris. Le trône est à terre. Le sang coule en vain. L'incendie commence à dévorer Neuilly, le Louvre, les Tuileries. L'anarchie menace de dévorer dans quelques heures la capitale et la nation. Les citoyens peuvent s'entr'égorger, les départements s'entre-détruire, les ennemis extérieurs de la France profiter de la confusion, pour envahir nos frontières, personne n'est au timon de l'État par droit constitutionnel, puisque la constitution est noyée dans le sang et que le feu des cartouches a brûlé les lois. Quelques hommes dévoués se précipitent à la

tête du peuple, entre les combattants. Un gouvernement provisoire républicain s'empare avec énergie du mouvement, l'achève et le légitime pour le contenir et le régulariser. La République est le cri, sans une seule opposition, de tout un peuple ; elle surgit comme l'arc-en-ciel de paix sur un déluge immense d'anarchie et de sang ! elle proclame la trêve, la concorde, l'appel à la volonté nationale par le suffrage de tous les citoyens ; elle convoque, sans exception, tous les partis sur un terrain commun et neutre entre toutes les prétentions dynastiques ; elle s'appelle la *fraternité* et la *paix ;* elle brise entre ses propres mains l'échafaud, cette arme des dictatures et des vengeances, de peur d'être tentée d'en faire usage contre ses ennemis ; elle propose fièrement à l'Europe la guerre révolutionnaire ou la paix démocratique. L'Europe, troublée, la comprend et la respecte. Tout s'apaise à son nom dedans et dehors.

VII

Mais, quoique tout s'apaisât, tout était renversé,

tout était en débris des ressorts d'un gouvernement régulier. Constitution, chambre des pairs, chambre des députés, corps législatif, pouvoir exécutif, magistrature, administration, armée, police, diplomatie, rapports avec les puissances étrangères, système électoral, représentation du pays, trésor, finances, impôts, industries, commerce, rien n'existait plus de l'ordre ancien. C'était, en trois jours, la table rase d'une révolution. Le peuple français était aussi pulvérisé, aussi difforme, aussi dénué d'institutions, d'organisation, aussi nu de lois, aussi désarmé d'autorité préexistante que le jour où les Gaulois ou les Francs, ses pères, se rassemblaient dans un *champ-de-mai* pour se former en peuplade, en société, en confédération, en peuple ou en monarchie ! C'était bien pis qu'aux premiers temps de notre révolution de 1789, bien pis qu'au *jeu de Paume* de Versailles où l'Assemblée constituante était là pour ressaisir le pouvoir arraché des mains de Louis XVI ! bien pis qu'aux *cinq et six octobre* où l'Assemblée nationale était là pour représenter la souveraineté du trône dégradé dans la violence faite au roi ! bien pis qu'au 10 août 1792 où l'Assemblée législative était là pour relever à l'instant, sous le

nom de République, le pouvoir social abattu dans le trône aux Tuileries ! bien pis qu'en 1814 où le sénat et le corps législatif étaient là pour proclamer, sans interrègne, la monarchie constitutionnelle des Bourbons à la place du despotisme de l'empire écroulé ! bien pis qu'en 1815 après les Cent-Jours, où Napoléon et son armée étaient là pour reprendre le gouvernement impérial une heure après le départ du gouvernement des Bourbons ! bien pis qu'en 1830 où Louis-Philippe était là avec je ne sais quel prestige contradictoire à la fois révolutionnaire et dynastique, pour recevoir des mains d'une chambre des députés le pouvoir royal à la place de Charles X, vaincu et proscrit !

C'était le néant de tout pouvoir ! la dictature des premiers venus ! le règne absolu et arbitraire de cinq citoyens sortis de la tempête, surgis du hasard, éclos de la foule, sans titre, sans droits, sans armes, sans autre investiture que leur propre dévouement au salut commun ! ce qu'on a appelé le gouvernement provisoire, la dictature des trois mois !

VIII

Or, qu'avaient à faire à la minute même de leur éruption à l'Hôtel-de-Ville ces cinq hommes et les citoyens résolus et de bonne volonté qui se joignirent à eux ? à moins de laisser couler le sang, brûler les édifices, saccager les propriétés, insurger les départements, envahir les frontières, perpétuer et universaliser la guerre civile.... ils avaient à faire, ce qu'ils firent, ce que vous appelez de la réaction.

Cela vous étonne ? Comment, dites-vous, les dictateurs de février, les républicains de la veille et du jour faire de la réaction ? Mais, c'est une plaisanterie ! — Pas le moins du monde, et vous allez le comprendre.

Lorsque tout était combat dans les rues, confusion, anarchie, anéantissement de pouvoir et de gouvernement, faire le contraire de toutes ces choses, c'était faire de la réaction ; c'était réagir contre la guerre civile, l'incendie, l'anarchie, le

désordre, l'anéantissement de toute autorité et de toute force sociales, et c'est ce qu'ils firent nuit et jour sans cesse et sans repos, depuis la première heure de leur pouvoir usurpé sur le chaos, jusqu'à la dernière heure de leur abdication entre les mains de la souveraineté nationale qu'ils reconstituèrent aussi vite que possible, dans la représentation du pays, dans l'Assemblée constituante.

Ainsi, ils commencèrent par éteindre le feu des édifices. — Réaction contre l'incendie.

Ils éloignèrent de Paris les troupes qui venaient de se battre avec le peuple, qui se débandaient démoralisées dans la capitale, et dont la présence menaçait ici ; les armes livrées ailleurs dans quelques casernes au peuple pouvaient rallumer les hostilités ou perdre la discipline. — Réaction contre l'effusion du sang et contre la dissolution de notre admirable armée !

Ils formèrent vingt-cinq bataillons de garde mobile, tirés des rangs les plus jeunes et les plus tumultueux du peuple, pour enlever ces vingt-cinq mille braves enfants à la sédition, et pour extraire, du sein du peuple soulevé et bouillonnant, la force d'origine populaire destinée à contenir et à disci-

pliner le peuple lui-même. — Réaction contre l'éternelle sédition de la capitale sans armée !

Ils rétablirent les barrières, les octrois, les impôts, la circulation sur les routes. — Réaction contre la banqueroute inévitable, sans argent au Trésor, et contre la disette des subsistances qui allait affamer et décimer le peuple.

Ils firent rouvrir avec respect les temples que les ministres intimidés des cultes craignaient de voir profanés comme en 1793. — Réaction contre l'athéisme et l'impiété qui sont des vices de démagogues et non des vertus de républicains !

Ils abolirent la peine de mort en politique et jetèrent ainsi l'amnistie sur le passé, sur l'avenir des opinions ! — Réaction contre la terreur, cette tache de sang que le peuple ne saurait assez laver sur le mot de démocratie !

Ils envoyèrent des administrateurs à tous les départements pour faire exécuter provisoirement les lois existantes et prévenir le démembrement des départements tentés de se détacher du centre. — Réaction contre la fédération, ce crime et cette faiblesse des Girondins.

Ils réorganisèrent l'armée, réprimèrent les pre-

miers symptômes d'indiscipline aux Invalides, à Nevers, à Metz, et portèrent à cinq cent mille hommes le nombre de nos soldats; ils rassemblèrent l'armée du Rhin et l'armée des Alpes. — Réaction contre les dangers de l'étranger et contre les commotions prévues de Lyon et du Midi!

Ils convoquèrent l'Assemblée nationale pour lui remettre promptement la souveraineté qui ne leur appartenait pas et l'autorité qui pouvait se déchirer ou s'ensanglanter dans leurs mains. — Réaction contre les dangers de leur propre dictature et contre la souveraineté irrégulière et arbitraire de Paris!

Le 16 avril, ils armèrent la garde nationale et présentèrent le combat à l'armée insurrectionnelle des socialistes, des terroristes et des anarchistes, à l'Hôtel-de-Ville. — Réaction contre les clubs de Paris!

Le 15 mai, ils montèrent à cheval et marchèrent en armes sur l'Hôtel-de-Ville où ils arrêtèrent le gouvernement insurrectionnel qui venait de s'installer contre la représentation nationale. — Réaction contre l'usurpation démagogique des clubs.

Le 23 et le 24 juin, ils donnèrent le signal du combat devenu fatalement nécessaire, et répondi-

rent aux coups de feu de l'émeute des ateliers nationaux en tirant le canon et en appelant la France contre l'écume de sang qui voulait submerger la République. — Réaction contre la souveraineté des faubourgs et contre la sédition des prolétaires, voulant se substituer seuls à la nation !

Ils tombèrent là dans une méprise, odieusement accusés d'avoir fomenté une révolte contre laquelle ils avaient nuit et jour préparé des forces et dont ils affrontaient les premiers les balles et le feu. Mais, vous le voyez, tout leur gouvernement, quoique très-républicain, puisqu'ils avaient assumé sur leur tête la proclamation et la responsabilité de la République, n'avait été qu'une perpétuelle et légitime série de *réactions*. Si vous entendez par ce mot le retour à l'ordre, à la sécurité, à la représentation souveraine du peuple, à la force sociale, reconstituée dans l'armée, dans l'administration, dans le trésor, dans le palais, dans nos rapports avec nous-mêmes et avec l'étranger, une reconstruction, enfin, d'une société et d'un gouvernement écroulés ! c'était leur loi et leur devoir ! La démocratie n'est pas l'anéantissement, mais le perfectionnement des gouvernements.

IX

Après eux et avec plus d'autorité qu'eux, que fit l'Assemblée constituante ? Elle saisit avec force le gouvernement dictatorial que les hommes des trois premiers mois lui restituaient. — Réaction contre le gouvernement arbitraire et acclamatoire qui pouvait bien sauver légitimement la France dans une crise imprévue, mais qui ne pouvait pas régner sans titre en face de la représentation retrouvée.

Elle fit la constitution. — Réaction contre l'absence de toutes lois fondamentales qui est le désordre organique d'une nation !

Elle réprima les clubs et désarma les factieux. — Réaction contre les attroupements et contre les séditions des anarchistes.

Et quand la constitution fut faite et que cette constitution eut séparé sagement le pouvoir exécutif du pouvoir législatif et donné à la France elle-même la nomination du pouvoir exécutif, dans la personne du président, afin que ce pouvoir, sorti aussi du

peuple, eût plus de force et plus d'indépendance contre les mobilités, les caprices, les passions et les intrigues d'une assemblée, que fit la France elle-même ? Elle nomma le président de la République, pouvoir temporaire, imposant, personnifié dans un homme, dans un nom populaire. — Réaction contre la disparition totale de toute tête visible et de toute fixité un peu durable au sommet du gouvernement !

Et après ces grands actes, tous reconstitutifs de l'autorité dictatoriale d'abord, de l'autorité constituante ensuite, de l'autorité constituée après, de l'autorité exécutive enfin, qu'ont fait l'Assemblée législative, le président de la République et les ministres, depuis le 10 décembre? Ils ont poursuivi autant qu'ils ont pu l'œuvre de reconstitution de toutes les conditions élémentaires d'ordre, de société et de gouvernement, commencée le 24 février au soir, une heure après la Révolution, poursuivie sans interruption depuis par les deux Assemblées, par tous les ministres et par le président. — Réaction continue contre les ruines, les vides, les lacunes d'autorité, les désordres, les anarchies, les factions et les misères qu'il faut toujours relever, combler, remplir, réprimer, contenir et secourir

après les catastrophes et les éclipses de pouvoir qu'on appelle les Révolutions ! Vous avez tort de crier sans cesse depuis le 26 février 1848, où l'on expulsa le drapeau rouge et la terreur de l'Hôtel-de-Ville, à la réaction, comme si toute réaction de l'ordre était un crime contre la liberté ! le seul crime contre la liberté sous les Républiques, sachez-le bien, c'est l'anarchie !

Tout ce que je viens de vous citer était nécessaire à la fondation et à l'affermissement de la République. Ce sont des têtes bien irréfléchies que celles qui crient stupidement à la réaction contre moi, contre vous, contre celui-ci, contre celui-là, contre ceci, contre cela, contre la résistance au drapeau rouge le 26 février, contre la résistance aux clubs le 16 avril, contre la répression des factieux le 15 mai, contre la bataille acceptée en face des socialistes insurgés dans les journées de juin, contre la constitution régulière proclamée par l'Assemblée nationale, contre la nomination du président de la République! C'est la restauration d'un pouvoir exécutif républicain énergique. A ce compte, il faudrait donc que les Révolutions ne rencontrassent jamais de limite qui les arrêtât dans le juste

et qui les régularisât dans l'ordre ? il faudrait donc qu'une nouvelle vague vînt sans cesse dépasser la première, et que d'inondation en inondation, d'anarchie en anarchie toujours acceptée, toujours respectée par les hommes d'État, le déluge universel des révolutions, des séditions et des factions submergeât sans résistance le peuple ? C'est absurde. Les tempêtes elles-mêmes trouvent un frein dans l'Océan, elles se fatiguent d'agitation, elles s'épurent d'écume et retombent affaissées sous leur propre poids, dans les bords que Dieu a tracés aux éléments. Ainsi des hommes. Les réactions de la République vers la constitution du gouvernement et de l'ordre sont tout bonnement la réaction de la vie contre la décomposition et la mort ! Toutes les fois que vous respirez vous réagissez contre l'asphyxie et contre la dissolution de vos organes. Vous êtes de grands coupables, n'est-ce pas ? Eh bien ! la République réactionnaire est justement aussi coupable que vous ; elle veut vivre : c'est la loi des peuples, c'est la loi de la nature, c'est la loi de Dieu.

X

Ce ne sont donc pas les réactions en elles-mêmes qui sont coupables après les révolutions ; elles ne deviennent coupables et surtout dangereuses et impolitiques que quand elles se trompent de but, c'est-à-dire quand elles tentent de rétablir, non pas seulement les bases nécessaires et éternelles de l'ordre social, mais les vices mêmes, les institutions dénaturées, les abus de ce qui a été renversé légitimement ou fatalement, quand elles veulent faire une contre-révolution, la pire espèce des révolutions, parce que ce sont des révolutions vers le passé, des retours vers les abîmes, des efforts perdus vers l'impossible !

Ou bien encore quand elles, ces réactions d'ordre, dépassent leur but, c'est-à-dire quand, dans leur impatience de retrouver l'ordre, elles exagèrent les mesures, les lois, les forces du gouvernement, et font de la violence au lieu de la légalité forte, de la tyrannie au lieu de la paix publique !

Il n'y a eu, en réalité, depuis la création de la République, qu'une grande fausse mesure de gouvernement qui ait mérité le nom de réaction dans son mauvais sens, c'est l'expédition, ou plutôt la croisade française à Rome pour opprimer la volonté bonne ou mauvaise d'un peuple indépendant, et pour refaire au dix-neuvième siècle la politique pontificale de Charlemagne, par la main de républicains français. Voilà deux contre-sens, deux contre-révolutions dans une : une profanation du principe de la liberté des peuples! une apostasie du principe de la liberté des consciences! deux réactions, car ce sont deux contre-révolutions. La France l'a senti; elle a deux remords ; elle reviendra sur ces deux faux pas.

XI

Mais revenons, nous, au changement de ministère, que les uns accusent d'être trop réactionnaire, les autres de ne l'être pas assez. Il s'agit surtout

aujourd'hui de répondre à ceux qui l'accusent de ne l'être pas assez.

Lorsque le président de la République a eu (œuvre difficile!) à choisir son ministère après la réunion de l'Assemblée législative actuelle, qu'a-t-il dû se dire, ou du moins que me serais-je dit à sa place ? Le voici à peu près :

XII

« Je suis président, et le premier président en date d'une République acclamée par tout un peuple et éclose sur les débris de huit formes de monarchies tentées et écroulées depuis cinquante ans, mon premier devoir est d'être républicain. Je dois m'oublier moi-même, effacer de mon cœur mon nom monarchique, si, par hasard, j'ai un nom monarchique, et aider ce peuple à asseoir la seule forme neuve et forte de gouvernement qui lui reste, la République. C'est mon mandat du peuple et de la Providence, et, par cela même, ce sera ma gloire dans l'avenir, si je réussis, car la véritable gloire

est inséparable de la probité d'ambition. La probité d'ambition pour moi, c'est de travailler, au besoin contre moi-même, pour sauver l'institution qui m'est confiée.

» Pour cela, qu'y a-t-il à faire ? Bien étudier la France d'abord, le siècle, le moment, la circonstance, l'état des esprits, des intérêts, des opinions, des partis; comprendre, exécuter ce que ces opinions, ces partis, ces intérêts, ces pensées de la vraie France désirent et attendent du nouveau gouvernement que je suis chargé de faire marcher.

» Eh bien, voyons, que veut la France, la vraie France, la France en majorité ? Est-il vrai qu'elle veuille la monarchie, et que je doive, pour lui plaire secrètement, déjouer, trahir, prendre au piége la République, la changer adroitement sous ses langes comme l'enfant dans son berceau; lui substituer, sans qu'on s'en aperçoive, un embryon monarchique, puis, un beau jour, déchirer le rideau et dire : « Tenez, vous m'avez remis une Ré« publique, je vous rends ma royauté sous un autre « nom. Je suis un *Monk* d'une nouvelle espèce, non « pas un Monk au bénéfice de Charles II, mais un « Monk à mon profit. » Non, ce serait là un esca-

motage historique aussi indigne de mon rôle que de mon nom et de mon caractère. D'ailleurs, les huit formes de royauté ou d'empire que la France n'a pas pu supporter en moins d'un demi-siècle, et qu'elle a laissé tomber sans lever un doigt, n'attestent pas, autant que le disent les publicistes de Juillet, cet irrémédiable goût de royauté dont ils me parlent. La France, c'est-à-dire une certaine France, en effet, paraît aimer les dynasties, mais comme les enfants aiment leurs jouets, pour les jeter à terre, pour les mutiler et pour les briser.

XIII

» La France, bien que surprise et mal préparée en Février, peut porter, au contraire, la République longtemps, et qui sait ? peut-être toujours, si la République se fait l'expression juste, modérée et forte de son esprit, de ses besoins et de ses intérêts ; si la République, en un mot, n'est que la *France en relief*, mais la France tout entière, passé, présent et avenir, royalistes de toutes dates, légitimistes, orléa-

nistes, libéraux, républicains, propriétaires de terre, propriétaires d'industrie, riches, pauvres, capitalistes, travailleurs, clergé, philosophes, lettrés, artistes, commerçants, soldats, reliés ensemble sur un terrain de vraie liberté, dans le cadre d'une vaste institution élastique qui, en constituant fortement l'unité nationale et la souveraineté, obéie de tous, laisse son espace, sa pensée, son jeu, sa part et son jour de pouvoir à l'action représentative de toutes les influences libres et de toutes les opinions, sans autre intolérance que le bon sens, sans autre limite que la borne qui sépare les partis des factions.

» Cette République est aussi possible qu'elle est neuve et belle, et, grâce à Dieu même, elle est la seule possible aujourd'hui, car la France n'en supporterait pas une autre. Les rêves de république acerbe, intolérante et dictatoriale de la *Montagne* s'évanouiraient en six semaines, devant le soulèvement unanime de la dignité outragée de la nation.

» Mais, pour accoutumer et apprivoiser la France à ce mot de République qui lui répugne à cause des souvenirs d'une autre *Montagne*, il faut lui bien démontrer que la République à laquelle on la convie n'a rien de commun avec cette domination convul-

sive, insolente, subversive et sanguinaire de ce parti de certains hommes de violence, de turbulence, d'intolérance et de menaces qui se sont donné, pendant et depuis février, le nom exclusif de républicains ! Ces hommes feront fuir le républicanisme aux antipodes ! Dieu les a créés pour servir d'épouvantail à la liberté et pour doubler le mérite et les difficultés de la fondation d'une République ! Il faut les subir, mais il faut les dérober le plus possible à l'œil et à l'imagination effarouchés du pays. Prendre mes ministres dans leurs rangs, ce serait trahir la République en la montrant sous des noms qui la font craindre et détester.

» Il y en a d'autres, ce sont les républicains modérés des premiers jours de la révolution, ceux qui ont tenu le gouvernail pendant la tempête, ceux qui ont aidé la France à traverser l'interrègne et qui portent la responsabilité des jours difficiles où la France n'avait d'autre Constitution que leurs voix et leurs bras ; rien ne paraîtrait, au premier aspect, plus naturel et plus logique que de les appeler dans mes conseils et que de leur confier la direction et la tutelle de la République qu'ils ont fondée. Ils doivent en avoir l'esprit, la prudence et la force, puisqu'ils

en ont eu la pensée et la modération. Eh bien ! je ne les prendrai pas cependant ; et pourquoi ? précisément parce qu'ils sont les créateurs de la République. Ce pays est jaloux. Il veut que son gouvernement soit à lui seul, à lui tout entier, et non à tel ou tel parti, à telle ou telle coterie, à tel ou tel groupe de citoyens, à telle individualité dominant sur tout. Donner le ministère à ces hommes de février, à ces dictateurs, à ces initiateurs, à ces modérateurs même de l'Hôtel-de-Ville, ce serait faire croire au pays que ces hommes sont nécessaires, inévitables, imposés, qu'ils possèdent la France par droit de conquête, et que la République c'est encore et toujours la révolution. Il n'y aurait rien de plus propre à désaffectionner la France de la République. Elle veut bien adopter cette institution par raison, par transaction, par nécessité, par sentiment même de sa propre dignité, de sa propre grandeur, mais elle veut avoir le droit de maudire et même de proscrire ceux qui en ont les premiers prononcé le mot. Il faut respecter ses susceptibilités, il faut ménager son orgueil, il faut lui passer ses répugnances légitimes ou non. Ces hommes sont les uns dans l'exil, les autres dans la retraite et à l'ombre, tous hors de la scène,

laissons-les où le mouvement naturel des choses les a rejetés. S'ils sont factieux, leur personne aux affaires serait dangereuse, s'ils sont bons citoyens ; ils ne se plaindront pas. Solon, qui les valait bien, et qui fonda les institutions démocratiques d'Athènes, s'exila lui-même pour que ses ennemis ne reportassent pas sur la République l'envie et la haine qu'ils avaient vouées à son nom !

XIV

» Il y a un troisième groupe d'hommes d'État où le pouvoir trouvera de grands orateurs, d'habiles ministres, c'est le groupe de la majorité dite réactionnaire, composé des quarante ou cinquante hommes de première ou de seconde ligne qui formait l'état-major ministériel du gouvernement de la maison d'Orléans et qui sont tombés, avec la dynastie, de la cour, de la tribune ou du pouvoir. Ils sont tombés, cela est vrai; mais grâce à la modération et à la magnanimité de la République qui n'a pas voulu l'ostracisme d'un seul citoyen, ils sont tombés dans la

nation. Leur talent et leur clientèle les ont relevés. Ils sont membres de la représentation ou ils peuvent le devenir. Les prendrai-je, je ne dis pas un jour, le temps mûrit tout, mais les prendrai-je aujourd'hui pour ministres d'une république qui s'est levée sur leur ruine, et dans laquelle ils ne peuvent voir pendant quelque temps que le triomphe de leurs ennemis et le monument de leurs humiliations ? Non, ce serait de la réaction faite homme, les ressentiments contre la République ralliés, groupés et constitués en cabinet républicain, la révolution donnée par moi à gouverner à la contre-révolution! Ce serait plus qu'une hardiesse, plus qu'une témérité, ce serait une insolence contre le destin. Ces hommes ont assez de haute intelligence, pour comprendre que la République bien entendue est le salut commun, ils ont assez de patriotisme pour étouffer leurs petits ressentiments personnels sous les grandes nécessités du pays ; ils ont assez soin de leur nom dans l'avenir pour ne pas déshonorer leur mémoire par une trahison effrontée du gouvernement qu'ils auraient la mission de préserver, je n'en doute pas ; mais il faut que la France républicaine puisse le croire comme moi, avant que je les appelle au pouvoir. Il y a de

plus une décence d'ambition qui ne permet pas à des hommes qui se respectent de passer sans sommation évidente de leur pays, du timon du gouvernement royaliste au timon du gouvernement républicain, cette prudence et cette décence me défendent à moi de leur offrir, à eux d'accepter la direction des affaires avant que le *calus* du temps soit formé sur le déchirement de leurs opinions et de leur cœur ! et puis le gouvernement facile, aujourd'hui, deviendrait à l'instant difficile, orageux, gros de naufrages, vacillant de majorité avec eux. Les républicains excessifs les haïraient, les républicains modérés les suspecteraient, les légitimistes ralliés au pays verraient en eux des rivaux d'avenir s'emparant des voies des restaurations au profit de la dynastie de juillet contre la dynastie de Frohsdorf; les bonapartistes les surveilleraient comme des ennemis déguisés de leur idole, le peuple frémirait sous leur main croyant à chaque instant sentir dans la force de la loi républicaine les saccades et les refoulements du vieux frein monarchique. Tout serait sophisme de situation, fausseté d'attitude, malentendu, funeste interprétation, soupçon, tiraillement, tension des cœurs et des esprits ou réaction violente avec un

tel ministère. Et supposer que j'aie du goût pour le mérite de ces hommes, il faut m'en passer, ou il faut les attendre. D'ailleurs, les hautes amnisties et les magnanimités de la politique ont aussi leur ridicule quand elles vont jusqu'à la témérité. Le ridicule au sommet de la République me tuerait jusque sur le fauteuil de la présidence et jusque sous le nom de Napoléon! Le ridicule en France est la foudre de l'opinion. J'aurais l'air du vice-roi de la restauration en tutèle entre les ministres de la royauté. Ma République ne serait que l'absence de la royauté pendant une absence de roi ou pendant la minorité d'un prétendant!

XV

» Mais il y a dans le pays et dans l'Assemblée une immense et honorable collection de partis qui n'offre aucun de ces inconvénients, aucun de ces dangers, aucun de ces contre-sens au pouvoir. C'est le parti de ces hommes vieillis ou nés dans l'indépendance et dans l'opposition modérée, sous l'an-

cien gouvernement, qui n'ont point fait la Révolution, qui ont même hésité un moment d'étonnement, au bond inattendu de la République, puis qui ont franchi courageusement le pas nécessaire, avec la nation, pour reprendre de tous côtés la même marche libérale, populaire, progressive, prudemment et graduellement républicaine, sous un autre drapeau : bons citoyens avant, bons citoyens après, sans engagement avec la patrie qui leur interdît l'avenir, ce sont les hommes du centre gauche. Il y a à côté d'eux les hommes jeunes du parti dont les pères s'appelaient le parti légitimiste, et qui s'appellent, eux, le parti des traditions, parti conciliable sous une République sans préjugés et sans intolérance avec le parti du présent et avec le parti de l'avenir, ces hommes ont été réconciliés par la République avec les masses du pays. Ce qui les en séparait, ce n'était pas la liberté, c'était l'illégitimité monarchique. 1830 était un crime à leurs yeux, 1848 n'est qu'une innovation. Ils peuvent et ils veulent y prendre part. C'est un parti puissant, honnête, courageux, aventureux même de libertés, tenté de hardies nouveautés aujourd'hui, ce sont les *Torys* de la République! Il y a à côté les jeunes et purs ré-

publicains démocrates, ces tribuns de la jeunesse qui ont à la fois dans l'âme la passion et la virginité de la démocratie future! Voilà les hommes parmi lesquels je dois recruter mes premiers ministres. Depuis le groupe qui salue l'espérance d'un homme d'État dans le talent vert et riche de séve de mon ministre à l'instruction publique, jusqu'au groupe qui entoure d'estime justifiée la prudence du conseil, jusqu'au groupe enfin qui honore dans le chef militaire du gouvernement sous l'Assemblée constituante la popularité noblement sacrifiée au devoir, il y a tout le terrain nécessaire pour recruter des ministres, depuis les légitimistes ralliés au pays jusqu'au général Cavaignac qui ont couvert la République de leurs corps : voilà l'espace. Je choisirai là ! oui, car la France est là. »

XVI

Et ces pensées, qui eussent été les miennes et que je prête, sans connaître son secret, au président de la République, elles ont été les siennes, et qu'en est-

il résulté? (J'écarte l'affaire de Rome qui me pèse sur le cœur comme elle pèse sur la diplomatie du pays.) Il en est résulté ce que vous voyez, l'apaisement des opinions, la renaissance de la raison des masses, les tentatives folles des factions dissipées, non plus comme au 16 avril, au 15 mai, au 23 juin, par des forêts de baïonnettes, mais d'un souffle; la paix publique, la sécurité de la propriété, le travail, propriété du prolétaire, restaurant un peu de bien-être, la confiance des capitaux, l'élévation du crédit, l'espérance de meilleures années devant tout le monde, et pourquoi cela? Parce que ce ministère a été véritablement le mot de la situation. La République comme nous l'entendons est un traité de paix, à l'exception des factions qui sont la guerre, et de la réaction impatiente et violente qui serait la contre-révolution et la guerre; aussi, tous les partis ont signé et tous ont eu un gage dans ce cabinet. Le libéralisme progressif et régulier s'est dit : Je n'ai rien à craindre derrière celui-ci. L'administration consciencieuse, laborieuse, éloquente, légale et ferme, s'est dit : Je n'ai rien à craindre derrière celui-là. Le sentiment traditionnel et l'homme même de la situation légitimiste se sont dit : Nous n'avons

rien à craindre derrière ce troisième; la dignité et la prudence de la France, à l'extérieur, ont été rassurées par le nom d'un autre ; et ainsi jusqu'à toutes les limites des opinions praticables, le ministère a rallié et rassuré les responsabilités de tous les centres de l'assemblée et de la nation ! Il peut et il doit les rallier et les retenir en un faisceau commun, quoique divers, de majorité, le plus longtemps possible ! C'est au centre de gravité qu'un président sage doit appuyer le levier de la République ! Je l'ai dit d'en haut à l'Hôtel-de-Ville, je le dis d'en bas avec la même conviction : plus les temps sont gros, plus la mer a de vent, plus les mâts ont de voiles, plus vous devez donner de lest au vaisseau ; tout ministère d'extrémités droite ou gauche compromettrait d'ici à quelques années la France.

XVII

Et je ne m'excluais pas moi-même de cet ostracisme des ministères qui devaient succéder au gouvernement provisoire, et je n'en excluais pas mes

plus intimes collègues des trois mois. Non ; nous ne cessions de nous dire : « Quand l'Assemblée constituante sera enfin rassemblée, et quand nous lui aurons remis les rênes de la République, jurons-nous de nous tenir à l'écart, longtemps, comme des hommes impossibles ! jurons-nous de ne point faire partie des gouvernants ou des ministres qui nous succéderont ! Il le faut, parce que le pays doit pouvoir librement nous condamner ou nous absoudre ! il le faut, car l'Assemblée nationale doit faire sortir son gouvernement, non de l'Hôtel-de-Ville de Paris, mais de son propre sein, du sein de la nation ! il le faut, car un gouvernement, composé de nous ou de nos débris, aurait l'air d'un gouvernement de parti au lieu d'un gouvernement national, d'une révolution perpétuée au lieu d'une République assise ! il le faut, enfin ; car, bien que modérés et modérateurs, nous serions, malgré nous, par nos antécédents apparents du 24 février, un gouvernement de gauche contre une opposition de droite : la gauche et la droite sont d'aussi mauvaises places pour des ministères l'une que l'autre ; il faut être au milieu d'une nation pour la sentir, la voir et la diriger entre tant d'écueils. Écartons-nous. »

XVIII

Et si, malgré nous et malgré nos supplications dans ce sens, et sur les injonctions absolues de l'Assemblée constituante, quelques-uns d'entre nous ont consenti, pour peu de jours, à faire encore partie du gouvernement d'intérim, avant l'achèvement de la Constitution, ce n'est pas que nous ayons fléchi dans cette conviction de la nécessité de notre ostracisme. Voulez-vous savoir pourquoi? Voici le secret : c'est que nous apercevions à peu de distance l'inévitable bataille des ateliers nationaux que nous devions conjurer et accepter, et qu'en hommes de cœur nous ne voulions pas laisser à d'autres la responsabilité et le péril légués par nous, et nous évader du pouvoir la veille du combat, quand notre devoir et notre honneur étaient de couvrir, encore quelques instants, la représentation nationale, de nos poitrines et de nos popularités.

XIX

Voilà ce que je disais avant la réunion de l'Assemblée constituante à la minorité de la République, comme je le dis encore en ce moment à la majorité de l'Assemblée législative : Défendez-vous de vos propres ambitions, défendez-vous de vos propres impatiences, laissez le ministère actuel gouverner longtemps, effacez-vous, hommes de droite et de contre-révolution ! comme nous nous sommes effacés, nous, hommes de gauche et de révolution ! Faites de la République un terrain commun si vous voulez que tout le monde y pose le pied ! La révolution est finie ! La République commence, la vraie République doit être impartiale comme la nation elle-même. A une République impartiale il faut un ministère *neutre !* Vous avez eu l'heureuse inspiration de le chercher, vous avez eu la rare fortune de le rencontrer, ayez la sagesse de le garder !

XX

Voilà mon avis désintéressé et réfléchi donné à la majorité et aux républicains ! Voilà ce que les feuilles rouges appellent mes apostasies ! Voilà ce que le *National* appelle mes titres à la *pitié* publique ! Voilà ce que le *Siècle* lui-même appelait hier de la poésie dans ses libres entretiens avec le peuple ! L'histoire dira si ce n'était pas élever au contraire le peuple par le simple bon sens à la portée la plus haute de l'homme d'État, car le bon sens n'est que la monnaie du génie !

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER.

La Révolution de février..... 1

LIVRE DEUXIÈME.

Sur les Élections prochaines..... 43

LIVRE TROISIÈME.

La Crise..... 83

LIVRE QUATRIÈME.

La République et l'Anarchie..... 129

LIVRE CINQUIÈME.

L'Assistance, le Travail et le Crédit..... 171

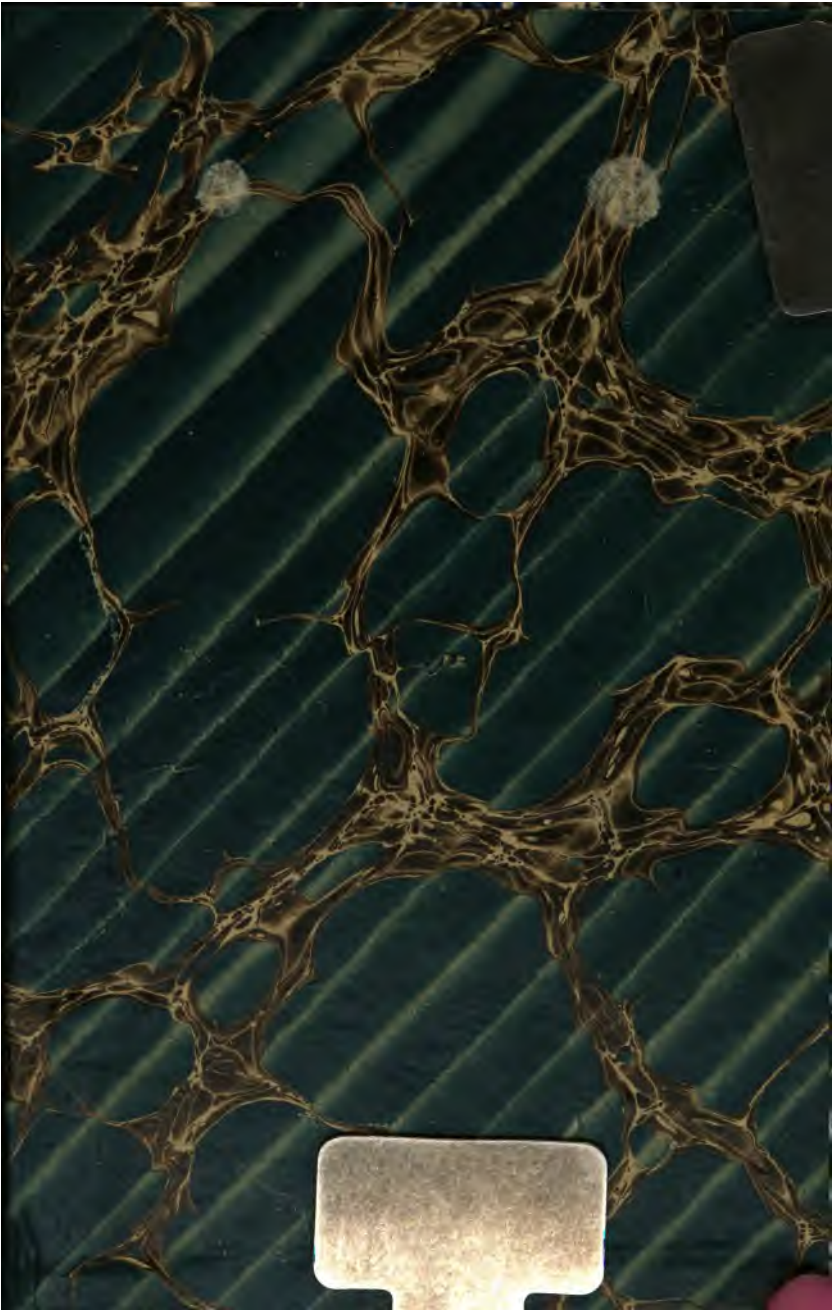
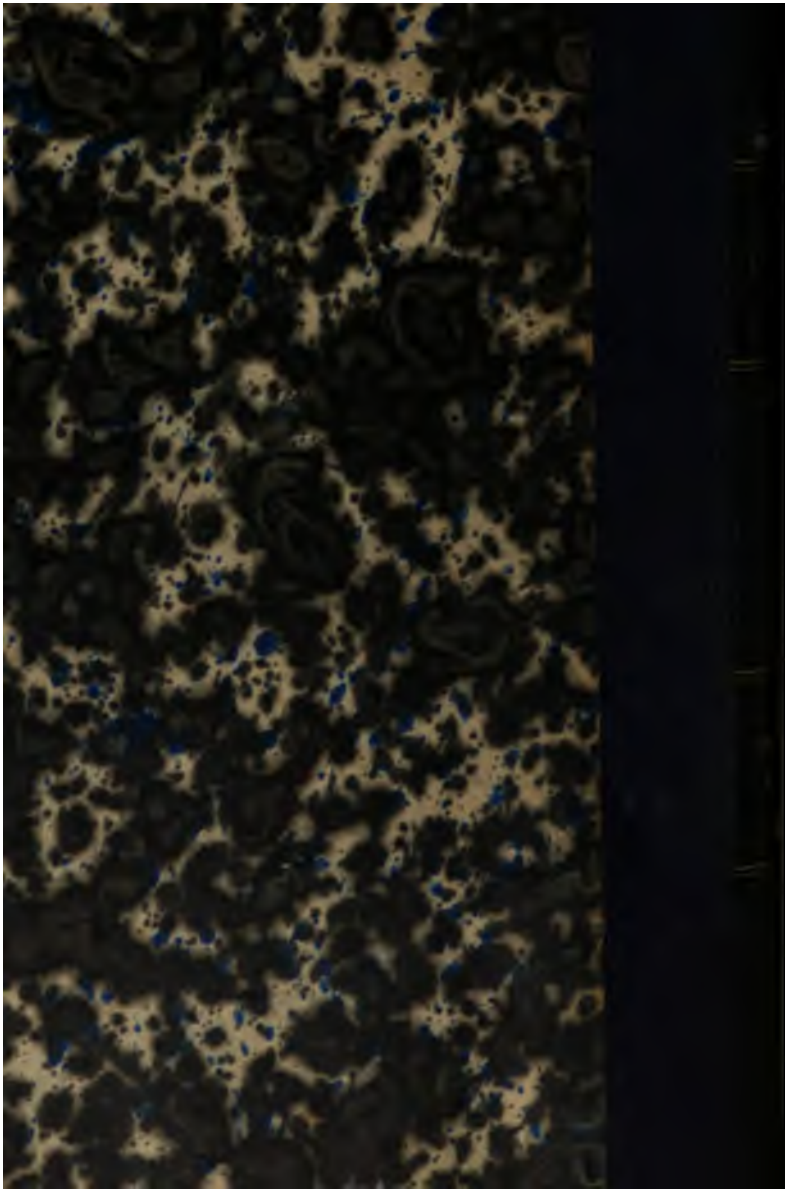
LIVRE SIXIÈME.

Aux Instituteurs ruraux..... 221

LIVRE SEPTIÈME.

Le Changement de Ministère..... 275

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER.

CORBEIL, typ. et stér. de CRETE.

574463